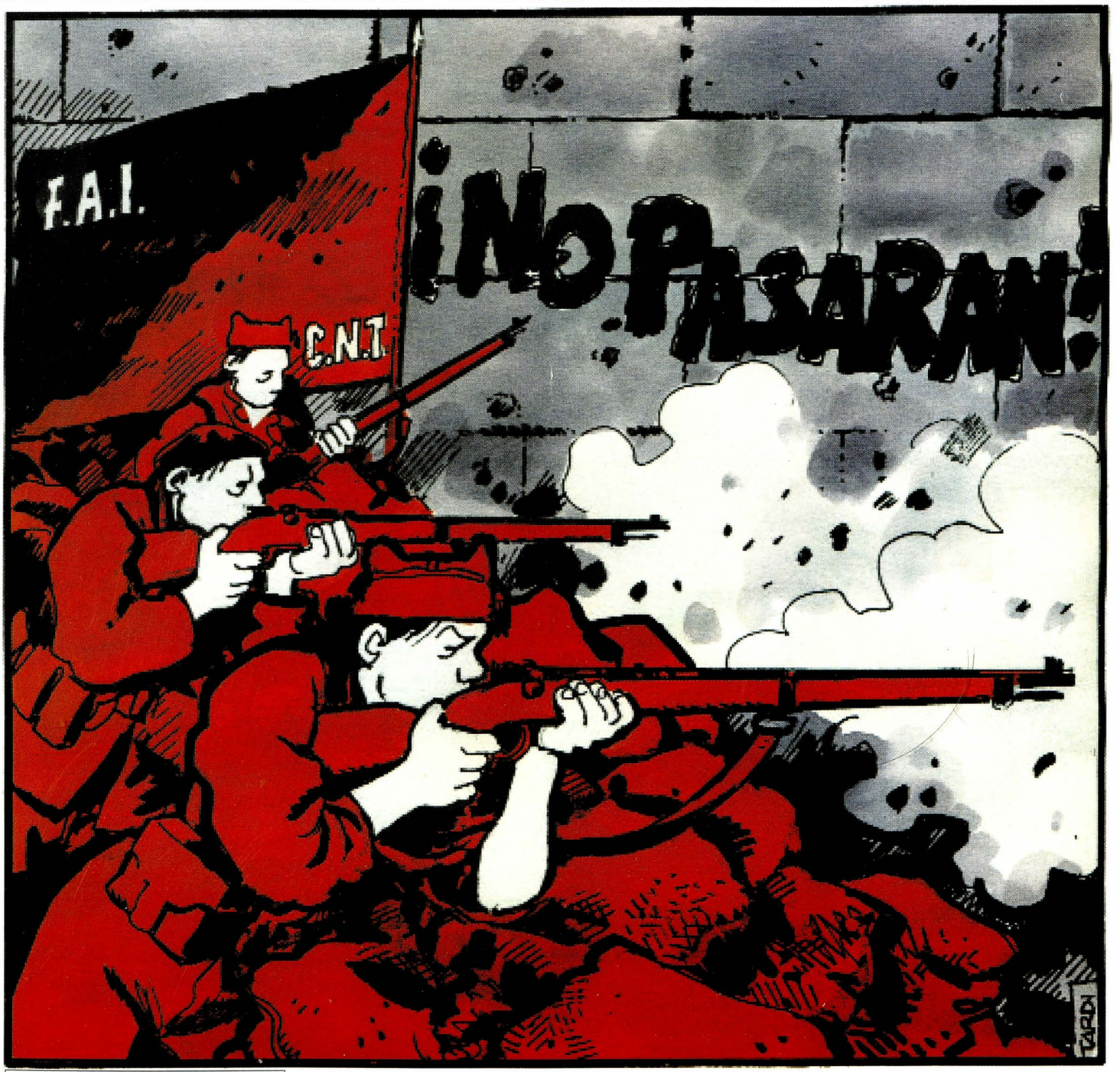
le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

# Espagne 1936...

## Il était une fois la révolution




M 06726 - 30 H - F: 3,00 € - RD

3€

ISSN 0026-9433

«Nous portons un monde nouveau en nos cœurs»
Buenaventura Durruti.

hors-série n° 30
du 13 juillet au 14 septembre 2006

## La Fédération anarchiste

La Fédération anarchiste est un groupement de militants politiques organisé sur le principe du libre fédéralisme (c'est-à-dire la libre association) garantissant aux groupes et aux individus qui la composent la plus grande autonomie afin de permettre le pluralisme des idées et des actions, dans le cadre d'un pacte associatif que nous appelons nos « principes de base » (disponibles sur demande). C'est notre outil de lutte qui doit être fonctionnel et rationnel. Nous rejetons en effet tout fétichisme d'organisation.
Pas de hiérarchie donc pas de chefs chez nous ! C'est à tou.te.s les militant.e.s qu'il appartient de faire progresser leur organisation. Nous ne reconnaissons pas la division dirigeant/exécutant, la participation effective des militant.e.s aux structures collectives de l'organisation est un principe d'éthique et de solidarité. Ces structures fédérales sont : le *Monde libertaire* hebdomadaire, Radio libertaire, hier parisienne, aujourd'hui planétaire, et la librairie Publico, à Paris également. En dehors de ces œuvres fédérales les groupes ont aussi des locaux, souvent des librairies, éditent des revues, menant ainsi leur propre activité au niveau local.

## Les buts de la FA

Nous sommes pour une révolution radicale et globale, à la fois économique et sociale ; pour détruire la société fondée sur la propriété privée ou étatique des moyens de production et de consommation ; pour la suppression de toutes les formes d'exploitation, de hiérarchie, d'autorité. Cette phase de destruction est nécessaire et c'est sans doute pour cela que certains ne voient ou ne veulent voir les anarchistes que comme des partisans fanatiques du désordre. Qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils nous expliquent comment faire pire !
Les anarchistes sont, au contraire, partisans d'une société organisée d'une manière beaucoup plus rationnelle et logique que la jungle capitaliste ou les dictatures marxistes-léninistes. Il s'agit, dans le cadre d'une société libertaire, non pas de gouverner les hommes mais d'administrer les choses au profit de la collectivité toute entière. Nous voulons construire une société libre sans classes ni État, sans patrie ni frontières, avec comme objectifs : l'émancipation des individus ; l'égalité sociale, économique et politique ; la liberté de création ; la justice ; l'éducation libertaire et permanente ; l'organisation sociale sur les bases de la libre fédération des producteurs et des consommateurs (autogestion) ; la démocratie directe ; une économie tournée vers la satisfaction des besoins ; l'abolition du salariat ; l'écologie ; la libre union des individus ou des populations ; la liberté d'expression ; la libre circulation des individus.
Voilà en quelques lignes un aperçu de ce que veulent construire les militants et militantes de la Fédération anarchiste. Rendre possible l'édification d'un ordre social fondé sur l'entraide, la solidarité, sur le respect absolu de l'intégrité physique et morale de l'individu, voilà l'idéal qui nous anime et que nous souhaitons partager avec le plus grand nombre pour un monde meilleur.

# Sommaire


**Olympiades populaires** de Barcelone, par W. Rosell, *page 5*

**La prison** ne résout rien ! Par J. Lesage de La Haye, *page*

**Morts pour rien,** interview, *page 11*

L'absurdité du **« sol national »,** par M. Rajsfus, *page 14*

**Indépendance syndicale** en péril, par Delgranados, *page 17*

La vie rêvée de **Los Angeles,** par J.-P. Garnier, *page 19*

**Sèvres :** un cas d'école, par R. Léopold, *page 22*

**Le socle commun** en danger, par C. Chabrun, *page 23*

**Fourier** et l'enfance, par P. Schindler, *page 25*

**La privation de sens,** par B. Noël, *page 27*

**Koko Taylor,** « bluesy story », par T. Porré, *page 30*

**Sara Berenguer,** une « femme libre », par P. Schindler et K. Pelgrims, *page 31*

**Entretien** avec Sara Berenguer, par P. Schindler et K. Pelgrims, *page 33*

**Poèmes** de Sara Berenguer, *page 34*

**Le cauchemar** d'un cheminot, par T. Périssé, *page 35*

**La défaite des communistes** devant les nazis, par J. Glasier, *page 37*

**Contacts** de la Fédération anarchiste, *page 41*

Grille des émissions de **Radio libertaire,** *page 43*


Vous avez en main le *Monde libertaire* de l'été 2006.
Dès le 14 septembre, vous retouverez votre hebdo...

**Bulletin d'abonnement**

| Tarifs (hors-série inclus) | France et DOM-TOM | Étranger |
|---|---|---|
| 3 mois, 13 nos | ◯ 20 € | ◯ 27 € |
| 6 mois, 25 nos | ◯ 38 € | ◯ 46 € |
| 1 an, 45 nos | ◯ 61 € | ◯ 77 € |

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 nos | 76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.


Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.


Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

1936-2006

# À la veille de la révolution

Gaetano Manfredonia

**Au début de l'année 1936, la situation internationale est partout lourde de menaces et se dégrade rapidement. Sur le plan économique et social, la crise de 1929 n'a pas encore été résorbée. Certes, des signes de reprise se manifestent ici ou là, mais dans des pays comme la France, là où la crise s'est manifestée plus tardivement, les activités sont loin d'être rétablies et les queues devant les soupes populaires sont toujours une triste réalité.**

## La marche du fascisme dans le monde

Mais que dire alors de la situation politique ? Depuis la poussée révolutionnaire de l'après-guerre et la victoire de la révolution russe, partout la réaction a repris le dessus, acculant le prolétariat à une situation défensive quand celui-ci n'est pas brisé par la force. La liste des régimes fascistes ou fascisants des années 1930 est impressionnante. Dans l'espace d'une quinzaine d'années, la « marche du fascisme dans le monde », selon une expression de Luigi Fabbri, n'a fait que s'élargir.

Circonscrit au départ à la seule Italie, le fascisme avait pu pendant un moment illusionner sur sa nature les révolutionnaires eux-mêmes et laisser croire qu'il s'agissait d'un phénomène limité et localisé à des pays aux institutions « fragiles » telle justement l'Italie de l'après-guerre.

Hélas ! Il faudra vite se rendre à l'évidence devant la déroute des régimes libéraux et démocratiques. Incapable de faire face à la poussée révolutionnaire des travailleurs, la bourgeoisie se servira des troupes fascistes comme d'un moyen d'action extralégal pour mener à bien une réaction que les appareils répressifs de l'État n'étaient plus en mesure d'accomplir tout seuls. Mais le fascisme, n'était pas que cela.

Loin de se révéler un phénomène transitoire, il donna la preuve qu'il savait non seulement prendre le pouvoir mais aussi le garder, en imposant à tout et à tous sa logique de domination totalitaire. « Le capitalisme, comme le soulignait Fabbri, qui à ses débuts avait eu besoin d'une certaine liberté pour son développement [...], arrivé à l'apogée de sa puissance... ressent le besoin opposé de limiter ou de supprimer ces mêmes libertés préconisées par le passé. »

« La guerre du fascisme contre la liberté, en concluait-il, n'est plus seulement comme à ses débuts résistance à la future révolution sociale du prolétariat, mais carrément guerre à la modernité, la négation de toutes les révolutions passées, une lutte féroce contre les conquêtes réalisées par les peuples en un siècle ou deux d'efforts inouïs. »

La nature « totalitaire » du fascisme ne pouvait être mieux saisie, cependant, confronté à ce nouveau type de répression, le mouvement ouvrier aura du mal à prendre conscience du danger, et les défaites s'accumuleront.

Méconnaissance de la « nouveauté » du phénomène, tendance à sous-estimer son ennemi, mais aussi division de la classe ouvrière écartelée entre l'œuvre bornée et sectaire des partis communistes et les trahisons répétées des forces social-démocrates qu'il s'agisse de l'Italie ou de l'Allemagne, dans les deux cas la division des travailleurs et la poursuite de stratégies imbéciles par les politiciens de gauche avaient grandement ouvert les portes au fascisme.

## La guerre revient

La victoire de Hitler en Allemagne marque à cet égard un tournant car elle va ouvrir définitivement les yeux à ceux qui s'illusionnaient encore sur la réalité de la menace fasciste pour des pays comme la France ; elle révèle à tout le monde les dangers pressants et existants pour la paix en Europe et dans le monde. La guerre, fruit de l'agressivité fasciste certes, mais surtout de l'exacerbation des contradictions entre États impérialistes, redevenait d'actualité.

Dans ces conditions, continuer à faire confiance aux régimes démocratiques pour s'opposer au fascisme, en pire encore tomber dans le piège de l'union sacrée des forces libérales prêtes à marcher pour une guerre préventive contre l'Allemagne ou l'Italie, ne pouvait être qu'une stratégie suicidaire pour la classe ouvrière.

Le naufrage de la Société des nations face

*Le Monde libertaire*, n° 620, 22 mai 1986.
« À la veille de la révolution » (dossier Espagne 1936).

aux visées du colonialisme mussolinien sur l'Éthiopie avait rendu manifeste en tout cas le refus et l'incapacité de la part des démocraties européennes de contrer en quoi que ce soit le fascisme, à condition que celui-ci ne s'attaque pas directement à ses intérêts directs. De cela se rendaient parfaitement compte les militants libertaires qui, en France notamment, à partir de 1934, mènent une vaste campagne de mobilisation populaire en refusant de dissocier la lutte contre le fascisme de la lutte contre les causes de guerre.

Mais devant les dangers conjugués, la marge de manœuvre dont pouvaient disposer les compagnons était des plus étroites. Marginalisés, isolés sur l'échiquier politique, ils furent souvent le sujet privilégié de la réaction fasciste, bolchevique ou « démocratique » qui les frappait durement un peu partout dans le monde.

## Front populaire

## ou révolution sociale

En 1936, cependant, le prolétariat mondial n'est pas encore vaincu partout et n'a pas encore dit son dernier mot, car cette année voit aussi une réunion de luttes et d'espoirs pour le mouvement ouvrier. La lutte n'est pas morte et est même vivace autant en France qu'en Espagne, mais elle se ressent du malaise dans lequel le mouvement ouvrier se trouve pour riposter efficacement.

En France, face à la tentative fasciste du 6 février et à l'essor des ligues, un puissant mouvement de riposte unitaire se dégage pour barrer la route au fascisme.

En Espagne, pendant toute l'histoire de la IIe République, même aux moments les plus durs de 1934 et 1935, les militants anarchistes et les ouvriers organisés dans la CNT ne cesseront d'impulser le combat ou de déclencher des mouvements à caractère insurrectionnel. La victoire électorale des partis de gauche en Espagne comme en France au cours des premiers mois de 1936, en dehors de toute autre considération, indique clairement la volonté et la détermination dont les travailleurs faisaient preuve.

La réalisation de Fronts populaires, sous la direction des socialistes et des communistes, ne pouvait cependant en aucune manière (les faits ultérieurs le prouveront amplement) constituer une riposte efficace aussi bien aux menaces fascistes que contre les dangers de guerre.

« Alliance politique » de partis en vue de la réalisation d'un programme minimum de gouvernement, ils vont constituer plutôt une tentative de canaliser la lame de fond unitaire vers des objectifs politiques et détourner les masses de la révolution sociale.

Seule l'action directe des travailleurs pouvait débloquer la situation, comme le montreront les grèves sur le tas en France de juin 1936, mais surtout le soulèvement populaire en Espagne comme riposte au coup d'État fasciste.

Vu sous cet angle, l'épisode de la révolution espagnole peut être envisagé en quelque sorte comme la bataille de la dernière chance pour sauver l'Europe et le monde d'un conflit dont le seul grand perdant sera le prolétariat.

Son enjeu dépassa donc largement, dès le départ, la seule situation ibérique et, d'ailleurs, les gouvernements tant « démocratiques » que « fascistes » ne s'y tromperont pas en faisant de celle-ci le premier banc d'essai des affrontements à venir. Tout comme les « révolutionnaires » qui vinrent apporter leur soutien « actif » à la cause des travailleurs espagnols.

La guerre d'Espagne ne saurait être en aucun cas appréhendée comme une lutte pour ou contre le fascisme, mais bien comme la dernière tentative pour le prolétariat révolutionnaire de s'opposer à la réaction en faisant la révolution sociale.

G. M.

### Quelques livres disponibles

*À travers la mitraille, un cinéaste pendant la guerre d'Espagne*, Armand Guerra, 15,24 euros.
*Autogestion et anarcho-syndicalisme*, Franck Mintz, 10,67 euros.
*Barcelone 1936*, Abel Paz, 16,77 euros.
*Buenaventura Durruti, un combattant libertaire dans la révolution espagnole*, Abel Paz, 22,56 euros.
*Carnets de la guerre d'Espagne*, Mary Low, 16,77 euros.
*Ceux de Barcelone*, H. E. Kaminski, 18 euros.
*Chronique passionnée de la colonne de Fer*, Abel Paz, 17 euros.
*Collectivisations : l'œuvre constructive de la Révolution espagnole*, Collectif, 12 euros.
*Enseignement de la révolution espagnole*, Vernon Richard, 16,77 euros.
*Espagne libertaire*, Gaston Leval, 18 euros.
*Espions de la République*, Ramon Rufat, 25,92 euros.
*Femmes libres*, Mary Nash, 14 euros.
*Hommage à la Catalogne*, George Orwell, 7,30 euros.
*Ils ont osé, Espagne 1936-1939*, Cédric Dupont, 15 euros.
*La Guerre d'Espagne, république et révolution en Catalogne*, François Godicheau, 29 euros.
*Le Labyrinthe espagnol*, Gerald Brennan, 30 euros.
*Le Mouvement anarchiste en Espagne, pouvoir et révolution sociale*, Cesar M. Lorenzo, 35 euros.
*Les Fils de la nuit, souvenirs de la guerre d'Espagne*, Antoine Gimenez et les Gimenologues, 16 euros.
*Los Incontrolados*, Nestor Romero, 18,30 euros.
*Mujeres libres*, Collectif, 12,20 euros.
*Ni l'arbre ni la pierre*, Daniel Pinos, 9,15 euros.
*Protestation devant les libertaires du présent et du futur sur les capitulations de 1937*, 7,62 euros.
*Spanish Cockpit*, Franz Borkenau, 21 euros.

Tous ces livres, et bien d'autres, sur la révolution espagnole sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11e, et peuvent aussi être achetés par correspondance (frais de port : 10 %).

# 1936

# Les Olympiades populaires

**Le 9 juillet 1936, le Front populaire choisit les Jeux olympiques de Hitler plutôt que les Olympiades populaires de Barcelone. Il est toujours utile de rappeler la duplicité et la lâcheté de la gauche une fois arrivée au pouvoir. Socialistes, radicaux, communistes et maintenant les Verts ont de tous temps reculé devant le patronat, la bourgeoisie, l'extrême droite, l'obscurantisme religieux et le militarisme. Capitulation, trahisons, faillite idéologique..., le mythique Léon Blum n'y a pas échappé. Les reculades du Front populaire face au fascisme commencent bien avant le 19 juillet 1936, date du début du conflit armé espagnol. En voici un exemple peu connu : la véridique histoire des Olympiades populaires de 1936.**

Wally Rosell

1928, les villes de Barcelone, Berlin, Istanbul... posent leur candidature pour l'organisation des JO de 1936.

Mai 1931, l'Espagne fête l'avènement de la Ire République. Au même moment, le Comité international olympique (CIO) se réunit en Espagne pour choisir la ville qui accueillera les JO de 1936. Officiellement, Berlin a été choisie pour célébrer le retour de l'Allemagne dans le jeu démocratique. Officieusement, le baron Pierre de Coubertin et les membres du CIO sont effrayés par la populace espagnole « républicaine et laïque ».

1933, Hitler gagne les élections, le nazisme est au pouvoir en Allemagne, ses exactions aussi. Les athlètes non aryens sont exclus ou déchus de leurs titres [1] : « Le sport allemand est fait pour les aryens [...] la direction de la jeunesse allemande appartient tout entière aux aryens et non pas aux juifs. »

1934, la Coupe du Monde de football se déroule en Italie. Avec la victoire de la Squadra mussolinienne, le sport est devenu un outil de propagande internationale et une autre manière de faire la guerre : « C'est ce que l'on peut faire de mieux sans couteaux et sans revolver. » (H. de Montherlant)

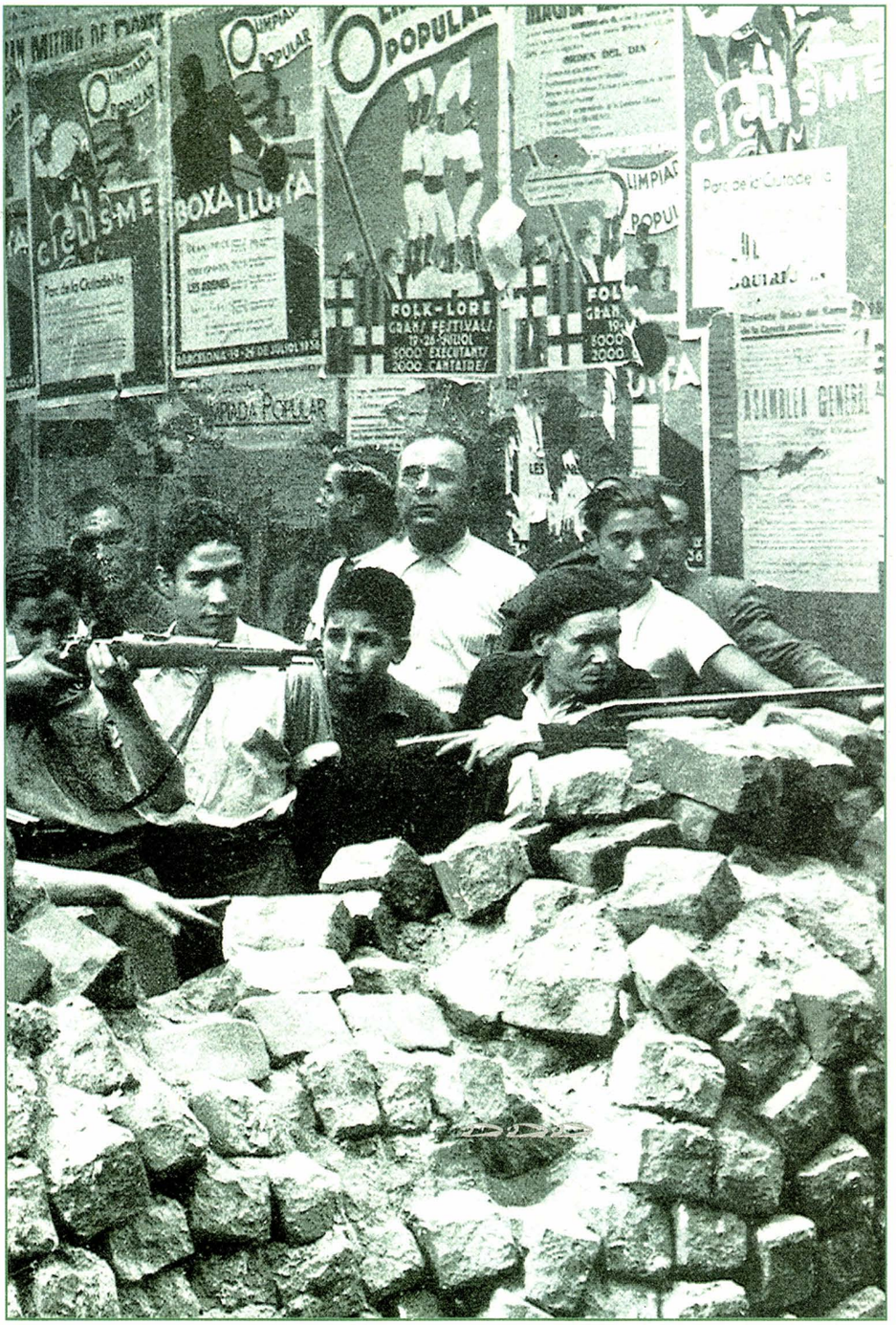
## Pas un sou, pas un homme pour les JO de Berlin

À gauche, intellectuels et sportifs se mobilisent, des manifestations importantes se déroulent en Europe et surtout États-Unis [2]. Un comité international pour le boycott des jeux fascistes est créé : le Comité international pour le respect de l'idée olympique. En France, la nouvelle fédération sportive de gauche (FSGT) lance le slogan : Pas un sou, pas un homme pour les JO de Berlin !

Les journaux sportifs de l'époque y consacrent de nombreux articles : « La loi olympique est violée chaque jour, aucune garantie de liberté n'est accordée aux sportifs juifs et catholiques. Dans ces conditions, notre devoir, ainsi que celui de tous les hommes d'honneur, est de dénoncer vigoureusement les pratiques hitlériennes et de demander le transfert des Jeux dans un autre pays. » (*le Sport*, 9 oct. 1935).

Après 1934, pour combattre la montée du fascisme, en Europe de l'ouest les différentes gauches mettent en place la stratégie de Front populaire. Les dirigeants des fronts populaires espagnol et français se veulent à la pointe de cette lutte. Sur le front du sport, les contacts se nouent entre la FSGT de Léo Lagrange et la Généralité de Catalogne. En parallèle, Anvers, Prague et quelques autres villes tentent – sans succès – d'organiser des Jeux olympiques alternatifs. En 1935, Tel Aviv accueille les premiers jeux olympiques « juifs ».

Le 18 février 1936, la victoire du front populaire en Espagne sert de déclic, la décision est prise : des Olympiades populaires seront organisées du 22 au 26 juillet 1936 à Barcelone, en contrepoint des JO « officiels » fascistes de Berlin.




Cette annonce rencontre rapidement un écho considérable dans le monde du sport, le phénomène touche même la Suisse (siège du CIO). En juin 1935, grâce à l'action de la Fédération ouvrière suisse de gymnastique et du sport, le gouvernement fédéral suisse (de gauche ?) refuse de voter une subvention à la délégation olympique devant se rendre à Berlin... Avant de se rétracter[3]. Finalement, 300 athlètes helvètes se rendront à Barcelone dont certains intégreront le groupe international de la colonne Durruti.

En Belgique, les parlementaires et le gouvernement sont soumis à des tensions autour de la participation aux JO nazis. Aux Pays-Bas, un groupe d'artistes antifascistes se groupe autours du comité : De Olympiade Onder Dictatuur DOOD (l'Olympiade sous la dictature) ; il organise des expositions, des performances pour le boycott des JO de Berlin. En France, début mai 1936, la gauche gagne les élections, le débat reprend : Comment la France du Front populaire pourrait-elle participer aux jeux nazis ?

Pendant ce temps, l'organisation des Olympiades populaires de Barcelone prend forme : début mai, le programme définitif est annoncé et, en juin, le Comité d'organisation de Barcelone lance les invitations officielles. Tous les sportifs peuvent y participer soit individuellement, délégués par leur club ou par leur fédération. Le stade olympique est inauguré à Montjuich, les hôtels pourront accueillir plus de 6000 participants : sportifs, entraîneurs et journalistes. La cérémonie d'ouverture est fixée au 19 juillet !

## Socialistes et communistes préfèrent Hitler au prolétariat

En France, bien évidement, la droite, les ligues fascistes prennent fait et cause pour Berlin, le Parti communiste soutient officiellement l'initiative de Barcelone et du Front populaire espagnol. Le 4 juillet 1936, les épreuves officielles qualificatives pour Barcelone se déroulent au stade Pershing à Paris. Léo Lagrange, secrétaire d'État aux sports et aux loisirs, préside ces journées. À travers leur club, la FSGT, ou individuellement, 1200 athlètes français s'inscrivent à ces Olympiades antifascistes. Dans la même semaine, à Garches (Yvelines), Pierre Cot (ministre des Transports), André Malraux, Léo Lagrange et de nombreux leaders du Front populaire participent à une journée de soutien aux Olympiades populaires et pour le boycott des jeux racistes de Berlin.

## Les faits sont têtus, disait Lénine, il a raison !

Politiquement après sa victoire électorale, le Front populaire français est au zénith de sa popularité, il est porté par la victoire des grèves avec occupation d'usines du mois mai. Les Olympiades de Barcelone étaient – pour les socialistes et les communistes – une occasion de réaliser un énorme coup de propagande... sans risques.

Que décide le gouvernement Blum ?

D'abord, il refuse les subventions aux participants et aux partisans des Olympiades de Barcelone. Les frais de voyage, d'hôtels, d'entraînement, les salaires (des sportifs) manquants seront à la charge des délégations et des athlètes. C'est lamentable.

Puis Léon Blum inscrit un débat à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale dont la majorité lui est largement acquise. Le jour du vote, dans l'Hémicycle, aucun effet de manche habituel et discours enflammés ne manquent : « Aller à Berlin, c'est accepter une sorte de complicité avec les bourreaux, c'est river les fers aux pieds des victimes, et c'est couvrir leur plaintes que de chanter en chœur, avec le maître du Reich, l'hymne à la gloire du sport », dira un député communiste.

Le 9 juillet, en fin d'après midi, le vote porte sur la participation de la France aux jeux de Berlin. Il est sans appel : la droite vote unanimement « pour » et toute la gauche... s'abstient (Parti communiste compris). Pas un député de gauche pour voter : contre la participation du Front populaire aux JO de Hitler. Tous se dégonflent, tous sauf un : Pierre Mendès France. C'est pitoyable.

Malgré tout, dès le 14 juillet, par bateaux ou par trains, les sportifs de 23 pays se dirigent vers Barcelone. Des trains spéciaux partent de la gare d'Austerlitz, chaque arrêt dans les gares sert de prétexte à des manifestations : banderoles, Internationale [4]...

Les derniers participants arrivent à Barcelone le 18 juillet dans la matinée. La plupart ne parlent ni le castillan, ni le catalan, mais certains perçoivent une tension incroyable. « J'ai tout de suite compris qu'il se passait quelque chose », se souvient un dirigeant socialiste de la FSGT.

Dans la nuit du 18 au 19 juillet, c'est le début du soulèvement militaire franquiste, les premiers coups de feux éclatent aux points stratégiques de Barcelone. Dans les hôtels, certains sportifs pensent qu'il s'agit de feux d'artifices en l'honneur des jeux ! Toute la journée du 19 juillet, si la majorité des sportifs restent dans leurs résidences, d'autres sortent pour aider le peuple contre l'offensive des militaires, certains seront blessés ou tués.

Le 20 juillet, le calme revient à Barcelone. Athlètes et délégués découvrent une ville où le prolétariat est sorti victorieux d'un combat contre le fascisme. Les combats pour le contrôle du central téléphonique de la place de Catalogne ont coupé toutes les communications avec le reste du monde.

Les sportifs réfugiés juifs, antifascistes italiens, allemands, autrichiens, polonais, etc. sympathisent avec le peuple en armes : « Nous étions venus défier le fascisme sur un stade et l'occasion nous fut donnée de le combattre tout court. »

Le 23 juillet, Jaume Miravitlles [5], secrétaire du comité exécutif des Olympiades populaires de Barcelone, annonce officiellement l'annulation des jeux. Le 24 juillet, les premières colonnes de miliciens partent libérer l'Aragon, les sportifs antifascistes veulent en être !

Heureusement le Front populaire veille : ordre est donné aux délégations de revenir immédiatement, deux paquebots partis de Marseille rejoignent Barcelone. Les chefs de la délégation française exigent que tous les français rentrent immédiatement, les sportifs français sont cantonnés dans leurs hôtels. Le gouvernement Blum leur demandera 150 francs pour « frais de rapatriement ». Il faut dire que socialistes et communistes ont de quoi être inquiets : plusieurs centaines d'hommes et de femmes, membres des délégations olympiques, avaient déjà pris fait et cause pour la révolution qui se développait ; ils et elles resteront.

Emmanuel Mincq, footballeur juif polonais d'Anvers, rejoint la colonne Thaelman, il deviendra un des dirigeants de la Brigade Dombrosky. Il reste en Espagne jusqu'en février 1939. En France, il fera la tournée des camps du Languedoc (Argelès, Le Vernet, Gurs...). Certains défileront sur le Paseo de Gracia, avec la colonne Durruti. D'autres encore, partis en voiture vers la frontière française, intègrent finalement les colonnes du POUM ou de la CNT (la colonne Ortiz).

Pendant ce temps, le Front populaire continue sa courageuse politique de « non intervention » :

– Il ferme la frontière,

– Il renonce aux livraisons d'armes en faveur du Front populaire espagnol,

– Il interdit à Lluis Companys de participer à un meeting unitaire en faveur de l'Espagne républicaine.[6]

Alors que Hitler et Mussolini livrent des canons, des chars et des hommes à Franco, Blum offre des ambulances à l'Espagne antifasciste et interdit le passage des volontaires internationaux.

Pendant la cérémonie d'ouverture des JO à Berlin, en août 1936, le Front populaire permet aux athlètes français de défiler « bras tendu » pour saluer Hitler. Les délégations américaine et anglaise avaient tourné la tête devant la tribune d'Hitler.

Bref la routine social-démocrate.

Certains sportifs regrettèrent cette attitude : « Nos dirigeants ont démissionné devant Hitler, ils avaient peur ! ». « Je n'avais pas une

maturité politique suffisante, à l'époque », avoue un membre de la FSGT. « Pour moi, ces 4 jours (à Barcelone) ont débouché sur une prise de conscience politique. En 1938, quand la défaite républicaine devint inévitable, nous avons un sentiment de lâcheté que j'ai toujours gardé au fond de moi », dira E. R., basketteur français.

## Les rapports socialisme-sport

La fascination des concepts sportifs et éducatifs des États fascistes bruns (Allemagne, Italie, Japon) et rouge (URSS) est très ancrée dans les milieux du Front populaire. Les compétitions sportives d'abord dénoncées comme une activité bourgeoise et réactionnaire, deviendront – en 1936 – une activité essentielle à la propagande du Front populaire gangrenée par le nationalisme, la collaboration de classe, etc.

Certains socialistes et communistes voient dans le sport soit une quasi préparation militaire ou encore une manière de contribuer, au sein des entreprises, à « l'amélioration des rapports entre le capital et le travail, donc de l'élimination du concept de la lutte des classes » ou encore « un moyen d'arrêter la dégénérescence physique et morale de la race » (Georges Barthélémy, député SFIO).

## Et chez les anars ?

En France, le sport est une abomination absolue. Sauf que... S. Faure, P. Robin, F. Ferrer, tous les pédagogues libertaires considèrent les activités sportives comme indispensables à l'éducation intégrale et à la formation de l'individu.

À titre personnel et comme tous ceux qui l'ont pratiqué, je prétends que le sport collectif est une école de pratiques libertaires ! Tout comme l'éducation, l'économie, la morale, le sport peut se concevoir dans un cadre libertaire. Une équipe de foot, de rugby, de handball, de basket et même de pétanque [7] est un groupe social comme les autres, il peut fonctionner sans dieu, ni chef, ni argent, chacun selon ses moyens, met ses compétences au service de la collectivité.

Il est sûr que le beauf se développe particulièrement bien aux abords des stades et dans les tribunes. Mais, entre nous, je constate les mêmes comportements de cons dans les manifs... même libertaires. Mêmes besoins de signes de reconnaissances, les étoiles rouge et noir, le A cerclé, les tee-shirts à l'effigie des héros footeux ou prolétariens et parfois même slogans débiles... La liste est longue des ressemblances comportementales et vestimentaires entre supporteurs et manifestants. Il s'agit d'un autre débat que je ne peux entamer aujourd'hui dans ces colonnes. **A. R**

1. Erich Seelig fut l'exemple le plus connu, l'association de boxe allemande l'expulsa en avril 1933. Il reprit, plus tard, sa carrière de boxeur aux États-Unis.
2. Le congrès juif américain, mais aussi les organisations de gauche telle que les travailleurs juifs. Une pétition pour le boycott réunit plus 500 000 signatures et les manifestations plusieurs centaines de milliers de personnes.
3. La session d'été du Parlement refuse de voter une subvention de 36 000 francs suisses au département militaire.
4. Comme cela se pratiquait souvent, à cette occasion, les paroles sont adaptées pour le boycott et le sport.
5. Il sera membre du comité des milices antifascistes de Barcelone et commissaire à la propagande de la Généralité de Catalogne entre 1936 et 1939.
6. Blum contre l'Espagne ouvrière, article de Louis Lecoin dans le *Libertaire*, décembre 1936.
7. Note du correcteur: et le hockey sur gazon?

# Demain, l'utopie

Jacques Lesage de La Haye

«Quatre en cellule», de Didier Chan

Il suffit d'avoir milité une dizaine d'années pour comprendre comment fonctionne une « démocratie ». Le pays se complaît dans des débats convenus. Pendant un ou deux ans, il est de bon ton de parler des prisons. Forcément, chacun s'exclame :

« C'est incroyable ! On croit rêver ! C'est une honte pour la République ! » Puis, à la suite d'un crime crapuleux, le mouvement s'inverse.

« L'opinion publique » française ou de n'importe quel autre pays a peur ! Et, tout d'un coup, les politiques s'émeuvent :

« Il est inadmissible que les jeunes, les immigrés, les pédophiles et autres criminels fassent la loi.

« Nous, représentants des honnêtes citoyens, nous exigeons pour eux le droit d'être en sécurité. Nous allons promulguer de nouvelles lois. »

La honte et la compassion sont oubliées. Le créneau prison n'est plus porteur. Et ceux qui parlent de l'abolition deviennent des utopistes dangereux.

Au travers des multiples alternances, les problèmes de fond restent toujours les mêmes. Il suffit de relire les plateformes de revendication des prisonniers des années 70, 80 et 90. Les politiques, les médias et les spécialistes, en fonction de la vague ou de la mode, ressortent les mêmes arguments et les mêmes chiffres, à peine modifiés.

À la fin des années 70, les détenus se suicidaient quatre fois plus que la population ordinaire. Aujourd'hui, c'est sept fois plus, bien que les conditions d'incarcération se soient améliorées ! Le problème de fond reste le même.

À cette époque, 39 % des prisonniers étaient en détention préventive, bien que non condamnés et innocents. Depuis la présomption d'innocence, passée en force avec Élisabeth Guigou, le chiffre n'a guère baissé, puisqu'il est encore de 33 %. Pour justifier un tel état de fait, la police et les politiques ont trouvé un exemple imparable dans la libération de Jean-Claude Bonnal, dit le « Chinois », multiple récidiviste qui, à la suite de la mise en application de cette loi, avait pu être remis en liberté.

L'émotion populaire instrumentalisée a force de loi. Les politiciens démagogues et, pour beaucoup, populistes légifèrent pour entériner les mouvements de foule, non pour prévenir la délinquance.

Par ailleurs, la population pénale avoisine les 55 000 détenus. Or, dans les années 70, le chiffre de 28 000 était un maximum. Dans les années 80, nous avons allégrement franchi la barre des 30 000, avec une nouvelle population pénale : les usagers de drogues. Pour les années 90, on atteint le chiffre de 48 000, avec les nouvelles lois sur l'immigration et la fermeture des hôpitaux psychiatriques, qui ont apporté un nombre important de « malades mentaux », représentant aujourd'hui, dans les prisons de la région parisienne, 30 % de la population carcérale. Sans compter les délits de crimes sexuels. Ils n'ont pas obligatoirement augmenté, mais sont plus dénoncés.

À partir des années 2000, le chiffre de 60 000 détenus a été plusieurs fois dépassé. C'est la conséquence des lois mises en place par Sarkozy, qui touchent les populations les plus pauvres : les précaires, les « mendiants » et les prostituées.

Cette inflation a ses raisons. Malgré l'alternance des idées pour l'amélioration des

Jacques Lesage de La Haye milite au Groupe Berneri et anime l'émission Ras-les-murs sur Radio libertaire.

conditions de détention et de celles pour le renforcement de la répression, la croissance est constante. Que se passe-t-il ? La prison n'est éminemment pas dissuasive, pas plus que la guillotine et les supplices. Depuis Peyreffitte, en passant par Chalandon et les différents gardes des Sceaux de la gauche plurielle et, pour finir, avec Pascal Clément, le travail de réflexion n'a jamais été effectué. Aucun politique, humaniste ou réformiste, ne pose la question : Pourquoi commettent-ils des délits et des crimes ? Et pourquoi récidivent-ils ?

En 2000, le rapport de nombreux parlementaires de droite et de gauche était unanime sur un point : il ne faut plus construire de prisons. En 2002, la droite a repris les rênes du pouvoir. Les gardes des Sceaux, Perben, avec ses lois I et II, Clément, les ministres de Villepin et Sarko, ont renforcé leurs argumentaires pour justifier la construction de nouvelles prisons. Les magistrats, comme la nature, ont horreur du vide. Ils ne supportent pas une cellule sans détenu.

Les condamnations sont de plus en plus longues. En 1980, le temps d'incarcération était de quatre mois et quelques jours, toute peines confondues (5, 10, 15, 20 ans et perpétuité). Aujourd'hui, elle est de huit mois et trois jours. Ceci n'explique pas tout. L'augmentation invraisemblable de la population carcérale devrait interroger. Ce thème est récurrent. Avec la vétusté des locaux ou la trop grande modernité des nouvelles prisons, il peuple les rédactions de fantômes grimaçants : évasions, suicides, automutilations, tentatives de suicide, violences et mutineries.

Malgré les alertes de tous le personnel de la pénitentiaire, les politiques sont sourds et aveugles. Leur raisonnement est des plus basiques : « Vous avez peur : soyez rassurés, nous sommes là. Nous allons nous occuper de tous ces voyous, de toute cette racaille. Nous allons les enfermer. » Ils oublient dans leurs analyses qu'un jour toutes ces personnes, à plus ou moins long terme, sortiront de prison. Pour nous rassurer davantage, ils vont prendre en charge les « enfants de maternelle » un peu turbulents ! Quant aux mineurs (12-18 ans), dont l'incarcération a été formellement proscrite, ils sont un peu plus de 600 en détention. Les politiques vont construire des prisons spéciales pour les mineurs, des centres éducatifs fermés.

En fait, pour être précis, nous allons avoir des prisons spéciales pour les jeunes, des hôpitaux-prisons pour les malades, des prisons-mouroirs pour les vieux, des prisons pour les criminels sexuels et des centres de rétention pour les « étrangers ». Demain l'utopie !

Or, il est connu de tous les intervenants de la justice et du monde pénitentiaire que la récidive moyenne est de 50 %. C'est un échec patent. Et quand les délinquants récidivent, la rechute oscille de 70 % à 90 %. Toutes les études ont démontré, depuis des décennies, que les mesures d'alternative à l'enfermement, les libérations conditionnelles, les chantiers extérieurs, les permissions de sortie sont des éléments positifs : plus de réinsertion et moins de récidive.

De nombreuses expériences ont existé depuis toujours. Et ces « alternatives à la prison » ont donné des résultats intéressants sur le plan de la récidive. Je vais en citer quelques-unes :

– Aux États-Unis, le « Projet de développement des nouvelles carrières », de Douglas Grant et Dennie Briggs, dans l'État de Massachusetts de 1965 à 1980. Les jeunes de cette prison ont été pris en charge à l'extérieur avec un « référent-détenu ». La récidive était tombée de 45 % à 15 %.

– En Italie, plus précisément à Turin, dans les années 1980. Scatolero, un psychologue, a vidé une prison de 1 000 jeunes. Au début, ce sont les artisans de la ville qui sont « entrés en prison » (boulanger, mécanicien, coiffeur, cuisinier) et qui ont appris leur métier aux détenus... Ensuite, ce sont les jeunes qui sont sortis pour aller travailler à l'extérieur . La récidive était tombée de façon spectaculaire.

– En France, la ferme Laplanche, à Champoly, de 1985 à 2000. Leur concept était de vivre avec ces jeunes « comme tout le monde ». Un quotidien chaleureux, autour d'activités culturelles, sociales et éducatives. La récidive, qui était de 50 %, est tombée à 22 %.

– En France, encore, l'Association nivernaise d'aide à la réinsertion (ANAR) applique le même concept que la ferme Laplanche... Il serait intéressant de consulter ses résultats.

Que pouvons-nous en conclure ? Au lieu d'enfermer ceux qui ont enfreint la loi, il serait intelligent de chercher les causes de leur déviance : misère économique, intellectuelle, culturelle, émotionnelle. Difficultés psychologiques, échec familial, échec scolaire. Rejets dus au racisme d'environnement, de couleur, d'apparence. Malheureusement, tous ces paramètres ne peuvent vraiment être pris en compte dans les prisons. Et les vitrines que sont les ateliers de peinture, de théâtre, d'écriture, de danse, que nous présente l'administration pénitentiaire, ne sont utilisées que par une minorité de détenus. Il serait nécessaire de donner vraiment la possibilité à des intervenants extérieurs d'entrer en nombre important, pour redonner aux prisonniers le goût et le désir d'apprendre, de se confronter avec d'autres qui ne leur ressemblent pas et, à travers des rencontres professionnelles, oublier leurs peurs de la différence. Mais cela ne serait plus la prison.

Bien entendu, ce genre d'initiatives ne peut avoir l'aval de l'État, malgré les déclarations enflammées de la langue de bois. Nous savons tous qu'un volant important de délinquants et de criminels permet de justifier le maintien des forces de la police, de la magistrature et de l'administration pénitentiaire. Et, surtout, des milliers et de milliers d'emplois parasitaires.

Sinon, comment les États pourraient-ils maîtriser les révoltes, les insurrections et les révolutions ?

Il ne s'agit là que du traitement de la délinquance. Parlons maintenant de sa prévention. Les trois quarts des incarcérations sont alimentaires ou économiques. Nous arrivons au sujet qui fâche, car, s'il faut donc s'attaquer aux inégalités sociales pour faire quasiment disparaître la délinquance et la criminalité, la petite minorité qui est au pouvoir ne capitulera jamais... Nous sommes toujours en monarchie, avec un roi et sa cour. La Révolution sociale reste à faire.

L'abolition de la prison est possible, comme celle de l'hôpital psychiatrique. L'ultime argument des défenseurs du tout-sécuritaire, ce sont les criminels sexuels ; ce n'est qu'un fallacieux prétexte. Les spécialistes de l'Association française de santé mentale, avec leur commission d'éthique du traitement des criminels sexuels, l'ont démontré. Une thérapie bifocale, avec psychiatre et psychothérapeute, dans un lieu fermé – mais loin des droits communs, grands consommateurs de « pointeurs » (criminels sexuels) –, permet à la plupart de ces agresseurs de sortir de leur problématique et de perdre toute dangerosité.

Nous voyons l'immensité de la tâche qu'il nous reste à accomplir, à nous, anarchistes, avec l'aide des humanistes susceptibles de comprendre de telles réflexions. C'est l'aide aux victimes, la prise en charge psycho-socio-éducative des déviants, le développement des alternatives à l'incarcération et la disparition de la misère par une gestion directe de nos sociétés.

Depuis toujours, nous avons constaté que l'utopie n'est pas réalisable aujourd'hui. Mais les réussites passées et mêmes récentes (Unités expérimentales de visites familiales) nous confirment qu'elle l'est demain. **J. L. de L. H.**

# Morts pour rien

**Le 25 avril dernier « Pas de quartiers », émission phare de Radio Libertaire, recevait Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman, à l'occasion de la sortie de leur livre, *l'Affaire Clichy* [1]. Avocats des familles des jeunes morts dans le transformateur et de celle de l'unique survivant, ils livrent ici leur point de vue sur ce qui fut l'événement déclencheur des émeutes de novembre 2005.**

## Entretien

**avec Jean-Pierre Mignard et Emmanuel Tordjman**
**Propos recueillis par François dans le cadre de l'émission du groupe Louise-Michel sur Radio libertaire « Pas de quartier », retranscription par Fred.**

**Radio libertaire:** pour commencer, est-ce que vous pouvez nous rappeler brièvement les faits?

**Emmanuel Tordjman:** nous sommes le 27 octobre 2005, il est aux alentours de 17 heures, et une dizaine de jeunes habitants de Clichy-sous-Bois font un tournoi de foot. À la fin de ce tournoi, ils décident de rentrer chez eux. À ce moment, la police reçoit un appel téléphonique signalant que des jeunes rôdent autour d'un chantier. Commence alors une véritable course-poursuite entre les forces de l'ordre et certains de ces jeunes, qui n'ont pas sur eux de papiers d'identité. Trois d'entre eux, se sentant pris au piège, décident de pénétrer sur le site EDF, un site mortellement dangereux, où malheureusement deux d'entre eux, Bouna et Zyed, périront. Le troisième, Muhittin, survivra mais avec des blessures très importantes.

**R.L.:** quel âge ont-ils?

**E.T.:** Zyed avait dix-sept ans, Bouna en avait quinze. Muhittin, lui, avait dix-sept ans et demi à l'époque des faits.

**R.L.:** qu'est-ce qui vous a amené à défendre ces adolescents?

**Jean-Pierre Mignard:** ils nous l'ont demandé. Des jeunes de Clichy, dont le frère de Zyed, nous ont appelés dès le 28 octobre, après que des journalistes leur ont donné nos coordonnées. Ils sont venus nous voir, de Clichy, à nos bureaux qui se trouvent à Paris, rue de la Paix. Ce qu'ils voulaient, tout de suite, c'était des avocats, pour saisir la justice, car leur première réaction était de contredire, avec beaucoup de fermeté et d'émotion, la thèse de la police. Pour eux, il n'y avait pas de doutes: il y avait bien eu poursuite policière, et le résultat de cette poursuite était l'intrusion des trois jeunes sur le site EDF. Ce qui entrait en contradiction avec la thèse officielle, communiquée massivement, relayée par le Premier ministre et surtout par le ministre de l'Intérieur, et qui niait qu'il y ait eu poursuite. Or les jeunes qui sont venus nous trouver connaissaient ceux qui revenaient du tournoi de football, dont certains avaient été arrêtés et qui, une fois relâchés, leur avait affirmé qu'il y avait bien eu course-poursuite. Pour eux, entendre sur les médias la version officielle des faits (tentative de cambriolage, intervention de la police, fuite des jeunes « délinquants ») était insupportable, représentait un élément de contrevérité qui laissait supposer le pire. Voilà pourquoi ils nous ont joints. Je rappelle que deux jours après « l'accident », il n'y avait toujours pas de juge d'instruction désigné. Comme si on ne voulait pas enquêter sur la cause de ces deux morts, comme si on voulait cacher cette cause. La police et l'IGS (Inspection générale des services) conservaient le monopole de l'enquête sur cette affaire. Ce qui nous a semblé, d'emblée, tout à fait anormal, s'agissant quand même du décès de deux adolescents dans des circonstances dramatiques.

**R.L.:** d'après le droit, dans une affaire, c'est d'abord la police qui enquête, puis l'enquête est confiée à un juge.

**J.P.M.:** oui, logiquement, dans les cas de flagrants délits ou de crimes flagrants, la police peut enquêter sans en référer à un juge, pour

des soucis d'efficacité. Mais dans le cas qui nous occupe, on ne sait plus très bien dans quel cadre elle opère : Muhittin est à l'hôpital depuis deux jours, gravement brûlé, et il est entendu par les enquêteurs à propos d'un « flagrant délit ». Où est le délit ? Où est la flagrance ? Voilà un adolescent, mineur, victime, qui n'a commis aucun délit et auquel d'ailleurs aucun délit n'est reproché, qui est interrogé par les policiers dès la chambre de réveil ! Sans même, évidemment, que le procureur de la République ait donné son autorisation à cette enquête ! Encore un point obscur, que nous voudrions voir élucidé.

**E.T. :** il faudra attendre huit jours avant que le pouvoir politique décide de confier l'instruction à un juge…

**J.P.M. :** c'est bien une question de pouvoir politique. Il faut savoir qu'en France, c'est le procureur qui décide l'ouverture d'une information judiciaire. Et puisque c'est le garde des Sceaux qui dirige le Parquet, autrement dit les procureurs, décider d'ouvrir ou de ne pas ouvrir une information judiciaire est une décision politique.

**E.T. :** de même, il faudra attendre huit jours pour que le pouvoir judiciaire accorde à nos clients le statut de victimes…

**R.L. :** un autre élément qui semble vous avoir frappé, c'est le nombre important de policiers lancés à la poursuite d'une dizaine de gamins. Par ailleurs, très rapidement, vous parlez de non-assistance à personne en danger. Sur quoi vous appuyez ce soupçon ?

**J.P.M. :** sur les nombreux témoignages qui indiquent, ce soir-là, l'importance des forces de police, et sur le fait que des jeunes, au cours de leur arrestation, auraient entendu, dans les voitures de police, des échanges radio prouvant que des policiers savaient que des adolescents avaient pénétré sur le site EDF, signalé comme mortel. En se retirant, les forces de l'ordre commettent, ou pourraient avoir commis, le délit de non-assistance à personne en danger. Quand nous déposons plainte, voilà ce que nous pressentons. Nous n'avons aucune certitude, mais nous sommes rejoints très vite par le procureur, qui prend des réquisitions, enfin ! sur les mêmes fondements : non-assistance à personne en danger.

**R.L. :** quand vous déposez plainte, vous connaissez le contenu des échanges radio ?

**J.P.M. :** pas du tout. C'est lors d'une réunion avec les familles et les jeunes de Clichy que certains nous disent ce qu'ils ont entendu dans les voitures de police. Voilà, c'est, « j'ai entendu quelqu'un qui dit avoir entendu quelqu'un qui… ». Voyez sur quoi nous avons construit notre plainte. Au départ, c'est assez maigre. Mais nous avons aussi utilisé le travail de certains journalistes, qui ne se contentaient pas de la version officielle et qui, eux, contrairement aux habituels porte-parole du pouvoir, travaillaient, étaient sur place, investiguaient. Il faut l'admettre : sans ces journalistes audacieux (il y en quelques-uns, pas tant que ça mais quelques-uns), je ne sais même pas si nous aurions été en état de déposer plainte.

**R.L. :** détail atroce : comment peut-on être mis en danger de mort dans un transformateur ?

**E.T. :** je ne suis pas un spécialiste, mais c'est en fait très simple. Il y a une distance réglementaire, en dessous de laquelle votre présence crée une sorte d'arc électrique qui fait que vous êtes électrocuté immédiatement. Sur une électrocution de ce type, c'est-à-dire près de 100 000 volts, je ne suis même pas certain qu'on ait le temps de se rendre compte.

**J.P.M. :** il faut savoir que le site EDF en question est un vaste site, au milieu duquel se trouve le transformateur. Les victimes ont d'abord franchi le mur d'enceinte, puis un grillage, puis escaladé un second mur. Ce sont donc des adolescents paniqués, affolés, qui y pénètrent. Par contre, ceux qui observent ce site depuis l'extérieur, comme les fonctionnaires de police, depuis le cimetière de Clichy qui est une sorte de belvédère, ne peuvent, de par leur formation et au vu de l'importante signalisation, ignorer son caractère particulier.

**R.L. :** dans les premiers jours suivant le drame, quelle est l'ambiance à Clichy ?

**E.T. :** curieusement, ça se calme assez vite. C'est de là que sont parties les émeutes, mais le maire et d'autres intervenants, dont les familles des victimes, font un travail impressionnant. De notre côté, nous portons plainte contre les policiers, en d'autres termes : la police savait-elle que des adolescents avaient pénétré sur le site, et n'avait-elle rien fait pour leur porter secours ? C'est exactement ça, cette question de droit, qui est encore posée au juge d'instruction aujourd'hui. Cette compréhension des choses a dû aider, à Clichy, à la cessation d'affrontements très violents. Cependant il y avait une telle disproportion entre, d'une part, le traitement médiatique des émeutes, d'autre part le traitement des faits qui les avaient générées, que nous avons dû, je vous assure, faire un énorme travail de pédagogie.

**R.L. :** quand on lit votre livre, ce qu'on ressent tout de suite c'est, de votre part, un fort sentiment d'injustice.

**J.P.M. :** ce que nous constatons d'abord, c'est la disproportion entre les moyens de communication de l'État, et ceux d'une population manifestement dénigrée. Cette situation abouti tà ce qu'elle n'ait pas les mêmes droits que les autres : c'est une remarque très clinique. Quand des personnes se font agresser dans un

train dans le sud de la France, heureusement sans qu'il y ait de morts, un juge d'instruction est désigné dans les 24 heures. Dans le cas de Clichy-sous-Bois, malgré les deux victimes, il faut attendre huit jours. C'est cette inégalité de traitement qui nous a beaucoup choqués.

**R.L.:** on sent aussi, par moments, comme un sentiment d'écœurement.

**J.P.M.:** on demande aux jeunes des cités de respecter certaines règles, ce qui me semble normal (à condition évidemment de prendre en considération leurs conditions d'existence, et peut-être aussi les aider à rattraper des handicaps qui ne sont pas de leur fait). Mais dès lors qu'on leur demande de respecter ces règles, le minimum qu'on leur doit est de respecter pleinement leurs droits. En l'espèce, leurs droits n'ont pas été respectés. Nous avons vécu cela comme une insupportable injustice.

**E.T.:** dès le lendemain du drame, la communication émanant du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur affirmait que les jeunes n'avaient pas été poursuivis. Et ça, c'était inadmissible. À Clichy, tout le monde savait ce qui s'était vraiment passé. Mais dès le lendemain on dit aux gamins non, ça n'est pas vrai, voilà ce qui s'est vraiment passé, voilà la vraie version. Ce qui crée, une nouvelle fois, pour ces jeunes, une sorte de déni. Ce qui signifie: votre parole, elle ne vaut rien. Même si, deux jours plus tard, la communication officielle varie (on ne parle plus de cambriolage, et s'il n'y a pas eu course-poursuite, les jeunes ont néanmoins pu se croire poursuivis!), c'est douloureux pour eux, parce qu'à la douleur des victimes directes, leurs amis, vient se rajouter ce déni de justice, ce déni de parole, lequel, très franchement, a mis le feu aux poudres.

**J.P.M.:** ces jeunes, comme leurs parents, peuvent être assommés par le discours officiel. Ils ne disposent pas de canaux, d'accès aux médias, ils n'ont pas de médias, ils n'ont pas de journaux. S'il y a émeute, c'est parce qu'ils se rendent compte que leur parole ne suffit pas. On ne les écoute pas, on ne les croit pas. Nous nous sommes rendu compte que pour les défendre nous devions parler trois fois plus fort, et dénoncer trois fois plus fort. Alors que nous, avocats, connaissons les codes d'accès aux pouvoirs, et pouvons utiliser les médias. Alors imaginons pour eux le sentiment d'injustice, d'étouffoir: quoi qu'on dise, quoi qu'on fasse, nous ne serons pas entendu. Un sentiment comme celui-ci, se développant dans un climat de désespérance générale, justifie ensuite tout, y compris la transgression: cette société ne nous respecte pas, elle ne mérite pas que nous la respections.

**R.L.:** parlez-nous un peu des bandes radio…

**J.P.M.:** c'est dans *le Monde*, qui en publie des extraits, que nous découvrons ces échanges entre policiers qui sont au courant de l'intrusion des trois jeunes dans le transformateur. Ensuite, les plus hautes autorités de l'État, dont je veux croire qu'elles ont été trompées, communiquent de manière extrêmement imprudente. Ce qui a généré le climat de troubles qu'on a connu dès ce soir-là.

**R.L.:** quel sort à part a été réservé à Muhittin, le survivant?

**E.T.:** grièvement brûlé, Muhittin ressort vivant du transformateur. Transféré en urgence à l'hôpital Beaujon, il est, dès le lendemain, alors qu'il est encore en salle de réveil, questionné par deux policiers. On l'accuse. C'est brutal. De plus, on met une nouvelle fois sa vie en danger: il est en chambre stérile, il a besoin de repos, de calme, et l'attitude des policiers pose un problème médical évident. Mais sa vraie douleur vient de ce que lui sait ce qui s'est passé, et voit, à la télévision, les mensonges, la manière dont on salit la mémoire de ses copains.

**J.P.M.:** Muhittin est un garçon sensible. Cette histoire le poursuivra certainement toute sa vie. Quand il lance un appel à l'arrêt des émeutes, il nous dit, à nous: « On peut brûler toute la France, ça ramènera pas mes copains. » C'est, de sa part, une culpabilité énorme qui s'exprime.

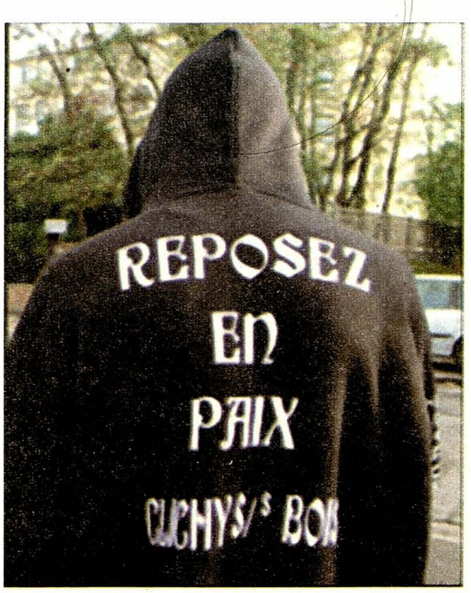
**R.L.:** dans le livre vous déclarez: « Cette affaire a changé nos vies. »

**E.T.:** elle m'a changé, moi, parce qu'elle m'a remis au contact d'une réalité que j'ai connue, le racisme au quotidien, dans des dimensions, là, dramatiques. Mais ça me renvoie à mon histoire. Par exemple, quand nous sommes reçus par Sarkozy, il me sert longuement, très longuement la main. Nous comprenons, avec Jean-Pierre, que, de par ma couleur de peau, il m'a pris pour un proche des victimes! Là, je mesure l'ampleur du fossé entre Clichy et les beaux quartiers.

**R.L.:** quel regard portez-vous sur les émeutes qui ont suivi le drame de Clichy-sous-Bois?

**J.P.M.:** d'abord, globalement, la police a été bien « tenue »: ce qui veut dire qu'elle sait faire, que, quand elle veut, elle peut éviter les bavures. Ensuite, quand nous avons affaire aux mêmes faits dans des dizaines, des centaines de communes, nous ne sommes plus face à des « violences », un mot neutre qui ne veut rien dire, mais bien à des émeutes, d'origine sociale. Et je crois que la question sociale est ici la question première.

(1) *L'Affaire Clichy*, Stock, 177 p., 14,50 euros.



# Le sol national il faut s'asseoir dessus !

Maurice Rajsfus

Y A-T-IL OBLIGATION d'aimer le sol national, faute de quoi on serait sommé de le quitter ? Ne peut-on se contenter d'aimer le pays et ses naturels les plus attachants ? Faut-il, au passage, glorifier les bravaches nationalistes qui ne veulent voir qu'une seule tête – bien blanche – dans les rangs ?

À ce prix, la terre est basse, et le sol national peu propice à l'amour de son prochain, comme il est recommandé dans les Évangiles.

Ne seraient dignes d'intérêt que ceux qui peuvent se revendiquer de la tribu dominante. Peu importe que cela soit peu recommandable car, étant d'« ici », ils seront toujours prioritaires par rapport à ceux qui viennent d'ailleurs. Il faut bien se persuader que ceux qui sont nés sur le sol national sont les meilleurs – la couleur de leur peau authentifiant une origine de qualité. Bien sûr, il n'y a rien là de xénophobe ou même de tentation raciste. Le comportement des fonctionnaires et des policiers ne laisse aucun doute à cet égard.

Notre sol national est largement pourvu de ces centres de rétention administrative d'où l'on expulse les étrangers « non souhaités ». Ce sol est depuis longtemps pollué de toutes les haines de ces volontés de rejet et de marginalisation que nous fait remettre en mémoire un passé sinistre dont les leçons n'ont pas été retenues.

## Nous venons de partout !

Durant des siècles, le territoire qui allait devenir la France n'a cessé d'être envahi – comme ils disent. Les Celtes, venus d'Allemagne – déjà – allaient se mélanger avec les Ibères, les Ligures et les Belges pour donner naissance à ces mystiques dont les « vrais » Français sont censés être les héritiers. Comme tout n'est pas aussi simple que les historiens du XIXe siècle ont bien voulu nous l'enseigner, on trouvait également dans le nez de la future Europe des Helvètes et des Séquanes, des Vénètes, des Pictaves, des Carduques, des Lémovices, des Biturges et, bien entendu, des Arvernes, dont Vercingétorix était le roi, en 52 avant J. C. N'en jetez plus, cher *Petit Robert*, qui nous fournit toute cette science étalée ici.

Nous savons que les Gaulois, issus de tant de peuples, allaient subir l'oppression des Romains, puis des Germains, et ces Francs dont nous allons paradoxalement hériter du nom.

N'oublions pas les hôtes de passage que furent les Wisigoths, les Burgondes, les Vandales, les Cimbres, les Lombards et les Suèves, qui n'hésiteront pas à souiller le sol de notre future France. Pour finir, au Ve siècle de l'ère vulgaire, les Huns prétendaient également coloniser ce pays multiforme où l'on parlait un dialecte germanique au nord et proche du latin au sud. Ces Huns avaient à leur tête le « barbare » Attila. Un Sarkozy avant la lettre qui nous arrivait de Hongrie, après avoir pillé les plaines de l'Asie centrale. Fort heureusement, Clovis et ses alliés s'étaient appliqués à renvoyer dans leurs foyers ces envahisseurs qui menaçaient notre identité nationale en devenir.

Soyons sérieux, la France est surtout peuplée d'anciens étrangers. En 732, bien que battus à Poitiers, les Arabes (surtout des Berbères) ont laissé des traces bien visibles dans la région – en Auvergne particulièrement, et Charles Martel n'y reconnaîtrait pas ses petits. Le Sud-Ouest fourmille de Catalans et de Basques (ceux qui avaient foutu une raclée à Roland, à Roncevaux), tandis que le Sud-Est est peuplé d'ex-Italiens. Est-on vraiment certain que les Alsaciens et les Lorrains mosellans ne sont pas tout autant allemands que véritablement français ?

## Quelques noms d'emprunt

Comme il est préférable de sourire que de grincer des dents, intéressons-nous à ces nombreux patronymes, bien de chez nous, mais qui ne sont que des sobriquets devenus nom

sd'usage, et qu'il est aisé de trouver dans les annuaires comme sur le Minitel.

Nous pouvons retrouver des Langlet, Lenglet ou Langlois, des Lallemand, des Lespagnol, des Litalien, des Hollande ou des Leturque, des Lécossais, des Lerusse, des Gallois, des Danois et des Ledanois, des Portugais et, sans clore cette recherche, des Suisse ainsi que des Lesuisse. Comme nous ne sommes pas des barbares racistes nous nous sommes également appliqués à rechercher, et à trouver, des Larabe. Ceux-là sont nombreux, tout autant que ceux de nos compatriotes qui se nomment Nègre ou même Lenègre. Les ancêtres de ceux-là devaient être bien plus visibles que leurs descendants.

Il y a quelques années, Brunot Mégret s'était risqué à affirmer que les Français de l'an 2000 étaient surtout les authentiques rejetons, héritiers biologiques même des Gaulois. Vous savez, ces hommes fiers et courageux, aux longs cheveux blonds et qui n'avaient peur de rien, sauf que le ciel leur tombe sur la tête. Peu importe que les Germains se soient appliqués à bousculer la qualité de ce bel héritage. Dans sa saga l'*Âme enchantée*, Romain Rolland mettait en scène deux amis: « Germain le Français et Frantz l'Allemand... ».

## Intérêt national = intérêt du capital

De nos jours, un nouvel Attila, qui nous est venu de Hongrie par géniteur interposé, prétend doter cette France qu'il veut s'annexer d'une immigration « choisie » et non pas « subie ». C'est donc un nommé Sarkozy, plus ou moins Nagy, qui prétend imposer des normes bien précises à ce « cher vieux pays », comme disait de Gaulle, lorsqu'il était au pouvoir, fort de cette légitimité que lui donnait cette Résistance intérieure au sein de laquelle des étrangers venus de toute l'Europe étaient nombreux.

À entendre Sarkozy parler de la France, vitupérer contre ceux qui sont venus d'ailleurs, « Aimez-la ou quittez-la! », le sentiment est fort que la patrie des droits de l'homme dévoyés serait menacée. Le ministre de l'Intérieur, prenant le relais du Front national, n'est pas loin de prétendre que le sol national est envahi par des hordes de métèques sans foi ni loi. Faut-il rappeler à Nicolas qu'il est chez nous et que, s'il ne s'y sent pas bien, il a toujours le loisir de repartir dans le pays de ses ancêtres.

Soyons justes. Pour les Hongrois, Attila était un grand réformateur et reste un héros national. La légende, forgée par les historiens, veut que, là où passaient les Huns, l'herbe ne repoussait plus. Ce qui est certain, c'est que, là où passe Sarkozy, il ne reste qu'un champ de ruines pour les immigrés moins blancs que sa morale ne l'exige. Ceux-là ne doivent pas souiller le sol national qu'il s'est approprié. Pas de partage possible avec ces hommes et ces femmes qui ont bien droit à un minimum de quiétude, surtout lorsqu'ils se reconnaissent dans les idéaux proclamés de traditions révolutionnaires.

Quelques mots rapides pour être bien compris. Un des plus beaux slogans du mouvement de mai 1968, devrait s'afficher de nouveau sur les murs: « Intérêt national = intérêt du capital ». Ce qui répondait indirectement aux vociférations de Charles Maurras, trente ans plus tôt: « Tout ce qui est national est nôtre! »

## Un bout de chiffon et une chanson

Après cette récente journée du 14 juillet, fête nationale par excellence, alors que nos compatriotes se sont éclatés au bal des pompiers, je ne peux pas rester de glace. Cette floraison de drapeaux ne me donne même plus la nausée, tellement ces trois couleurs me sont devenues indifférentes. Drapeau de la Révolution française, depuis longtemps emblème des conquêtes coloniales ou de toutes les manifestations nationalistes, ce bout de chiffon que l'on hisse, ou que l'on envoie (« Envoyez les couleurs! »), évoque surtout la répression ici et l'oppression là-bas. C'est sous la mauvaise protection du drapeau tricolore que des millions de pauvres bougres ont laissé leur vie sur les champs de bataille, pour des causes qui n'étaient pas les leurs.

Tout le monde se décore en tricolore les jours de grande festivité: les mairies et les autobus, les ministères et les commissariats de police. À côté de la gloriole proclamée, nous trouvons les porte-drapeaux inspirés qui, à force de dévouement, risquent une descente de nombril. Comme il faut une musique d'accompagnement, *la Marseillaise* fait office de chanson à boire lors des cérémonies, après l'indispensable minute de silence.

## Vous avez dit national?

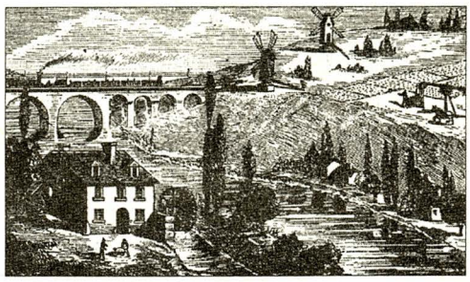
Selon notre ami *Petit Robert*, la nation est composée d'un « groupe d'hommes auxquels on suppose une origine commune ». Cela ne crée pas nécessairement des liens d'amitié, ou une volonté concertée de modifier les conditions de vie. Autre définition: « Groupe humain, généralement assez vaste, qui se caractérise par la conscience de son unité (historique, sociale, culturelle) et la volonté de vivre en commun. » Il serait difficile de démontrer que les femmes et les hommes qui vivent dans ce pays soient en harmonie avec ceux qui les oppriment – simplement en raison d'une origine commune. Quel élan pourrait porter des salariés sous-payés vers des bourgeois méprisants, pour la seule raison qu'ils seraient tous les ressortissants d'une République se revendiquant faussement des droits de l'homme – diversement interprétés. Regardons-y de plus près:

– Il y a le sol national;

– La fête nationale (évoquée plus haut);

– La richesse nationale (qui ne profite qu'à quelques-uns);

– Les gloires nationales et, bien entendu, l'Éducation nationale. Et puis, comme la France n'est pas cocardière, nous bénéficions de routes nationales. Il y eut même, durant quelques décennies, cette loterie nationale



**Images du *Tour de France de deux enfants.* « Devoir et patrie »**

dont l'un des émetteurs glorifiait les « gueules cassées » de la Première Boucherie mondiale. Dans notre belle France, le terreau nationaliste a toujours laissé la porte ouverte à la xénophobie. Qui pourrait affirmer que le patriotisme et le chauvinisme n'excitent pas les bas instincts de ceux qui estiment faire partie d'une race supérieure ? Dans un pays de culture avancée comme l'Allemagne, cela a conduit des forcenés à rallier les masses au national-socialisme avec les résultats que l'on connaît.

## Le sol national vaut cher au mètre carré...

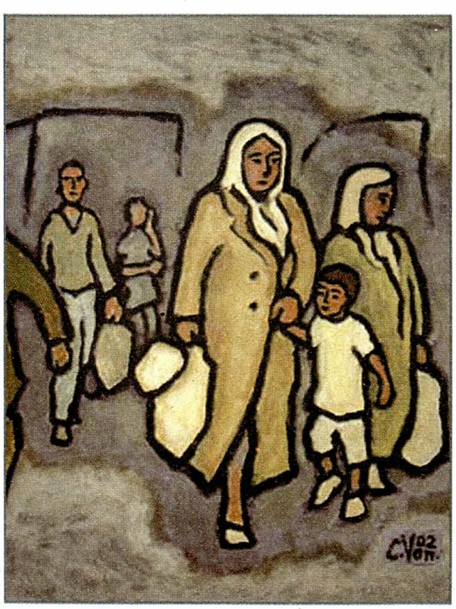
Au risque de décevoir ce pays auquel je suis censé tout devoir, il y a bien longtemps que j'ai perdu tout sens du sentiment national. Comment, à dix ans, fils d'immigré, aurais-je pu réagir différemment de mes petits camarades de l'école primaire ? Nous étions fiers de ce pays, de son histoire – nécessairement glorieuse –, de son empire colonial. Nous étions des petits patriotes très convaincus.

Seule ombre au tableau, cette *Marseillaise* gnangnan, au programme du certificat d'études, ne le cédant en niaiserie féroce qu'au *Chant du départ*. Vous savez : « La victoire en chantant nous ouvre la barrière... » Ou d'autres fariboles telles que : « Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie... » J'ignorais encore que, soixante ans plus tard, je commettrai ce blasphème : « Mourir pour la patrie, c'est le sort le plus con ! »

Le sol national vaut très cher au mètre carré. La spéculation est galopante, mais en plus, il faut montrer patte blanche. Ce sol national est qualifié de patrie, mais comment peut-on définir la patrie ? Fénelon vaut d'être écouté : « La patrie d'un cochon se trouve partout où il y a un gland ! » Le cochon, au moins, n'est guidé par aucune idéologie. Qui, mieux que le cher Benjamin Péret, a pu persifler sur ce sol national qu'il nous faudrait aimer plus que tout ? Dans son « Épitaphe sur un monument aux morts », contenue dans le recueil *Je ne mange pas de ce pain-là*, le poète surréaliste, qui avait connu les horreurs de la guerre des tranchées, se déchaînait :

*Le Général nous dit*
*Le doigt dans le trou du cul*
*L'ennemi est par là. Allez.*
*C'était pour la patrie.*
*Nous sommes partis*
*Le doigt dans le trou du cul...*

Et comment ne pas évoquer Laurent Tailhade, qui nous fournissait une parfaite définition du patriotisme dans son pamphlet *Imbéciles et gredins* : « Le patriotisme, fiction cadastrale et mélodramatique suffit à donner au Français l'illusion de sa virilité sociale. » C'était vers 1900, en un temps où il coûtait cher de railler l'armée et les institutions.



## Tous bons petits Français

J'ai commencé à apprendre l'histoire de ce pays dans les tristes manuels d'Ernest Lavisse. Tout procédait de ces glorieux Gaulois dont on retrouvait les longues moustaches sur les paquets de cigarettes du même nom. Tous Gaulois, devenus Français. Je ne voyais pas de contradiction entre mon origine judéo-polonaise et le fait que je sois de ce pays, donc gaulois moi aussi, par simple adoption. Pourquoi aurais-je été différent de mes petits camarades qui, eux, portaient des noms du terroir ? D'ailleurs, mon copain Borghi, rejeton d'Italiens antifascistes, se sentait aussi français que moi.

J'étais conforté par des lectures très convenables comme *le Tour de France de deux enfants*, qui portait en sous-titre « Devoir et Patrie ». Cet ouvrage, destiné plus particulièrement aux écoliers du cours moyen, avait eu pour fonction de ranimer les réflexes nationalistes après la défaite de 1870. Fuyant l'Alsace, désormais annexée par l'Allemagne impériale, les deux enfants finissaient par découvrir le pays de la liberté, et l'un des deux s'écriait : « France aimée, nous sommes tes fils et nous voulons toute notre vie rester digne de toi ! »

Cinquante ans plus tard, refoulé de partout, mon père accostait aux rivages de cette France qui ne le reconnaîtra jamais comme l'un des siens, lui refusera la naturalisation malgré ses deux enfants nés français (droit du sol oblige) avant que ses flics, tellement patriotes, le livrent à la Gestapo pour un dernier voyage. Restons-en là de cette évocation et ne laissons pas croire que je suis rancunier.

Revenons rapidement sur ce *Tour de France*. On peut y voir de superbes gravures en taille douce, dont l'une nous montre quatre personnages : le premier, au large front d'intellectuel, portant costume et cravate, figurant la *race blanche* ; le deuxième, avec une plume fichée dans sa généreuse chevelure, représente la *race rouge* ; le troisième, aux yeux bridés, coiffé d'une calotte et doté de nattes, ainsi que de longues moustaches, doit être connu comme étant de la *race jaune* ; le quatrième, noir de peau, figure évidemment la *race noire*. La légende est explicite : « La race blanche, la plus parfaite des races humaines, habite surtout l'Europe [...], elle se reconnaît à sa tête ovale, à une bouche fendue et à des lèvres peu épaisses... » Ah, la race blanche ! Que de saletés on a pu commettre en son nom. Cela nous renvoie inévitablement au Rimbaud d'*Une saison en enfer* : « Les Blancs débarquent. Il faut se soumettre au baptême... »

Il y a peu, c'était encore possible de rire de ces grosses naïvetés colonialistes. Il semble qu'avec les nouvelles lois Sarkozy sur l'immigration les vieux démons sont de retour. De vrais cauchemars surtout. Pour les exclus, dont la peau n'est pas de la couleur convenue, le sol national n'a de signification que dans la position assise, les mains sur la tête, avec un policier menaçant, jouant de la matraque dans l'attente d'une expulsion musclée... M. R.

# Indépendance du syndicalisme : c'est pas gagné !

**Delgranados**

**Sécurité sociale**, retraites, augmentation du temps de travail, précarité. En dix ans, les gouvernements successifs issus de la « vraie-fausse » droite ou de la « fausse-vraie » gauche auront tous répondu aux diktats du libéralisme économique et de ses institutions : FMI, Banque mondiale, OCDE, etc. Nous le constatons en France mais c'est la réalité pour l'ensemble des pays industrialisés. Ainsi chaque État de l'Union européenne y sera allé de son plan, tous présentés au nom de l'intérêt supérieur d'une lutte hypothétique pour le retour au plein emploi, avec une orchestration au plus haut niveau à l'occasion des sommets des chefs de gouvernement notamment ceux tenus à Lisbonne ou à Barcelone. Que ces supposés objectifs n'aient pas été atteints, c'est une évidence : chômage à 10 % en Allemagne et à 9 % en France, selon des chiffres officiels dont tous s'accordent par ailleurs à douter de leur véracité. Mais, le véritable enjeu n'est pas là. Celui recherché apparaît au grand jour quand le FMI délivre des bonnes notes aux gouvernements, se félicitant de leurs politiques en matière d'abaissement du coût du travail.

Politique qui se caractérise principalement par la recherche constante de la suppression des « cotisations » sociales, le fameux salaire différé, soit l'abandon des moyens collectifs de solidarité pour laisser libre cours au marché. Ce n'est pas un scoop mais un constat : le FMI mène la lutte des classes !

Par contre là où ça devient « tendu » pour nos politiciens de tous bords y compris l'extrême centre c'est que chacune de ces « réformes » est par nature insuffisante puisque structurellement déséquilibrée, voire les mécomptes de la Sécurité sociale, des caisses de retraite ou de chômage. D'où la nécessité de prendre des mesures de plus en plus impopulaires qui renforcent l'appauvrissement du plus grand nombre pour l'enrichissement d'une infime minorité. Remarquons que dans ce cadre, nos régimes démocratiques occidentaux représentent une formidable soupape de sécurité. À chaque élection, les « sortants » sont sortis pour réinstaller de nouveaux laquais avec de nouvelles livrées pour le plus grand plaisir de leur maître, voir l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie.

Cela semble bien huilé mais tous craignent le grain de sable qui viendrait remettre en cause ce bel ordonnancement et recherchent constamment à parfaire le système et à écarter les dangers.

Sans vouloir être pompeux voire chauvins, la situation sociale en France s'apprécie différemment, notamment ces derniers mois. Pour autant, au vu des dernières déclarations du sieur Galouzeau de Villepin et des congrès de la CGT et de la CFDT, on peut s'interroger sur ce qui confère à ces « partenaires » la recherche incessante et pressante d'aboutir à une démarche consensuelle.

En premier, le constat : aucune des mesures sociales majeures durant ces dix dernières années du plan Juppé (la Sécurité sociale) au CPE (la précarité) en passant par la loi Fillon (les retraites) n'est pas passée sans contestation. Des grèves de 1995 à celle de 2003 jusqu'aux manifestations en 2006, à chaque fois des millions d'individus se sont engagés dans l'action recourant aux pratiques d'assemblées générales et d'action directe. Dans l'Union européenne, alors que tous les gouvernements ont mis en place les mêmes mesures, c'est une exception qui est liée au poids des idées révolutionnaires notamment celles libertaires, mais aussi à la nature des liens qui unissent le pouvoir au syndicalisme et vice et versa.

Ainsi en Grande-Bretagne, les TUC sont toujours structurellement liés au Labour. En Allemagne, le DGB et le SPD font cause commune et constitutionnellement le syndicat cogère. En Italie, à l'occasion de la dernière

campagne électorale, la CGIL, premier syndicat du pays, a conclu un pacte de mandature avec Prodi qui s'est engagé entre autres à baisser le coût du travail. En Espagne, depuis la mort de Franco, les CCOO et l'UGT vont de pacte en pacte avec les gouvernements successifs au titre de l'intérêt supérieur de la nation et de son développement. Pour garantir la bonne marche de ces systèmes, les États garantissent en contrepartie les revenus de ces organisations soit via la cotisation quasi obligatoire, soit via le subventionnement. De fait le niveau d'intégration est beaucoup plus élevé et les grèves, notamment les mouvements qui se généralisent, sont quasiment inexistantes.

C'est certainement à l'aune de ce constat que le gouvernement a commandé deux rapports portant sur la représentativité des organisations syndicales et l'amélioration du « dialogue social ». Leurs conclusions sont édifiantes sur les mesures qui devraient être mises en œuvre et rapidement si l'on en croit le Premier ministre.

### Premier objectif : refondre la notion de représentativité et la capacité de désigner un délégué syndical.

Actuellement seuls 5 syndicats peuvent désigner des délégués syndicaux sans apporter la preuve d'une quelconque représentativité dans l'entreprise. Le système peut paraître inique notamment pour les syndicats qui ne sont pas reconnus représentatifs comme UNSA, FSU, SUD voire la CNT et ceux-ci pourraient se féliciter d'une ouverture. Ce serait méconnaître l'ensemble du projet qui fixe la notion de représentativité au niveau d'une branche via une consultation générale des salariés. Première conséquence, les syndicats minoritaires aujourd'hui seront marginalisés demain par des machines électoralistes activées par les syndicats en cour que l'État ne manquera pas de subventionner à l'identique des élections politiques actuelles. Seules les 2 ou 3 principales organisations en seront bénéficiaires. De plus, le poids des adhérents sera négligeable et seul l'électeur potentiel aura voix au chapitre. En clair, il faudra flatter le salarié-électeur et les « pros » de la gestion des CE partisans de la gestion-épicerie auront tous les avantages sur les tenants de l'abolition du salariat. Pour mémoire, la CFDT est demandeuse de cette modification, est-ce un hasard ! Rappelons-nous aussi que le baron Sellière considérait que deux syndicats en France suffiraient amplement ; la CFDT et qui ?

### Deuxième objectif : contrôler le financement des organisations syndicales.

Actuellement un tiers en moyenne des ressources des principales organisations syndicales est constitué de subventions publiques ; c'est certes de trop en terme d'indépendance mais cela ne confère pas à l'État le droit de contrôler directement leurs finances notamment celles issues des cotisations. Sous couvert d'augmenter ses subventions voire d'augmenter le crédit d'impôt pour les cotisations syndicales, l'État veut imposer la certification des comptes, selon ses propres critères, aux syndicats. Là aussi, c'est l'abandon du principe d'indépendance et selon la formule : « On ne mord jamais la main qui vous nourrit. » La concentration des finances de la CGT dans les mains de l'appareil confédéral suite au dernier congrès n'est bien entendu que le fruit du hasard !

### Troisième objectif : rendre les syndicats législateurs

On retrouve là les vieilles idées de l'ordre corporatiste, si chères à Pétain et où De Gaule s'échoua en 1969 avec le non au référendum. De plus, c'est un des fondements de la doctrine sociale de l'Église : intégrer les syndicats de salariés et d'employeurs à la gestion de l'État en leur donnant rang de législateur dans leur domaine, la corporation. C'est une modification profonde du droit qui intéresse les anarchistes au premier plan puisque c'est la négation de l'existence de l'individu face à une communauté en l'occurrence la communauté de travail, expression prisée par la CFDT. Au-delà, c'est rendre le syndicat partie prenante de la gestion de l'État.

### Peu de réactions

Hormis la FSU et l'UNSA qui se sont félicitées de la modification des règles de représentativité, à croire qu'elles souhaitent ignorer volontairement le pendant de ces mesures, c'est un silence assourdissant qui entoure les réflexions et échanges en cours entre le pouvoir et les organisations syndicales. Dès à présent, certains affirment que la CGT et la CFDT auraient donné leur aval, la première au titre des mesures liées à la représentativité, la seconde sur l'aspect syndicat législateur. La CGT FO est contre. La CFTC et la CGC s'interrogent sur l'attitude à tenir et si elles ne doivent pas accompagner le mouvement avec l'intime espoir de récupérer quelques fifrelins. Concernant Solidaires, SUD, sa participation dans la cour des grands, à l'occasion de la lutte contre le CPE, risque d'avoir enflé quelques melons...

Au bout du bout, ce qui risque d'imploser c'est le mouvement syndical en France et sa pratique de l'indépendance pour glisser dans le meilleur des cas vers le travaillisme ou au pire vers le corporatisme. Dans tous les cas, cela satisfera S. Royal avec sa cotisation syndicale obligatoire ou Sarko qui souhaite confondre les mandats syndicaux et ceux de délégués du personnel en permettant aux fayots patronaux de se présenter au premier tour.

De plus au plan international, avec la constitution d'une nouvelle internationale dont la CGT est le cheval de Troie en France et une Confédération européenne des syndicats, véritable outil de la Commission européenne, ce sera du pain béni pour un mouvement syndical international largement dominé par les « curés » que de trouver en France un syndicalisme « raisonnable ».

Les appareils de la CGT et de la CFDT ont les mains libres, leurs congrès respectifs ont avalisé ces orientations au point de projeter dorénavant de faire grève quand ça gêne personne ! L'action contre le CPE leur a redonné une virginité aux yeux du salariat qu'ils espèrent mettre à profit pour finaliser leur transformation en corps intermédiaire de régulation sociale.

Concernant les minorités anarchistes, libertaires et révolutionnaires, les choix du passé vont peser lourds au présent mais dans tous les cas elles ne peuvent s'enfermer dans leur histoire. Ne cultivant pas la mémoire des vaincus, il n'est pas écrit que le FMI réussira et nous aurons certainement dès la rentrée à peser dans l'orientation de nos syndicats respectifs si nous voulons préserver, tout au moins, le compromis de la Charte d'Amiens qui va fêter son centenaire.

D.

# La vie rêvée de Los Angeles

Jean-Pierre Garnier

**Dans le petit monde** idéologiquement formaté de la recherche urbaine française, le sociologue Mike Davis jouit, si l'on peut dire, d'une réputation sulfureuse. Bien que l'ouvrage qui l'avait fait connaître en France, *City of Quartz*, eût reçu le Best Book Award de l'American Social Science Association avant de devenir un classique mondial de la sociologie urbaine [1], les adeptes d'une conception rassurante et consensuelle des « mutations urbaines » contemporaines, qui font autorité sous nos cieux, dénient toute scientificité à sa vision de l'avenir de l'urbanisation capitaliste. Qualifiée d'« apocalyptique » par ses détracteurs, elle est d'autant moins acceptée qu'elle est rehaussée par une écriture polémique de haute volée dont on chercherait vainement trace dans nos milieux académiques. À cet égard, cet opuscule tiré d'un ouvrage plus important de M. Davis, non encore traduit, consacré de nouveau à ce laboratoire social et urbanistique que constitue Los Angeles [2], ne devrait pas les décevoir. Autant dire qu'il enchantera tous les lecteurs, chercheurs ou non, soucieux d'aborder avec un regard lucide le monde urbain de demain.

Ce que dépeint l'auteur, sur la base de renseignements de première main, et à partir de son expérience personnelle du terrain, c'est le paysage futur de la mégapole post-industrielle. Un paysage qui, sous bien des aspects, a déjà commencé à faire partie de notre présent. Certes, cet essai sur la décomposition urbaine – en France, où l'euphémisation est devenue la règle, on préférera parler de « fragmentation » – a été rédigé il y a sept ans et, surtout, il traite d'une agglomération présentée d'ordinaire comme le contre-modèle de ce qu'il est convenu d'appeler la ville européenne. Pourtant, les situations et les évolutions dont M. Davis rend compte, avec la perspicacité et le sens aigu de l'ironie qui lui sont propres, ne peuvent qu'inciter aux rapprochements. À tel point que, en francisant certains vocables ou noms propres, nombre de ses analyses et jugements paraissent porter sur la réalité urbaine de notre pays.

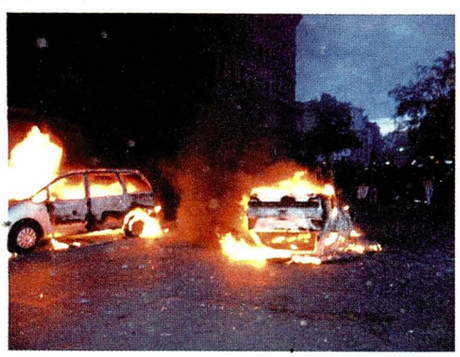
Pour démontrer combien les vieilles visions futuristes de la métropole « verticale » à venir qui avaient inspiré le film de Ridley Scott se sont révélées inadéquates, M. Davis, fidèle à son goût pour la provocation, commence par détourner « le diagramme le plus célèbre des sciences sociales », à savoir celui popularisé dans les années 1920 par les sociologues de l'École de Chicago pour visualiser la répartition des différentes catégories d'habitants dans la ville américaine. L'auteur en profite au passage pour rappeler tout le mal qu'il pense de cette école de pensée – ce qui choquera en France où beaucoup la révèrent après l'avoir tardivement découverte – en raison du « darwinisme social universitaire » qui imprégnerait ses explications. La fameuse « cible de fléchettes » de Burgess représenterait, en effet, une « hiérarchie spatiale engendrée par la lutte pour la survie du citadin le plus adapté, censée organiser les classes sociales et leurs habitats respectifs ». Sous couvert d'« écologie humaine », la concentration, la centralisation, la ségrégation, l'invasion et la succession seraient présentées comme des « forces biologiques », alors que leurs déterminants (revenu, valeur foncière, classe et origine) ne sont pas d'ordre naturel, mais sociopolitiques. Pour élaborer sa « carte extrapolant un Los Angeles futur déjà à moitié né », M. Davis les reprend, mais y ajoute un facteur nouveau, « décisif », selon lui : la peur.

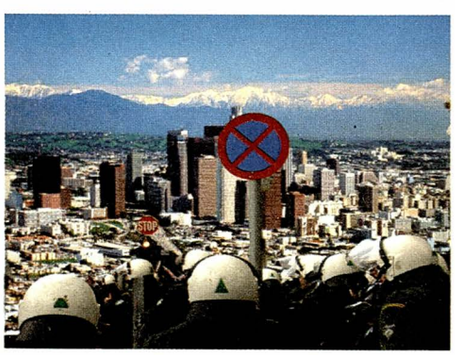
On ne peut plus dire, toutefois, que « le paysage de la surveillance », tel qu'il se dessine à L. A., préfigure ce qu'il adviendra de nos villes puisqu'elles apparaissent déjà, pour la plupart, comme un décalque du premier. De part et d'autre de l'Atlantique, en effet, on assiste à une « érosion toujours plus forte de la frontière entre l'architecture et le maintien de l'ordre ». Reconfiguration des bâtiments et réaménagement des espaces publics à des fins « défensives », prolifération des caméras vidéo et des systèmes de contrôle électronique, harcèlement policier des « indésirables » sur les trottoirs, les places ou dans les squares, le tout au nom de la lutte contre la criminalité...

Mike Davis, *Au-delà de Blade Runner, Los Angeles et l'imagination du désastre*, éditions Allia, Paris, 1998, 155 p.

« Ces programmes de "veille urbaine", prédisait M. Davis, pourraient devenir la norme dans le monde entier. » Terrorisme aidant, ils le sont devenus depuis quelque temps. D'« architecture de prévention situationnelle » en « boulevards civilisés », Paris, à l'instar de Londres, Bruxelles ou Madrid, pour ne citer que des capitales de ce continent, n'a plus rien à envier à L. A. en matière d'« espace de visibilité protectrice définissant de plus en plus les lieux du centre-ville où les cols blancs qui travaillent dans les bureaux et les touristes de la classe moyenne se sentent en sécurité ». Ici comme là-bas, « la vie citadine se pare d'une armure » face aux troubles consécutifs à la fermeture ou la délocalisation des usines, à la disparition des emplois, à la compression des budgets publics – dépenses militaro-policières mises à part – et à la précarisation généralisée. Ici comme là-bas, aussi, on retrouve le même « consensus bipartite » sur les choix économiques à l'origine des « insolubles problèmes de la pauvreté urbaine et de l'errance des sans-logis ». C'est pourquoi la conclusion qu'en tire M. Davis pourrait parfaitement s'appliquer à la politique dite « de la ville » ou ses divers succédanés dont maints chercheurs persistent à faire leur miel: « La rhétorique des réformes urbaines continue, mais la substance en est vidée. »

Pour mieux faire ressortir le lien entre le déploiement des stratégies et des technologies sécuritaires dans l'espace urbain et l'« agitation sociale » toujours susceptible d'en perturber la tranquillité, M. Davis parle d'« une tectonique des émeutes qui, épisodiquement, froisse et restructure l'espace urbain ». L'« épisode » du printemps 1992, auquel il consacre un chapitre éclairant, confirme le bien-fondé de cette métaphore. Toutes choses égales par ailleurs, les émeutes des ghettos paupérisés en 1992, encore plus violentes que celles de Watts en 1965, ont joué un rôle d'« analyseur » comparable à celui de l'« embrasement » des « cités » françaises de novembre 2005. Les incendies, les pillages et les affrontements n'ont pas seulement révélé au grand jour les contradictions résultant de l'accroissement des inégalités de tous ordres parmi les habitants du « paradis californien », mais aussi l'occultation systématique dont celles-ci ont fait l'objet de la part de commentateurs intéressés. Dans la lecture décapante qu'il propose de ces journées mémorables, M. Davis montre comment politiciens, journalistes et certains experts ès-« violences urbaines » ont conjugué leurs efforts pour rendre « invisible » leur nature politique, c'est-à-dire leur caractère de classe. Une formulation imagée – tirée de l'ouvrage original, mais non reprise dans la traduction française – résume ce qu'il fallait penser des « informations » diffusées à l'intention de l'« opinion publique »: « La couverture télévisée des raisons de cette émeute de la colère était encore plus tordue que le métal fondu des centres commerciaux dévastés de Crenshaw. [3] »





Comme en France, aujourd'hui, le discours qui se fera le plus entendre pendant et après les événements visait à une ethnicisation délibérée de la lutte des classes, autrement dit, à faire accroire qu'ils n'étaient pas un nouvel avatar de la vieille « question sociale », celle que posent la « hausse continue de la pauvreté » et la « perception d'un futur privé de toute opportunité », mais la réémergence – l'émergence, en France – d'une « question ethnique » non résolue parce que refoulée.

Pour ce faire, on n'hésita pas, par exemple, à imposer le black-out sur les pillages de masse de Mid-City, un secteur urbain peuplé en majorité d'immigrants latinos et asiatiques, et non de Noirs afro-américains comme à South Central. Les gens qui étaient descendus dans la rue étaient « motivés principalement par la faim et la désillusion, non par la colère suscitée par l'acquittement des flics qui avaient rossé Rodney King ». Mais le pillage auquel se livrèrent ces « familles industrieuses » d'aides-serveurs, de jardiniers, d'ouvriers du bâtiment et autres prolétaires aux emplois intermittents, « qui d'habitude respectent la loi », était de nature utilitaire: il se concentra « sur les prosaïques nécessités de la vie comme les sprays anti-cafards et les couches pour bébé ». Sans doute des commerces coréens furent-ils, dans cette zone comme ailleurs, attaqués et brûlés après avoir été dévalisés, notamment les magasins de vins et de spiritueux qui vendent très cher des produits de mauvaise qualité. Mais, comme le soulignait un instituteur du quartier, cité par M. Davis, « les agences de voyage et les salons de beauté coréens sont restés intacts. Le soulèvement était dirigé contre la police et les arnaques des commerçants. Ce sont le ressentiment de classe et le désespoir économique qui l'ont motivé, pas l'origine ethnique ». On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, du silence orchestré sur « la réaction officielle à cette émeute du pain post-moderne ». Pas plus que les perquisitions brutales opérées sans mandat dans les appartements des parents de la « racaille » dans le cadre de l'« état d'urgence » instauré à la fin l'année 2005 en France, ou le chiffre des « sauvageons » grièvement blessés par les flash-balls dont les forces de répression firent usage à foison, « la plus grande opération de rétablissement de l'ordre public coordonnée dans l'histoire » des États-Unis n'eut droit aux gros titres de la presse et des actualités télévisées.

La classification établie par M. Davis des « districts de contrôle social » californiens selon le degré de gravité des infractions et des modes juridiques d'action correspondants destinés à y imposer une « discipline spatiale » aurait pu paraître effarante il y a une quinzaine d'années. Mais les mesures qui n'ont cessé de s'accumuler depuis lors en France pour garantir le bon usage des lieux publics ou « reconquérir les zones de non-droit » invitent à la relativisation. Pénalisation des parents pauvres pour leur laxisme supposé à l'égard de leur progéniture, installation de portiques de détection ou de bornes biométriques à l'entrée des établissements scolaires, arrestation des prostituées

« pour le seul fait de marcher dans la rue » – « racolage passif » en langage sarkozien –, « ordonnances anti-camping » votées par des municipalités « pour faire disparaître hors de vue les sans-abri » – « arrêtés anti-bivouacs » de nos élus locaux –, délation comme attitude « citoyenne » face aux comportements déviants – « incivilités » dans la novlangue scientifique hexagonale – des individus marginalisés... Autant de mesures qui font désormais partie du tout-venant d'une politique de « criminalisation du statut », qui se nourrit des « fantasmes de la classe moyenne sur la nature des classes dangereuses », et dont les États-Unis n'ont plus le monopole.

Haute surveillance ou haute sécurité ? Tout dépend du point de vue où l'on se place. C'est-à-dire de la place que l'on occupe dans l'espace social et, donc, physique. Pour les nantis, des enclaves huppées autosurveillées ; pour les démunis, des zones de relégation hypercontrôlées. Dans les unes, Big Brother veille sur les habitants ; dans les autres, il les surveille. Entre les deux, un « espace public » où le citadin est convié à se convertir en public d'un spectacle urbain préservé de toute irruption intempestive de l'altérité, comme si, par compensation avec les zones résidentielles aménagées et gérées en fonction de la « guerre sociale de faible intensité » menée contre les « parias » de la nouvelle civilisation urbaine, celle-ci devait prouver son existence et son excellence dans des « bulles touristiques » de « forte intensité » culturelle, ludique et, bien entendu, marchande.

À la suite des philosophes du post-modernisme (F. Jameson, U. Eco, J. Baudrillard, etc.), mais sans céder comme eux à la complaisance ou à la fascination pour la simulation et le simulacre, M. Davis pointe, en effet, un phénomène encore peu disséqué en France bien qu'il s'y soit répandu comme dans les autres sociétés des pays développés : la « disneylandisation » de certains espaces urbains métamorphosés en autant de « magic kingdoms » d'une urbanité revisitée. Ce dernier qualificatif est à prendre aux sens propre et figuré car il s'agit rien moins que de réaliser le « fantasme social » d'une ville où l'on pourrait déambuler en touriste pour en goûter les aménités sans courir le risque de mauvaises rencontres, ne seraient-elles que visuelles, sous la forme, par exemple, de gens « avec une pancarte pour demander à manger à tous les coins de rue ». Pour M. Davis, les quartiers historiques ravalés et muséifiés, quand ils ne sont pas tout simplement fabriqués de toutes pièces, les secteurs urbains aménagés pour la détente et l'évasion, les centres commerciaux supposés mêler le plaisir à l'achat, sont autant de « variations sur le thème du parc d'attractions ». Et de citer, à titre d'exemple, le projet avorté de « hollywoodisation » de... Hollywood Boulevard qui, sous prétexte de permettre à cette artère décrépite et mal famée de retrouver son aura glorieuse du passé, l'aurait transformée en « parc à thèmes clos, gardé par des complexes de divertissement à chaque extrémité », où l'« on tiendrait en respect les quartiers pauvres aux alentours jusqu'à ce qu'ils soient embourgeoisés ou démolis ». À la place, on a préféré édifier de faux centres urbains, tel City Walk, où les traits caractéristiques du patrimoine urbain ancien ont été « synthétisés sous la forme de petits morceaux prémâchés destinés à être consommés par les touristes et les résidents », amateurs de cette « urbanité version junk food » qui a l'avantage de leur éviter toute « promiscuité » avec les éléments des classes inférieures et, à plus forte raison, avec les déclassés.

En fait, peu importe que l'on ait affaire à des pastiches ou à des originaux puisque, dans un cas comme dans l'autre, leur fonction et leur fonctionnement obéissent à une même logique sociale. « Parmi les membres plus jeunes de la classe moyenne », observe M. Davis, « la vie dans les ghettos dorés et les banlieues protégées, l'expérience subjective de plus en plus réduite à la sphère privée » ont engendré « une envie de foules, de rues animées et de spectacles ». D'où « un appétit croissant pour les espaces publics à l'échelle du piéton », une « demande de sensation urbaine sur laquelle les mégacorporations du divertissement comme MCA et Disney peuvent capitaliser en recréant quelques aspects trépidants de la ville à l'intérieur sécurisé de leurs parcs d'attractions ». Une vie urbaine rêvée qui peut, il est vrai, tout aussi bien avoir pour cadre, comme cela est devenu courant dans bien d'autres métropoles mondiales, certains espaces publics ou quartiers historiques « requalifiés », c'est-à-dire embellis et socialement « assainis » à coups de « rénovations » ou de « réhabilitations », donc, sécurisés, pour accueillir des citadins « de qualité ». Quant aux catégories d'habitants bas de gamme, leur présence ne sera tolérée que sous la forme d'une « armée d'employés mal payés, en grande partie invisibles », venus des zones de relégation résidentielle plus ou moins éloignées où ils sont parqués pour « faire tourner la machine de l'irréalité ».

En guise de conclusion, Mike Davis se demande si l'« exercice monumental d'hygiène sociologique », à quoi se réduisent des opérations urbanistiques du genre City Walk, « n'est pas plutôt l'équivalent architectural de la bombe à neutrons : la ville vidée de toute expérience vécue ». Aussi fait-il sienne l'interrogation de l'historien Kevin Starr, spécialiste de l'histoire de la civilisation états-unienne et de la culture californienne en particulier : « Sommes-nous arrivés à ce point de renoncement à la réalité de la ville de Los Angeles, que nous ayons besoin d'un tel niveau de contrôle social pour tout ce qui se rapproche de l'expérience urbaine ? » La question ne vaut évidemment pas que pour Los Angeles. Encore faudrait-il, pour pouvoir y répondre, que la recherche urbaine ne devienne pas aussi aseptisée que ces lieux à l'urbanité lisse qu'elle prétend analyser.

**J.-P. G.**

1. Mike Davis, *City of Quartz, Los Angeles, capitale du futur*, La Découverte, Paris, 1997.

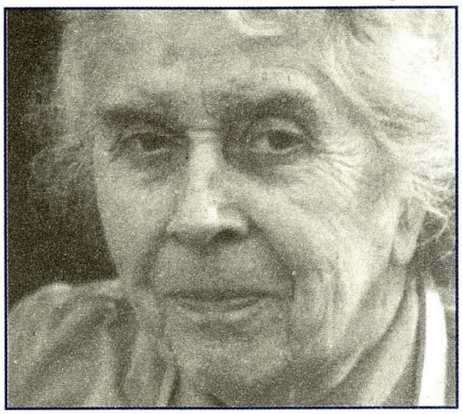
2. *Au-delà de Blade Runner* correspond au chapitre VII de *Ecololgy of Fear* (Metropolitan Books, Henry Holt and Cy, New York, 1998).

3. Crenshaw Boulevard était le cœur du quartier noir le plus riche de l'ouest de Los Angeles.

# La Maison d'enfants de Sèvres

# Une histoire qui reste à écrire

Yvonne Hagnauer.

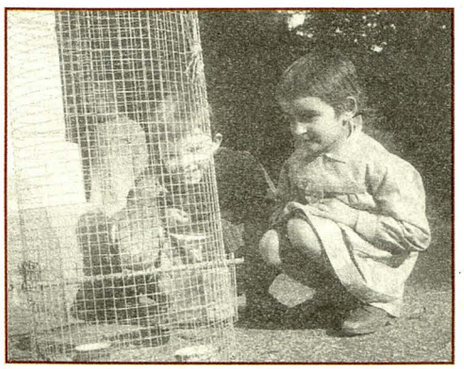


**Elle fut fondée en 1941** sous l'égide du Secours national. Destinée à héberger des enfants de la région parisienne victimes des restrictions alimentaires, elle évolua sous l'influence de sa directrice, Yvonne Hagnauer (Goéland), en refuge pour les enfants victimes de la guerre et des persécutions politiques. Au cours des années 1942-1944, elle a abrité jusqu'à plus de soixante enfants admis clandestinement, cependant que leurs parents subissaient la proscription et la déportation.

Rattachée aux services de l'enseignement de la Seine en 1949, la Maison comptait 144 enfants en 1951, garçons de 3 à 12 ans, filles de 3 à 17 ans (enfants de déportés raciaux et politiques, orphelins, enfants de familles ouvrières) répartis en jardin d'enfants, équipes enfantines de moyens et de grands, 6e à la 3e moderne d'une part, CEP et couture ou tissage d'autre part.

Son équipe, animée par Goéland, appliqua des formules nouvelles d'éducation en créant un climat favorable à la réadaptation intellectuelle, physique et morale d'enfants qui avaient grandi dans les privations, le malheur et la haine. S'agissant d'un internat, à côté des enseignants, le rôle des monitrices et du personnel de service était particulièrement important.

La plupart des institutrices avaient déjà expérimenté les « méthodes nouvelles » dans le cadre de leur vie scolaire antérieure, mais à Sèvres, elles étaient décidées à réduire les contraintes, à libérer le plus possible les enfants dans le cadre familial de la maison. Par la place donnée à l'observation, à l'activité, l'équipe se sentait très proche d'Ovide Decroly. Les centres d'intérêt proposés par les adultes et choisis par les enfants furent toujours assez souples pour rester dans le champ des programmes.



Les techniques qui sont propres à toutes les écoles nouvelles : imprimerie, pipeau, chant choral, tissage, danse, tournage, décoration, dessin, modelage, linogravure, etc., considérées non comme une « fin », mais comme « moyens d'expression » propres à maintenir chez l'enfant le sens de la création et le désir de l'expression libre, étaient utilisées.

Mais aussi les marionnettes, remarquable moyen d'expression et d'évasion.

De la petite classe à la 6e moderne, il s'agit de choisir le thème, de dessiner les décors, de réaliser et d'animer les marionnettes. Protégé du public par le « castelet », l'enfant le plus timide, le plus méfiant, le plus hostile même, se livre, se découvre, joue son propre jeu par le « truchement » de sa marionnette.

Dans l'atelier d'imprimerie de la Maison, on compose le journal : *Voile au vent*.

Dans l'atelier de tissage, les élèves apprennent à tisser, se documentent, interprètent, souvent imaginent et tissent leurs propres compositions, écharpes, nappes, métrage de tissu.

Dans l'atelier de céramique, on tourne, émaille, décore et cuit des poteries qui, grâce au concours d'un artisan potier, marient les exigences de l'art moderne aux traditions de la Grande Manufacture voisine.

L'internat et la vie en « communauté » permirent de développer le sens de la liberté et celui des responsabilités individuelles et collectives. La coopérative scolaire, gérée par les enfants, constitue un élément important de cette éducation morale et sociale.

Mais, à Sèvres, la vie collective ne se limite pas à l'activité scolaire ; c'est toute la Maison qui est la propriété commune, c'est, du lever au coucher, une multitude de services qui conditionnent le fonctionnement de la Maison. Les enfants ont la charge de ces services : entretien des animaux (perruches, pigeons, tourterelles, cochons d'Inde, tortues, lapins, colombes d'Australie, grillons, têtards, etc.), dont l'observation est la base d'initiation aux sciences naturelles et dont l'élevage développe cet élément fondamental de la morale sociale : le respect de la vie et l'amour de l'œuvre de la nature. Les filles et les garçons collaborent à la toilette des « petits », préparent les tartines du petit déjeuner, procèdent au lavage de la vaisselle, au nettoyage des salles à manger, quand ils ne complètent pas les repas par les produits de leur propre jardin.

Toutes les équipes organisent ces services par roulement, élisent des délégués. Les deux plus grandes équipes, garçons et filles de douze à dix-huit ans, ont constitué un véritable « self-government » avec règlement élaboré en commun, conseil élu, commissaires aux charges diverses.

À la Maison d'enfants de Sèvres, pour Yvonne Hagnauer qui la dirigea durant vingt-neuf ans, « l'École nouvelle » devait permettre à l'enfant « de mesurer le sens et la grandeur de ses responsabilités devant lui-même et devant les autres ». Elle poursuivait : « Il importe que chacun des enfants de l'équipe ait des responsabilités et qu'il accomplisse seul et librement les tâches dont il a été chargé. »

Yvonne et Roger Hagnauer ont participé, de 1941 à 1970, à l'éducation intellectuelle, sociale et artistique de milliers d'enfants. Cette histoire reste à écrire.

**Robert Léopold**

www.lamaisondesevres.org

# Rentrée scolaire

# Nul n'est censé ignorer le socle commun

**À l'approche de la rentrée scolaire, le *Monde libertaire* a jugé utile de revenir sur la remise en cause du socle commun. À travers ce décret[1], c'est l'avenir des prochaines générations qui est en jeu. Il accentuerait les inégalités entre classes sociales, sous prétexte de « mérite » ou de « difficultés » des élèves.**

Catherine Chabrun

Présenté comme un ensemble de valeurs, de savoirs, de langages, de pratiques, il constituerait ainsi le « ciment de la Nation ».[1] Un grand bond, un saut de « cinq générations » entre l'école obligatoire de Jules Ferry et le contenu de la scolarité obligatoire, méprisant ainsi toute la réflexion de l'éducation nouvelle et ignorant même jusqu'au plan Langevin-Wallon[2].

Le socle commun serait à la fois le fondement de l'enseignement obligatoire, le fondement de la formation tout au long de la vie et le fondement de la citoyenneté.

À la fin de la scolarité obligatoire, les élèves auraient au moins les compétences énoncées dans le socle commun, il ne serait ni un condensé des programmes ni un nouveau programme.

Néanmoins, si son acquisition est de la responsabilité de l'école, il est attendu des élèves des « efforts » et de la « persévérance ».

Ambitieuse cette présentation du socle commun!, puisqu'il permettrait à ceux qui le possèdent de mobiliser leurs acquis dans des tâches et des situations complexes à l'école puis tout au long de la vie.

Une éducation permettant de saisir la complexité du monde, de prendre sa place dans la société et de participer à ses évolutions ; de comprendre la complexité humaine, l'universalité des droits humains...

Qui pourrait être contre un tel projet ?

Une première hésitation, puis les réticences surgissent à la pensée des jeunes qui ne posséderont pas ce socle commun, ceux qui vont se trouver « marginalisés » et « handicapés » comme le rappelle le texte[2].

Est-ce ceux qui n'auraient pas les capacités et les attitudes attendues par l'école pour acquérir les connaissances fondamentales, connaissances qui développeront à leur tour de nouvelles capacités et attitudes ? Roue infernale des inégalités sociales et culturelles qui broie le désir d'apprendre dès le plus jeune âge, dès la maternelle.

Est-ce ceux qui, déclarés non motivés, seraient coupables de ne pas fournir la quantité « d'effort et de persévérance » attendue par l'école qui s'est pourtant mobilisée corps et âme pour eux ?

Car tout sera fait pour que tous les jeunes acquièrent ce socle commun.

Dès le primaire en début de CE1, on évaluera l'enfant ; s'il est en échec, on lui proposera des « Projets personnalisés de réussite Éducative » (PPRE). Premières stigmatisations et responsabilisations individuelles de ses échecs. En fin de CM2, il subira un « contrôle » pour « sanctionner » ses (non) connaissances des règles de grammaire et des quatre opérations. Un livret scolaire le suivra au collège qui prolongera ses acquisitions avant que le brevet national évalue sa maîtrise de l'ensemble du socle commun.

Catherine est institutrice
membre de l'ICEM-Pédagogie Freinet

« Pour ce faire les équipes éducatives disposent de différents dispositifs d'aménagement des parcours. »

De nouveaux PPRE puis, si les élèves persistent à être en difficulté, on leur proposera les dispositifs en alternance en début de quatrième. Premières exclusions, premières absences autorisées et conseillées du collège.

Difficile de continuer l'acquisition de certaines compétences et connaissances dans ces conditions-là !

Puis, pour ceux qui décrochent un peu, beaucoup... l'enseignement de découverte professionnelle, orientation subie et non choisie, avec moins d'heures d'enseignement des connaissances fondamentales.

Difficile alors d'obtenir le brevet qui sanctionnera justement leur acquisition.

S'ils ont seize ans, la scolarité obligatoire est terminée et, en même temps qu'elle, s'éteignent tous les espoirs de maîtriser ces compétences et connaissances indispensables pour les « tâches et les situations complexes de la vie » pour « se former tout au long de la vie » et « prendre part aux évolutions de la société ».

Ils n'ont pas su saisir « l'égalité des chances » qui leur était proposée par l'école, ses programmes, ses circulaires.

Et ceux qui ont quitté l'école sans la maîtrise du socle commun à la fin de la scolarité obligatoire ou avant avec l'apprentissage à 14 ans sont forcément les jeunes et leur famille qui n'ont pas fourni l' «e ffort » et la « persévérance » nécessaires !

Pour respecter le cadre de références européen, le projet de socle commun emprunte sa terminologie.

Sept compétences recommandées par l'Europe, sont déclinées en connaissances, en capacités et en attitudes.

« Chaque compétence requiert la contribution de plusieurs disciplines et, réciproquement, une discipline contribue à l'acquisition de plusieurs compétences »

On pourrait se réjouir, complexité, interdisciplinarité, globalité et transversalité sont présentes !

Seulement, le plus souvent la compétence à acquérir inclut déjà des capacités et des attitudes antérieures à l'école. Nous le savons, elles sont plus ou moins privilégiées et mises en valeur selon les milieux sociaux et culturels. Ainsi, dès la présentation de la compétence, le discours égalitaire est déjà entaché. Ce seront toujours les fils et les filles des classes moyennes et supérieures qui posséderont les fondements culturels adéquats.

Le désenchantement continue dans la liste des connaissances où certaines sont réduites à des savoirs techniques et opérationnels. Or la connaissance n'est-elle pas la conscience d'un savoir? Comment avoir cette conscience si l'élève reçoit, mémorise, récite sans jamais questionner, rechercher, confronter...

Comment penser sérieusement à cette prise de conscience sans prendre en compte les moyens pédagogiques?

Comme dans la loi Fillon, la pédagogie est invisible ! Or pas de réussite scolaire sans un équilibre entre les savoirs et les démarches d'appropriation.

Prenons l'exemple de « la maîtrise de la langue française », première compétence exposée car elle conditionne les autres. Dans la liste des connaissances nous trouvons sur le même niveau aussi bien « connaître le système des temps et des modes » que « connaître les règles de grammaire et d'orthographe ». Le deuxième « connaître » se confond fortement avec mémorisation et récitation.

Un peu plus loin, lorsque nous lisons que tout élève devra atteindre une maîtrise de l'orthographe dans les écrits spontanés des élèves dès la fin du primaire, nous sommes sidérés. Comment? La réponse est soufflée, de moins en moins de temps pour l'observation et la réflexion de la langue et de plus en plus de temps consacré aux dictées.

Comme les règles, toute l'étude de la langue française ne serait-elle qu'une suite d'apprentissages par cœur? C'est mépriser l'expérience de décennies d'enseignement !

Quant aux compétences « sociales et civiques » et « autonomie et initiative », elles se présentent comme permettant l'intégration de l'individu dans la société et dans la vie professionnelle pour favoriser « la participation efficace » de chacun à la vie politique, sociale et professionnelle et « d'exercer sa liberté en pleine conscience des droits d'autrui ».

Ces finalités ne sont pas nouvelles, l'éducation populaire les porte depuis longtemps. Mais là, le socle commun prétend les enseigner tels des savoirs opérationnels qui se réduiraient à la politesse, à une liste d'interdits, à l'apprentissage de l'hymne national... afin de promouvoir des comportements conformes évalués régulièrement par la « note de vie scolaire ».

Et pourtant, développer la coopération, l'entraide, le travail en groupe, en commun donnerait plus de résultat qu'un PPRE où l'élève est seul devant ses incapacités et ses mauvaises attitudes !

L'esprit critique, la capacité de juger, d'argumenter sont de véritables connaissances, qui ne se récitent pas, elles se vivent et se pratiquent en situations authentiques de réflexion, de participation, de prises de décision, de fréquentation régulière et distanciée des médias.

Et là, les praticiens des mouvements pédagogiques offrent quotidiennement ces situations aux enfants et aux adolescents dans leurs classes et dans leurs écoles.

Quant à l'autonomie et à l'initiative, elles ne sont évoquées que pour la réussite d'un projet professionnel individuel où l'élève doit se prendre en charge personnellement, se former et montrer ses capacités de concevoir, de mettre en œuvre des projets.

## L'ordre des lettres...

Sleon une édtue de l'Uvinertisé de Cmabrigde, l'odrre des ltteers dnas un mot n'a pas d'ipmrotncae, la suele coshe ipmrotnate est que la pmeirère et la drenèire soeint à la bnnoe pclae. Le rsete peut êrte dnas un dséronde ttoal et vuos puoevz tujoruos lrie snas porlbème. C'est prace que le creaveu hmauin ne lit pas chuaqe ltetre elle-mmêe, mias le mot cmome un tuot.
La peruve...
Arlos ne veenz puls m'ememdrer aevc les corerticons otrahhgropqiues.

Mais quand et où pourra-t-il les montrer? Dans des contrôles? Dans les épreuves du brevet?

« Savoir commun », « savoir minimum », « socle commun », depuis le début de la Ve République les Ministres de l'éducation sont tiraillés entre la culture requise pour l'élite et la question de l'orientation plus ou moins précoce. Avec le souci constant de « capter » les bons élèves dans les couches populaires et d'apporter une culture a minima pour les autres.

Si la scolarité obligatoire permettait à tous de posséder une culture commune et partagée appelée ou non « socle commun » - bien que « socle » donne plutôt l'idée de pesant et d'unique - le système éducatif en profiterait dans sa globalité et dialectiquement la société tout entière.

Une culture non pas, comme dans ce projet, un supplément d'âme, une cerise sur le gâteau pour satisfaire quelques disciplines. Mais la culture qui relie les savoirs savants aux savoirs familiers avec des enseignants « passeurs de culture » qui permettent aux élèves son appropriation en les aidant à relier les savoirs savants et le patrimoine universel aux savoirs familiaux et au patrimoine local. **C. C.**

---

1. Toutes les citations sont issues du texte « Projet de décret du socle commun de connaissances et de compétences » du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. ftp://trf.education.gouv.fr/pub/edutel/actu/2006/projet_décret_annexe.pdf

La circulaire de préparation de la rentrée 2006 (n° 2006-51 du 27 mars 2006) en découle. http://www.education.gouv.fr/bo/2006/13/MENE0600903C.htm

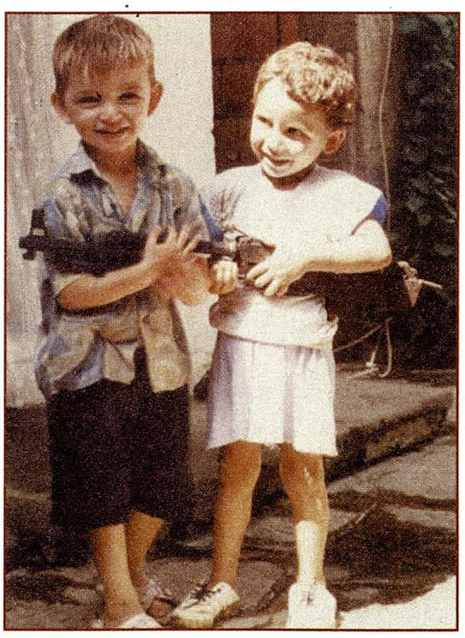
2. En novembre 1944 est créée une « Commission ministérielle d'études pour la réforme de l'enseignement », présidée d'abord par Paul Langevin, puis après le décès de celui ci en 1946 par Henri Wallon. Le plan Langevin-Wallon qui en découle prévoit un enseignement gratuit et obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. Il définit des conditions idéales pour cet enseignement : 25 élèves maximum par classe, respect des rythmes biologiques. Il préconise une revalorisation du travail manuel, allant de pair avec l'accès de chacun à une solide culture. Il pose le principe d'une éducation populaire accessible tout au long de la vie. Ce plan prolonge la scolarité jusqu'à 16 ans (au lieu de 14 ans) et instaure un tronc commun qui souligne la démocratisation de l'enseignement.

# Cette société qui a peur de ses enfants

**Entre 1851 et 1852, Charles Fourier consacre plusieurs manuscrits à l'enfance et l'éducation harmonieuse. En 2006, face à « une société malade de son enfance, souffrant de ses voyous, ses sauvages (ou sauvageons): cette engeance qu'elle a créée et en laquelle elle ne se reconnaît plus », après l'épisode dit « des banlieues » et les projets de lois répressifs pour maîtriser en amont la révolte de la jeunesse (voir l'article « Alertez les bébés », de Maurice Rajsfus, paru dans *le Monde libertaire* n° 1429), le philosophe René Schérer a décidé de réunir et présenter dans un ouvrage quelques textes de l'utopiste du XVIIIe siècle[1]. Une lecture rafraîchissante.**

**Patrick Schindler**

*groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org*



Lorsque René Schérer nous fit parvenir son ouvrage, je me dis, voici une énième version sur l'éducation de l'enfant, un sujet galvaudé et délavé par les trop rigides écrits de Rousseau ou, plus proche de nous, d'une Françoise Dolto. Bref, je ne me précipitais pas, mais connaissant René, je finis par l'ouvrir et quelle fut ma surprise, après l'introduction du philosophe, de découvrir ces lignes écrites il y cent cinquante ans. On entre dans un rêve harmonieux, qu'on n'oserait plus concevoir de nos jours sans se faire immédiatement traiter d'angéliste.

Déjà, aujourd'hui, penser une société meilleure paraît suspect ; alors, un système destiné à l'éveil des sens des enfants pour les conduire à l'attraction passionnée! En avertissement, il faut tout de même rappeler que ces textes ont été écrits il y a fort longtemps, d'où certaines références peuvent paraître désuètes au lecteur contemporain, ou désagréables aux anarchistes purs et durs et antireligieux que nous sommes beaucoup, se méfiant des systèmes carrés. Il ne s'agit pas pour Fourier de réinventer un monde sans Dieu ni maître, mais plutôt d'imaginer un système non contraignant fondé sur la spontanéité, la liberté de connaître, le tout empreint d'un humour coercitif que d'aucuns pourraient prendre pour de la naïveté. Un monde sans père et sans maître, en quelque sorte.

## L'enfant ne naît pas vicieux et méchant, il le devient!

Dans son introduction, René Schérer nous rappelle que pour Charles Fourier la frénésie de destruction chez l'enfant n'a rien de « naturelle », mais qu'elle est propre à l'homme. Contrairement à un Rousseau qui considère l'entrée en société comme dépravante et que seul l'homme solitaire peut être bon, Fourier ne peut concevoir un homme, un enfant, qui ne soit pas d'emblée social et ne tende spontanément à former des groupes, au sein desquels les passions peuvent être contrariées ou ,à l'inverse, prendre leur plein essor. L'enfant n'est fait ni pour la famille ni pour la socialisation scolaire que la « civilisation » lui impose, avec l'assujettissement à l'autorité d'un maître unique, dans une relation unilatérale et verticale. Schérer nous fait entrer, en proposant ce choix de textes, dans l'enfance par une autre porte, celle de la socialisation immédiate, antipédagogique.

Autrement dit, les pulsions d'égoïsme, le culte du moi, la recherche obsessionnelle de l'identité, de l'identification que l'on veut implanter en tout enfant, foyer égoïste de toute éducation civilisée, se déplacent vers un autre centre, un autre foyer nommé « unitéisme ».

Dès le début du livre, Fourier insiste, en effet, sur la motivation de l'enfant, susceptible de vouloir apprendre, par exemple, en instaurant la suprématie des travaux manuels sur ceux intellectuels ou par l'action jointe de l'affectivité à l'intelligence; l'inverse, somme toute, de l'apprentissage de la concurrence hargneuse pour atteindre les premières places. « L'attraction passionnée » de l'enfant vers ses camarades et son groupe en est l'antidote et se distingue alors de la civilisation, de ses institutions, avec chefs et petits chefs qui ne savent que régenter, contraindre et punir, surveiller, pour faire régner l'ordre. En revanche, le groupe placé dans une « série » de groupes[2] produit l'ordre spontanément, de son seul effet, car il « attire ».

## Ni enfant de la famille, ni de parents, ni de l'école

Trois espaces trop réducteurs et trop souvent matérialisés, en cas de déviance par le relais du psychiatre, de l'éducateur, du juge et en bout de course : du policier. L'enfant n'est pas non plus « à problèmes », « un caractériel à soumettre au psychologue pour le rallier à un ordre avec lequel il est en conflit, mais il est traité comme un être humain à part entière, un être dont les impulsions, les passions, les rébellions ont, au contraire, raison contre l'ordre subversif de la civilisation "voulue par dieu". Pour Fourier, il n'existe aucune minorité juridique ni sociale de l'enfance, c'est-à-dire, une minorité impliquant une prise en main, une mainmise « *mancipium* » qui est au fondement même de la conception éducative civilisée. Mineur, l'enfant jouit de capacités moindres et de moindre droit. Les seuls qu'il possède dépendent de l'adulte. En revanche, dans l'éducation harmonieuse, il n'y a pas de barrières en ce qui concerne les fonctions « industrielle » et « civique », si ce n'est toutefois celle, naturelle, de la puberté. L'enfant n'est pas soumis pour son éducation à l'autorité de l'adulte, on peut donc penser le mode sociétaire comme l'utopie d'une enfance qui serait à la fois autonome et pleinement enfantine. Plus proche de nous, Michel Foucault étudie, également, l'installation de la société disciplinaire avec une « pédagogisation » de l'enfant qu'il compare aux processus identiques[3].

## L'éducation harmonieuse : la pratique avant la théorie

Pour ce qui concerne l'enfant au travail, ce concept, qui enchantait Karl Marx et une partie du mouvement ouvrier du XIXe siècle, soucieux de ne pas isoler les enfants des usines, ne se retrouve en aucune sorte chez Fourier, dont l'utopie se situe « aux antipodes du travail contraint et répugnant pour l'enfant ». À ce sujet, Schérer rappelle que : « pour nous qui réfléchissons aujourd'hui sur l'utopie de Fourier, il est impossible de négliger que la mise de l'enfant à l'école, sa pédagogisation, sa scolarisation intégrales ne furent pas toujours une évidence progressiste. Il fut un temps où Fourier pouvait faire basculer le système de l'enfance dans une direction toute différente de la nôtre ». Pour résumer les buts de l'éducation naturelle ou harmonique, Fourier n'emploie d'autres stimulants que les passions de l'enfant, principalement la gourmandise. L'éducation harmonieuse varie à l'infini les initiations données à l'enfant ; elles ne roulent que sur des plaisirs dans les séries passionnées. Rien qui, comme en « civilisation », ne rebute l'enfant comme le « devoir » ou le « labeur ».

## Quelques bijoux choisis dans le texte en toute partialité

« On attribue à la grande majorité des pères et mères des "vertus et vices", au sujet de l'éducation des petits enfants et l'on démontre que celles qui dédaignent le soin des marmots sont des vicieuses [...] mais, les 7/8 des pères sont obligés d'entendre jour et nuit les cris des enfants et perdent patience. La mère répond qu'on a bien supporté les cris du père quand il était au berceau. Cela ne persuade pas le père, il s'enfuit au café pour échapper à ce charivari perpétuel [...]. Le zèle pour le soin des marmots n'est point une vertu, pour une femme non plus, quoi qu'en dise certaine gravure de 1798, c'est un penchant, un goût que la nature a distribué dans une proportion qu'il faut respecter. »

« L'enfant de 2 ans veut toucher, déplacer, retourner, gâter, briser tout ce qu'il voit, aussi le tient-on à l'écart dans une pièce démeublée. Or, ce vice apparent est le moyen qu'emploie la nature pour faire éclore et discerner les vocations "industrielles" [...]. Un des principaux avantages de l'éducation harmonienne est de neutraliser l'influence des pères qui ne peut que retarder et pervertir l'enfance [...]. Le véritable instituteur de l'enfant, le ressort qui seul peut faire naître chez lui le feu sacré, c'est une compagnie d'autres enfants plus âgés de six mois ou d'un an, exerçant sur lui l'influence du charme corporatif, de là naît la subordination passionnée des enfants. »

« On voit dans certains pays, comme Constantinople, où la pluralité des langues est nécessaire, beaucoup de petits enfants du peuple élevés pratiquement à deux ou trois langues et leurs facultés intellectuelles ne sont aucunement fatiguées, parce que l'attraction chez les bambins se prête à ce genre d'études. »

« La civilisation ne conduit l'enfant que dans des fonctions inutiles, ou nuisibles à autrui et dangereuses pour lui. Les enfants de 9 à 10 ans étaient chez leur père, à la ville et au village, obligés de travailler sans nul avantage, tandis qu'avec l'harmonie ils trouveront tous les charmes imaginables réunis à un bénéfice, comme les petits outils miniatures, etc. Les enfants ne craignent pas le travail quand la passion les stimule [...]. On ne fera plus un devoir d'aimer le travail quand celui-ci sera aimable et transformé en plaisir et on reconnaîtra que la civilisation, avec son cortège de devoirs, n'était qu'une galère politique faite pour torturer et ennuyer le genre humain [...]. Si un homme trouve sa vocation après l'avoir manquée pendant la moitié de sa vie, on l'y abreuve bientôt de dégoût par la modicité des salaires, la continuité et l'uniformité. Son émulation est usée en peu de temps. »

No comment !

P. S.

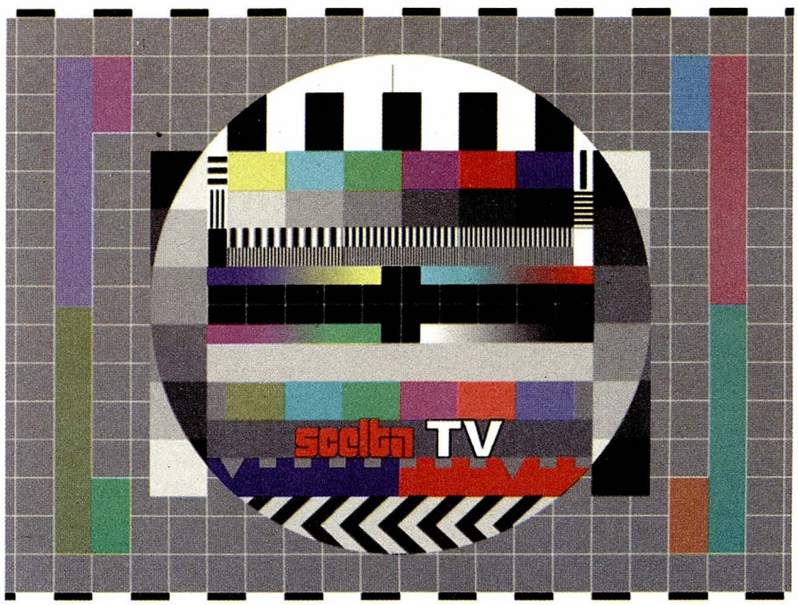
---

1. Charles Fourier, *Vers une enfance majeure*, textes sur l'éducation réunis et présentés par René Schérer, éditions La Fabrique, 15 euros, disponible à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

2. Les séries sont déterminées (et très segmentées) selon l'âge des enfants en bas âge jusqu'à la post-puberté.

3. *Le Pouvoir psychiatrique*, Michel Foucault, cours du Collège de France, éd. du Seuil, Paris, 1973.

# La privation de sens




Bernard Noël

**Lassitude et révolte,** en vérité rage contre la lassitude quand la révolte se fatigue. Le pouvoir a trouvé le moyen discret d'occuper en nous les lieux de la défense et même d'user notre énergie. Une faiblesse vient qui n'a pas de raison, et qui soudain n'est consciente que par hasard. On devine alors que le vieux rêve tyrannique est en train de se réaliser : celui d'une soumission sans contrainte apparente produisant l'effet d'un abandon. Mais à quel envahissement a-t-on cédé pour en arriver là ? Il y a longtemps déjà que, pour expliquer ce phénomène, j'ai fabriqué le mot « sensure » afin d'exprimer la privation de sens. Et sans doute cette perte provoquait-elle une perte critique favorable à la soumission sans toutefois l'installer à ce point. Tout juste lui créait-elle un espace propice. À moins qu'en se prolongeant la privation de sens n'entraîne une débilité d'autant plus efficace que, pour ses victimes, elle n'est plus qu'une habitude liée à une forme de consommation devenue naturelle. Ainsi ladite privation aurait-elle sur le sens l'effet qu'ont justement sur lui les drogues qui s'attaquent à nos facultés intellectuelles, à cela près que nul ne songe à faire la comparaison tant elle paraît incongrue. Le problème est qu'on ne sait comment définir avec précision les causes de dégâts qui ne sont pas ressentis comme tels de sorte que cette non-perception fait partie de leurs caractéristiques.

Le principal agent de la privation de sens est aujourd'hui la télévision. Elle l'est directement à travers l'audience considérable dont elle bénéficie, elle l'est aussi par les comportements qu'elle induit dans la politique, l'économie, les loisirs. Son audience est considérable parce qu'elle n'exige pas d'autre effort que de s'asseoir devant son poste, puis de regarder, d'écouter. Jamais dans l'histoire il n'avait existé un moyen d'information ou de culture qui s'offre aussi facilement à sa consommation. Cette facilité est évidemment significative dans la mesure où elle a surgi à contre-courant de la loi morale élémentaire assurant que rien ne saurait s'obtenir sans effort. Désormais, à toute heure et sans le moindre effort, le téléspectateur obtient des nouvelles, des distractions, des documentaires. Il n'a besoin pour cela que de se mettre dans une situation passive et de se laisser pénétrer par ce qu'il voit. Tout lui est donné sous la forme d'images parlantes qui défilent autant dans son espace mental que devant ses yeux pour la raison qu'espace visuel et espace mental sont en liaison constante. On peut déjà en inférer très raisonnablement que cette « liaison » ne saurait être neutre et que la pénétration du défilé, jour après jour, à travers les yeux entraîne une paresse à former soi-même des représentations mentales personnelles, donc du sens.

Les images télévisuelles sont par ailleurs le plus souvent des images stéréotypées, et cela dans tous les domaines. Elles invitent par conséquent à se former un système de représentation à leur ressemblance. D'où un épuisement de l'originalité au profit d'une espèce d'imaginaire consensuel composé chez tous des mêmes éléments formatés par la vision des mêmes émissions. Il était de bon ton de trouver excessive ce genre d'analyse mais le directeur de TF1 les a récemment fait paraître modérées en assurant (j'y reviendrai) que son rôle était de « fabriquer des cerveaux disponibles » et donc principalement ouverts aux séductions de la publicité.

Mieux vaut savoir que la privation de sens est cyniquement planifiée : cela évite d'avoir à le démontrer et permet de s'interroger sur une perte qui, au-delà du sens, concerne la vitalité. Il paraît assez normal que le fonctionnement de la pensée soit compromis par un défilé d'images insignifiantes qui se substitue à son mouvement naturel, mais l'effet débilitant de cette substitution va beaucoup plus loin. Est-ce parce que le temps passé à faire quelque chose implique l'engagement d'une parcelle égale de notre vie ? Est-ce parce que, par voie de

conséquence, la parcelle de vie dépensée à se laisser occuper par l'insignifiance est au bout du compte une dépense mortelle? Le sentiment va ici grandissant qu'on ne touche pas à l'espace mental sans toucher au corps. Et que le corps dans cette affaire est gravement atteint.

Sans doute n'aurait-on parlé autrefois que de « temps perdu » à propos du temps passé devant l'écran de la télévision, mais, quand le temps perdu devient une habitude quotidienne, il change évidemment de nature. Les Français, dit la statistique, passeraient en moyenne quatre heures par jour devant leur téléviseur, c'est-à-dire un bon quart de leur vie éveillée. Faire une telle part à l'insignifiance ne peut aller sans dommages pour le sens puisque l'activité mentale dont il dépend est remplacée par une succession d'images, qui est une cure d'irréalité et de conformisme. Cette irréalité est envahissante parce qu'elle ne se cantonne pas au spectacle regardé dans l'intimité: elle modèle peu à peu tout l'environnement car il doit ressembler aux images s'il veut convaincre (quand il s'agit du monde politique), s'il veut plaire (quand il s'agit des produits et des objets), s'il veut séduire (quand il s'agit des relations). Tout cela agit par contamination parce que l'invitation qu'adressent les images relève de la seule fascination et non de la réflexion. Ce processus correspond à celui de la consommation, où l'emballage compte bien plus que le contenu, ce dernier pouvant demeurer identique et susciter un désir nouveau pourvu qu'il change d'apparence.

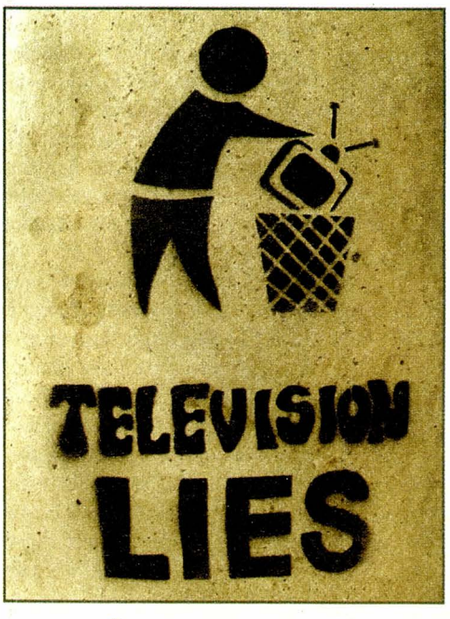
Dans ce jeu des images, l'apparence est la principale marchandise: elle fait acheter du rien, mais elle fait aussi adhérer au rien du spectacle politique ou aimer le rien des postures sentimentales ou érotiques. Le bonheur est une image et l'avenir lui-même en est une autre. La réalité est désormais en trop. Elle s'oublie dans le regard que nous portons sur elle car le regard prélève sur elle une ressemblance qui nous suffit. Le corps est traité pareillement mais de l'intérieur puisque c'est son intérieur qui sert d'abord d'espace au spectacle, en vérité moins d'espace que de canal et même de déversoir. Les images y coulent sans être assimilées. Elles sont indifférentes à qui les reçoit: elles pénètrent et passent. Seul compte leur mouvement, et qu'il soit passant. Leur sens n'est qu'une direction, une progression, qui efface à mesure ce qu'elle fait progresser dans le corps traité comme un simple tuyau de réception et d'évacuation. Et ce tuyau a pour orifice le cerveau: un cerveau rendu en effet disponible par le mouvement et qui ne retient rien, sinon les messages dans lesquels les publicitaires condensent un peu de sens.

Ce sens est bien entendu servile: il ne vise pas plus à éclairer qu'à nourrir la pensée, il a pour seul but de faire consommer ceci ou cela, et il n'est lui-même qu'un produit inséré dans un emballage appelé « spot » ou « flash ». Mais le sens des journaux télévisés ou des émissions politiques n'est pas moins servile que celui de la publicité qui lui sert de modèle. Sauf très rares exceptions, il ne s'agit pas d'informer, seulement de faire consommer une vision consensuelle de l'actualité ou de tel personnage, tel parti, tel événement. Le processus de la consommation guide tous les discours: il est en train de modéler l'éducation et la culture.

Cette situation est désastreuse parce que le consommateur n'est pas considéré comme un citoyen responsable de ses choix, pas même comme un acheteur raisonnable: on tâche uniquement de développer chez lui une servilité qui désarme sa conscience et sa résistance devant un produit ou un individu portant le masque d'une image séduisante. En fait, l'installation de la servilité a commencé quand le spectacle, au lieu de solliciter la participation du spectateur, l'a réduit à la passivité. Un spectateur passif est un tube sans filtre, qui ne réfléchit ni ne digère ce qui le rend capable d'absorber inlassablement. Ce spectateur susceptible d'avaler sans retenue est le prototype du parfait consommateur, celui qui, selon d'ignobles affiches placardées ces jours-ci, obéit au « devoir d'achat ».

Il va de soi qu'on ne peut traiter votre corps comme un simple organe d'absorption tout juste bon à vous gaver d'images sans le mépriser. Ce corps exploité à la fois dans son existence corporelle et dans son existence psychique n'est plus qu'une sorte de trou organique greffé sur vous pour parasiter le vivant et le transformer en consommateur servile de ce qu'on lui fait ingurgiter. Le consommateur est en quelque sorte prostitué ainsi à la consommation... Cette description paraîtra peut-être caricaturale: elle ne fait que simplifier pour mettre devant l'évidence. D'ailleurs, il y a pire encore dans cette situation si l'on s'aperçoit que la privation de sens liée à la consommation passive entraîne un gavage par le vide et installe ce vide (ce néant) dans la collectivité des spectateurs.

L'invention géniale du système médiatique est de nous combler avec de l'apparence, autrement dit de nous occuper avec du rien. Il s'ensuit une étrange réussite si l'on pense qu'au cours de l'histoire toutes les collectivités trouvaient leur sens dans le partage de pensées suffisamment fortes pour que chaque individu s'unisse au corps social (ou mystique) avec le sentiment de s'y accomplir. Le meilleur exemple en est fourni par les religions, qui avaient le souci de fournir à leurs fidèles une vie spirituelle soutenue par des rites satisfaisant leur appétit de sens. Les régimes totalitaires ont imposé des idéologies, qui auraient dû fonctionner à la manière des religions en exaltant le partage d'une pensée commune. Leur crainte que l'exercice de la pensée conduise à la contestation a vite figé l'idéologie dans le stéréotype et l'illusion débilitante. L'étrange réussite de la société médiatique est de produire de la pensée unique en n'offrant



rien à penser. La chose est possible grâce à l'occupation de l'espace mental par un défilé qui mime le mouvement de la pensée. Créer du partage en ne donnant à partager qu'un vide est sans doute l'opération la plus rentable du règne de l'économie. Et qui ne cesse de se perfectionner puisqu'on éradique à présent les nuances au profit des opinions binaires, celles qui n'acceptent que le oui ou le non.

La plus grande constante dans le comportement humain est la tendance à la servilité. De tout temps, une majorité a été opprimée par une minorité, et elle n'a pu l'être que par consentement. Certes, il y a eu des soulèvements, des émeutes, des révoltes et même des révolutions, mais l'oppression toujours a été rétablie. Et généralement par la violence des libérateurs dont le contre-pouvoir reprenait les moyens du pouvoir: institutions, armée, police, tout ce qui symbolisait justement les choses à abattre pour changer l'ordre social. Cependant, devenue médiatique, notre société permet de rêver d'un pouvoir qui, sans rien perdre de sa nature oppressive, déciderait de renoncer à la violence parce qu'elle n'est plus indispensable à la domination. Il n'est plus en effet nécessaire d'opprimer par la force pour soumettre étant donné qu'il suffit d'occuper les yeux pour tenir la tête et, avec elle, le lieu de la contestation éventuelle. Les anciens régimes s'essoufflaient à interdire, censurer, contrôler sans réussir à maîtriser le lieu de la pensée, qui pouvait toujours travailler silencieusement contre eux. Le pouvoir actuel peut occuper ce lieu de la pensée sans jouer de la moindre contrainte: il lui suffit de laisser agir la privation de sens. Et, privé de sens, l'homme glisse tout naturellement dans l'acceptation servile.

Les moyens de résistance sont tributaires du fait que, pour résister, il faut se savoir opprimé ou victime, et qu'il est difficile de développer cette conscience quand on est soi-même l'oppresseur de soi-même. Il n'y a personne d'autre que soi pour servir d'agent à la privation de sens: cette position rend difficile la prise de conscience de l'étendue des dégâts. Tantôt on se plaindra du temps trop longuement passé devant l'écran de télévision, tantôt on se moquera de la niaiserie d'un programme tout en l'ayant supportée, tantôt on se vantera de zapper à bon escient, mais ces réserves vont rarement plus loin et, surtout, n'envisagent pas le véritable problème, c'est-à-dire l'occupation opprimante par le flux des images. Le pire est qu'un bon programme procède à la même occupation de l'espace mental qu'un mauvais...

La société des spectateurs est elle aussi à deux vitesses, et l'on voit bien que la concurrence entre les chaînes et le souci de l'audimat ne jouent pas dans le sens de la qualité. Le seul souci est de séduire le plus largement possible afin qu'un audimat favorable valorise au maximum la minute de publicité. Cet « idéal » exige que le téléspectateur soit traité, non pas en auditeur ou en client comme il semblerait normal, mais en tête à rendre docile aux messages publicitaires ou autres. C'est le but que se propose ouvertement la chaîne la plus populaire, et cela signifie que son public, soit près de la moitié des téléspectateurs français, va être manipulé au gré de ses intérêts, alors qu'il croira se distraire ou s'informer.

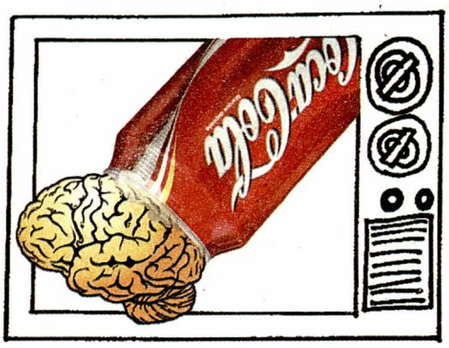
Ce détournement, qui passe par une falsification, sert à constituer une audience pour la vendre aussitôt à des annonceurs. Le public est un troupeau et on en décompte les têtes pour savoir qu'elle en est la quantité afin de la vendre aux maquignons de la publicité. Patrick Le Lay, PDG de TF1, s'est exprimé là-dessus avec un cynisme qui a le mérite de mettre enfin les choses au clair: « Le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de rendre le cerveau disponible: c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible... »

M. Le Lay ne dit pas ce qu'est un « cerveau humain disponible » tant cet état doit lui paraître évidemment acquis et tout aussi évidente la capacité de la télévision à le produire. Cette assurance est une manière implicite de nous rappeler que la télévision est bien le moyen le plus rapide et le plus efficace de vider le cerveau pour qu'il reçoive un « message » comme s'il le pensait. Incidemment, M. Le Lay indique un peu plus loin une raison de cette efficacité: « La télévision, c'est une activité sans mémoire. » Autrement dit, la « disponibilité » ne tire aucune leçon de ce qu'elle enregistre un instant, et elle demeure par conséquent inusable.

L'ironie – mais à l'égard de qui ? – voudrait qu'on rappelât ici qu'au moment de la privatisation de TF1, en 1987, M. Bouygues argua du « mieux-disant culturel » afin de l'emporter sur ses concurrents et de s'approprier la chaîne. Ce « culturel » s'est transformé en art de rendre le cerveau humain disponible, art que jusqu'ici aucun régime totalitaire n'avait su pratiquer avec un tel succès. Cette réussite masque son efficacité derrière un commerce qui semble ne concerner que les produits de consommation, car il ne serait probablement pas productif pour M. Le Lay d'expliquer que sa chaîne a pour « vocation » de rendre notre cerveau disponible – par exemple – aux idées de M. Sarkozy. Il ne faut surtout pas prévenir le troupeau humain de l'acheteur auquel on va le céder si l'on veut pouvoir le livrer en bloc et sans problème.

On aura compris que la disponibilité à laquelle œuvre M. Le Lay avec un pragmatisme admiré par tous les « entrepreneurs » n'est qu'un avatar de la vieille servilité. La société de consommation a besoin de cette servilité pour nous faire croire que nos choix ne sont dus qu'à une information libre, objective et désintéressée.

B. N.



# Koko Taylor

# Reine ou impératrice du blues?

## Quand Koko a-t-elle décidé d'être une chanteuse de blues?

**Est-ce par défi** lorsque pour la gronder quand elle n'était pas sage, on la menaçait de la venue du loup hurlant[1] ou pendant les chants de gospel du dimanche matin où elle rêvait de rencontrer le diable? Nul ne le saura peut-être vraiment. Née à Memphis en 1935, arrivée à Chicago vers la fin des années 1950, elle a côtoyé Muddy Waters, Elmore James et… Howlin Wolf. Toujours est-il que pour les enregistrements, cela a commencé (sans qu'elle le sache) à New York chez Victoria Spivey. Elle y a chanté trois titres (*I'm looking for a man, What kind of man is this* et *Which-a-way to go*) accompagnée à la slide par Homesick James, à la guitare par Evans Spencer et Willie Dixon tapant la mesure avec un tambourin.

C'est sorti à l'époque (Début des années 1960) dans des disques «pots pourris» où toute la fine fleur du blues passant par la grosse pomme enregistrait un titre ou plus à la santé de Victoria.[2]

Après Willie Dixon l'a prise sous sa houlette, la faisant enregistrer avec le nec plus ultra du Chicago blues: Buddy Guy, Matt Murphy, Johnny Shines aux guitares, Albert «Sunnyland Slim» Luandrew, Lafayette Leake au piano, pour n'en citer que quelques-uns!

Tout ça pour les disques Chess qui cherchaient une figure de proue pour le blues féminin. Memphis Minnie était retournée dans sa ville natale et bientôt dans un hospice, Big Mama Thorton tournait surtout dans le Sud et le blues ne suscitait plus un grand enthousiasme dans le public noir. Alors malgré quelques succès dans les hit-parades, Leonard and Co ont essayé de la propulser vers d'autres genres avec des chansons comme par exemple *Insane Asylum* avec Willie Dixon au vocal ou *Fire*, mais sans véritable succès. Une tournée en Europe avec l'American folk blues festival en 1967, en compagnie de Hound Dog Taylor, Little Walter, Bukka White, Skip James, Son House… Une présence remarquée au festival de jazz de Montreux avec TBone Walker et Muddy Waters pour ce côté-ci de l'Atlantique. Sans oublier un superbe disque enregistré en France en 1973 à Toulouse (rocorico!).

Tout cela signifiat une reconnaissance la «mafia» du blues européen, mais pas de vraie reconnaissance plus large comme par exemple pour BB King. Ce dernier, encore confiné aux premières parties des concerts d'artistes blancs dans les années 1960, a su être reconnu par le grand public.[3] Peut-être la guitare et le fait d'être un homme.

Après, le véritable envol a été la rencontre, en 1975, avec les disques Alligator et son fondateur Bruce Iglauer. Là où les disques Chess et même Willie Dixon la cantonnait, non pas dans un rôle traditionnel, mais plutôt dans la tradition, la marque de disques à l'image du saurien saura, avec les mêmes ingrédients[4] faire du bon et plus percutant. Koko reprendra des titres anciens comme *Wang Dang Doodle* et

féminisera des titres de blues machistes (sic). *I'm a Man* (devenu *I'm a Woman*, (elle y déclare même « I could make love to a crocodile", tout un programme ou imagerie?) et *I'm a King Bee* (Le titre fétiche de Slim Harpo) deviendra *Queen Bee*. (Du bourdon à la «reine abeille»)

Qui eut l'idée de revisiter ces chansons machistes en diable? Plus de vingt ans après, on n'en sait pas beaucoup plus. Le directeur des disques Alligator, Bruce Iglauer a été sûrement un élément déterminent mais Koko Taylor suivait-elle simplement les conseils de son mentor ou avait-elle tout suggéré au maître chicagoan du hard blues? On aimerait que les intervieweurs blues s'emparent des problèmes actuels au lieu de se contenter trop souvent de faire réciter leur enfance aux artistes de blues.[5] Ah ça mais alors!

Sinon question productions, les enregistrements Chess (The Chess Years) ont été réédités en CD, le "french" Black and Blue aussi, à ma connaissance. Et bien sûr tout le catalogue Alligator, où s'installe peut-être, avec les ans une certaine routine. Sur DVD on peut la voir dans le volume 3 de The american folk blues festival 1962-1969 (*Wang Dang Doodle* avec Little Walter à l'harmonica) et dans *Godfathers and Sons*, un film de Marc Levin (2003). Ce dernier DVD, sixième volume de la collection The Blues, produite sous la houlette de Martin Scorcese, la montre sur scène à Chicago et conversant avec Marshall Chess, fils de Leonard Chess. En attendant de la voir sur le Vieux Continent et de lui poser les bonnes questions!

**Thierry Porré**
*Blues en Liberté*

---

1. Il s'agit, bien sûr, de Howling Wolf venu du Mississippi à Chicago via Memphis où il avait été DJ. Pour une petite fille, les vociférations bluesy de Chester Burnett (véritable nom du loup) pouvaient être prise au premier degré!

2. Victoria Spivey avait enregistré abondamment dans les années 30 jusqu'à sa mort il y a une dizaine d'années. Dans les disques Spivey, il y avait des enregistrements du Muddy Waters blues band (où elle chantait en duo avec Otis Spann), de Big Joe Williams, de jazz et des « Encore! for the Chicago blues » et aussi des musiciens comme Memphis Slim, JB Lenoir, John Hammond ou un Bob Dylan jeune accompagnant à l'harmonica Big Joe Williams.

3. En 1966 avec *Wang Dang Doodle*, Koko Taylor a eu un succès classé dans les hit parades. Dans les années 1980 elle reçut quatre W. C. Handy Award (pas des disques d'or, mais quand même), et en 1984 le Grammy Award du meilleur album de blues de l'année, reçut les clefs de la ville de Jackson.

4. Sammy Lawhorn du Muddy Waters blues band à la guitare, Pinetops Perkins (qui y avait remplacé Otis Spann) au piano, James Cotton à l'harmonica et d'autres moins connus. Donc pas de psychédélique, mais de nouveaux arrangements musicaux avec la crème du Chicago blues.

5. Que Big Mama Thornton ait été lesbienne était un secret de polichinelle dans le monde du blues. Rien dans son œuvre musicale ne le laisse supposer., Il est bien sûr trop tard pour lui demander comment elle vivait ça. La génération du Fower Power ne l'a pas fait non plus. Pour Koko, il y a internet.

# Sara Berenguer

# Una Mujer Libre

**À la lecture des témoignages des Mujeres Libres, il est à se demander si les groupes féminins ont toujours dérangé les structures politiques et, notamment, celles contrôlées par des hommes. Les choses ont-elles changé aujourd'hui, y compris dans le mouvement anarchiste ? Est-il possible de passer à la trappe le travail et la lutte des femmes libertaires, entre autres, pendant la révolution espagnole de 1936 ? Très en avance sur leur temps, les Mujeres libres ont remis en question les mécanismes éducatifs qui légitiment les rapports de force. D'abord, militantes au sein d'organisations libertaires – CNT-FAI [1] – aux côtés de leurs compagnons, elles finissent par former leur propre mouvement : les Mujeres Libres [2]. Sara Berenguer est l'une d'entre elles.**

Karine Pelgrims et Patrick Schindler

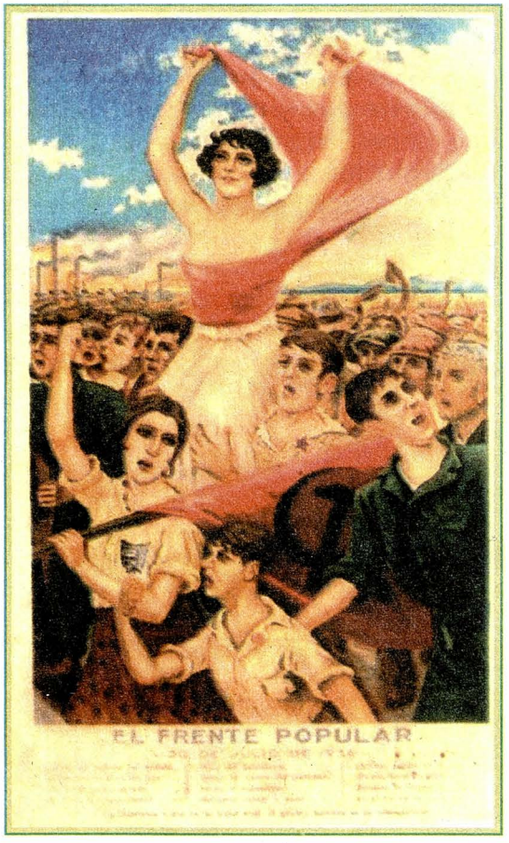
SARA BERENGUER, fille d'ouvriers, est née le 1er janvier 1919, à Barcelone, dans un quartier prolétaire. Dès l'âge de 13 ans, on la retrouve derrière un étal de boucher sur le marché, où elle imprime les « premières images de la vie » et de la condition féminine dans la société. Elle y apprend le machisme. Aussi, engagée dans un atelier de dentellières, elle devient vite la porte-parole de ses compagnes. La patronne essaye de l'acheter en augmentant son salaire, mais Sara préfère rester solidaire de ses compagnes. Elle décide alors de travailler à son compte, mais son associé lui fait des propositions plus que douteuses, chose courante à l'époque vis-à-vis des femmes de condition difficile : il lui propose « une vie plus facile ». Sara abandonne alors la confection. Elle a 17 ans.

En 36, la révolution arrive, c'est un coup de fouet ! Ce jour-là, elle allait prendre le bus pour se rendre à la plage quand elle est refoulée par des militants en armes qui lui expliquent : « c'est la révolution » ! Elle a à peine le temps de comprendre de quoi il s'agit que des bruits courent dans la foule : « On va relâcher des prisonniers de l'État catalan, dont beaucoup de libertaires. » Tout près, on dresse une barricade, Sara entend des coups de feu. Son père, militant anarchosyndicaliste lutte pour la libération de Barcelone, elle décide de le suivre et s'engage sans réfléchir, dans cette spontanéité de masse. Elle sera d'abord dactylo pour le Comité révolutionnaire, une arme lui sera confiée et plus tard, elle remplacera même le compagnon qui distribue les armes, tandis qu'on lui confie également la charge du secrétariat du Comité. Sara, seule femme au milieu de tous ces hommes.

Son engagement devient à risque : elle donne à présent des cours aux enfants qui déambulent dans les rues, où elle rencontre Jesus, qui deviendra le compagnon de sa vie. Les événements s'affolent : après la mort de Durruti [3], les communistes attaquent eux aussi la Révolution : il faut militariser les miliciens. Les anarchistes résistent. Après l'assassinat de Camilo Berneri, le comité disparaît, mais Sara rejoint les réunions des Mujeres Libres, tandis que durant la journée, elle continue à militer au sein d'une section de SIA [4]. Cependant, au début de l'année 1938, il ne reste à Barcelone que les femmes, les enfants et les hommes âgés. Sara continue ses activités jusqu'à l'entrée des fascistes dans la ville, refusant de croire à la défaite. De nombreuses affiches appellent les femmes à ne pas baisser les bras :

« Si vous n'empoignez pas le fusil, luttez contre l'analphabétisme ! »

Les Mujeres Libres ne ménagent pas leurs efforts, elles continuent à éditer des brochures, tandis que les pendules se sont arrêtées le 19 juillet. Il n'y a plus d'heures, plus de journées, plus de fêtes : seulement la rage de vaincre. C'est une époque durant laquelle Sara n'est pas encore persuadée que la lutte des femmes est spécifique. Mais, lorsqu'elle sera témoin du mépris de certains compagnons pour les préoccupations féminines, elle s'y investira davantage. Dans les locaux de Mujeres Libres, elle s'instruit, apprend des rudiments sanitaires. De leur côté, les hommes libertaires accusent les femmes de diviser le mouvement. Pour certains d'entre eux, une femme libre se limite à une femme sexuellement libre : libre de dire oui !... Les femmes, elles, revendiquent justement le contraire : la possibilité de choisir et éventuellement de dire non !




Lorsque l'aviation fasciste commence à bombarder sans relâche les usines d'armement, les femmes qui les font tourner se laissent aller au désespoir. Les très jeunes Mujeres Libres les encouragent à lutter encore pour leur liberté. Jusqu'au bout, on verra ces adolescentes matures faire preuve d'un courage et d'une endurance hors du commun. Sara en est, même si les anarchistes perdent pied à Barcelone. Au mois de janvier 1939, tout le monde devine que la fin du beau rêve est arrivée. La rue sent la chair brûlée. Pendant une journée entière, les fugitifs massés par milliers attendent que la frontière s'ouvre, tandis qu'en France, le gouvernement Daladier hésite. Ce jour-là, sonne la fin de l'épopée libertaire espagnole de Sara. Elle voit passer un grand nombre de militants, qui signent un reçu en échange de quelques francs pour se déplacer en France, où ils seront reçus par des amis ou de la famille. Enfin, ceux qui auront cette chance : ils éviteront ainsi les camps de concentration, où les autres sont entassés comme du bétail.

Sara réussit à passer la frontière et évite le camp de concentration, ainsi que 500 000 Espagnols qui traversent, comme ils peuvent, les Pyrénées. Les uns après les autres, les pays « démocratiques » les ont trahis. Le gouvernement français les accueille avec méfiance : le dernier arrivé est toujours un objet de haine ! L'Action française, favorable à l'Espagne nationaliste, s'en donne à cœur joie : de nombreux articles attisent la xénophobie. Des femmes seules, ou accompagnées d'enfants sont reconduites à la frontière, où la prison fasciste les attend. Sous le gouvernement de Vichy, des milliers d'Espagnols sont faits prisonniers par les nazis. Les récalcitrants, suspectés de résistance, sont internés au camp de Mauthausen. Sur 13 000, peu d'entre eux reviendront. En 1955, l'Espagne de Franco est admise aux Nations Unies ! À nouveau trahis, les Républicains devront, jusqu'à la mort du caudillo en 1975, rester des exilés, tandis que le pays reste gouverné par la junte cléricalo-fasciste. Les libertaires exilés, qui ont survécu, ont peu à peu trouvé une place en France, comme réfugiés politiques ; protégés par les accords de Genève, ils ont acquis la nationalité française. Aujourd'hui, Sara vit toujours dans le sud de la France. **K. P. et P. S.**

---

1. CNT : Confédération nationale du travail ; FAI : Fédération anarchiste ibérique.

2. *Mujeres Libres* est d'abord une revue fondée en mai 1936 par trois femmes, Mercedes Comaposada, Amparo Poch et Lucia Sanchez Saornil. Toutes les trois et d'autres impulsèrent par la suite le mouvement.

3. Durruti (Buenaventura), 1896-1936, anarchiste espagnol. Partisan d'un communisme libertaire, il joua un rôle important dans la lutte des républicains contre le coup d'état de Franco. Il dirigea une formation paramilitaire, la colonne Durruti, avec laquelle il effectua de nombreux coups de main. Il fut tué pendant la défense de Madrid.

4. Solidarité internationale antifasciste.

# Entretien avec Sara Berenger

**par Karine Pelgrims et Patrick Schindler, le 20 mai 2006.**

**Sara décroche**, sa voix est dynamique, on lui devine des yeux pétillants.

– Bonjour Sara, on aimerait vous rendre un petit hommage et savoir où vous en êtes, vous et les autres Mujeres libres réfugiées en France, après toutes ces années de lutte ? »

**S. B.** – Si vous avez un hommage à rendre, c'est aux Mujeres Libres qu'il faut le faire, pas à moi ! Ce que nous faisons ? Nous sommes assez âgées, vous savez, j'ai déjà 82 ans, nous nous efforçons à participer à ce que nous pouvons. Pour ma part, je continue d'écrire sur les femmes qui ont souffert des conséquences de l'emprisonnement de leurs compagnons. Voilà. Elles ont une très grande valeur, même si la plupart d'entre elles n'ont pas pris les armes, ni participé aux comités. Après la guerre, elles ont aidé leurs copains, quand ils étaient en prison à s'en échapper, à passer à travers la montagne gelée, pour revenir en France, enfin ceux qui ont pu s'échapper. J'écris justement, en ce moment, sur les femmes qui ont souffert dans les camps de concentration, mais aussi, sur celles qui n'ont pas eu la chance de passer la montagne : restées emprisonnées en Espagne, contre leur gré ! C'est douloureux de faire revivre cette mémoire, mais je le fais de bon cœur, parce que c'est très important de revendiquer leur volonté d'aider le mouvement et les autres à s'en sortir, voilà. Jusqu'en 1975, nous avons édité le bulletin des *Mujeres Libres* et, après, nous avons continué à nous réunir pour essayer, entre autre, de faire quelque chose pour la mémoire de ces femmes.

– Êtes-vous toujours en contact avec la CNT ?

**S. B.** – Avec la CNT, non ; nous sommes un groupe de dissidentes. En 1965, il y a eu un congrès à Montpellier, avec beaucoup de discussions et des désaccords sur beaucoup de questions. On a décidé, alors, de constituer un groupe en 1967 et d'éditer le *Frente Libertario*. Au moment de la scission, notre groupe était pratiquement aussi important que celui de la CNT qui était resté. Notre groupe se réunissait une fois par an, puis, nous avons noué des contacts avec de jeunes Espagnoles intéressées par notre combat. À présents, elles nous invitent à participer à des débats, elles organisent des expositions pour faire vivre et renouveler la mémoire de la révolution espagnole de 1936 à 1939.

– Les Mujeres Libres se sont formées en 1938 ? Quel rapport avec le mouvement anarchiste ?

**S. B.** – En tant que mouvement, non : c'est en 1936. Avant, c'était un groupe de 3 ou 4 femmes, qui faisaient de la propagande pour défendre les femmes.

On ne peut pas dire que c'est grâce aux anarchistes qu'il s'est créé, mais bien uniquement par la force des femmes anarchistes qui militaient également à la Confederación, mais surtout grâce à leurs idées, enfin à leur manière d'être. Celles qui militaient avant étaient plus émancipées que celles qui restaient en retrait du mouvement. Aussi, les Mujeres ont décidé que ces femmes ne devaient pas « rester à côté, mais être au même rang que les hommes anarchistes.

– Sans les anarchistes, le mouvement aurait-il existé ?

S. B. – Je crois oui, les Mujeres avaient commencé à produire un bulletin, à s'exprimer dans les syndicats, créant des contacts avec d'autres femmes. Mais, lorsque nous sommes arrivées en France, pendant des années et des années, nous sommes restées dans l'oubli, pas vraiment dans l'oubli, mais très, très éparpillées. Certaines sont parties aux Amériques, en Angleterre, en Belgique. En France, nous étions déjà dans le mouvement libertaire, mais en tant que clandestines. En fait, c'est une amie réfugiée en Angleterre qui nous a à nouveau réunies et convaincues d'éditer le bulletin jusqu'après la mort de Franco, ici, à la maison. Ensuite, les jeunes, en Espagne se sont débrouillées pour reconstituer le mouvement des Mujeres Libres. Aujourd'hui, il y a un secrétariat à Valence, à Madrid, en Andalousie qui s'appelle toujours Mujeres Libres.

– En France, d'autres mouvements vous ont-ils soutenues ?

S. B. – Que je sache, non. Il y a à Radio libertaire une émission qui s'appelle Femmes libres, mais en tant qu'organisation, non. Nous gardons le contact entre nous, mais nous ne sommes plus nombreuses, ici, à Paris, à Marseille et ailleurs, c'est que les années nous ont doucement anéanties. Et puis, le monde a changé, des progrès ont été enregistrés sur l'émancipation des femmes, même s'il y a encore beaucoup à faire. Au fond, c'est toujours la même chose : il faudra toujours lutter pour maintenir cette indépendance, pour se faire respecter, non pas pour être plus, non pas pour être moins, mais, tout simplement, pour être à côté de l'autre et lutter pour la liberté quelques soient les sexes. »

# Poèmes de Sara Berenguer-Guillen

## Liberté

Le cri de Liberté
A fendu les nuages
Et nous tournons nos regards
Vers les autres rivages, restés jusqu'à ce jour,
À nos yeux, emmurés.

Les peuples sont meurtris,
Enfouies les libertés
Pour les braves ouvriers,
Et seules en liberté
Coulent les rivières,
En suivant leur cours d'eau
Sans être muselées.

Et les pays lointains
Parlent aux oiseaux,
Car ces ethnies blessées
Ont aussi droit au rêve.

Oiseaux, vous qui volez !
Et que l'air, librement
Laisse battre vos ailes,
Qui planez à l'instant
En toute liberté ;

Dites-nous à quel moment
Finiront les guerres,
Et de notre labour
Nous aurons le froment,
Pour tuer la misère
Et parler librement.

Parlez-nous de l'amour,
Parlez-nous de l'espoir.
Vous qui êtes si haut,
Où il n'y a point de frontières...
Chantez ! Chantez la liberté
Et nous romprons les chaînes
Pour aller la chercher !

## Le temps

Qui es-tu Temps ?
Tu es le souci des hommes
Et l'ami du vent.
Tu ne comptes pas les heures,
Tu es ni après
Ni avant ;

Tu es le temps
Qui est toujours présent.
Parmi les hommes,
Les étoiles, les arbres,
Le souffle du vent,
Parmi les embruns de la mer,
Où coulent les larmes ;

Tu es le seigneur de l'Univers.
Tu es l'ami de la lune
Qui nous fixe de son œil,
Tu patines sur les dunes
Et sous le soleil vermeil.
Qui est plus libre que toi ?

Toi, rien que toi.
Toi, tu es toujours là
Et si pour nous le temps passe,
Toi, tu es l'éternité
Tu es le guide d'un envol
De colombes en liberté
Qui te suivent dans l'espace.
Tu es le Temps...
Sur qui il faut toujours compter.

## Les ronces de la vie

À ma chère Hortensia

La vie ne se vit qu'une seule fois.
Accrochons-nous. Même aux ronces.
Aux sources de cristaux
Avec des sels pétris.
Tout sauf aller au trépas.

Même si, parfois, cela est douloureux
Notre existence qui surgit de la nuit des temps
Source de vapeurs et de fécondité,
Laissons-la nous emporter un peu
Sur des légers nuages vaporeux.

Elle est égale aux vagues de la mer
Aux vagues de l'amour
Lumière de mille couleurs
Vibrations intenses
Encore que parfois...
Elle a quelques goûts amers,
Qui nous laissent glacés
Dans de luttes internes :

Mais encore il faut lutter,
Alors l'amour devient transparent
Comme goutte d'eau sur l'herbe fraîche
Qui par des lumières mirifiques
Égale l'étincelle du diamant.
Tout est illusion. Fantaisie.
Ce qui était hier,
Aujourd'hui s'est enfui.
Mais, notre présence est là
Et la vie s'achemine. Suit...

## La pensée

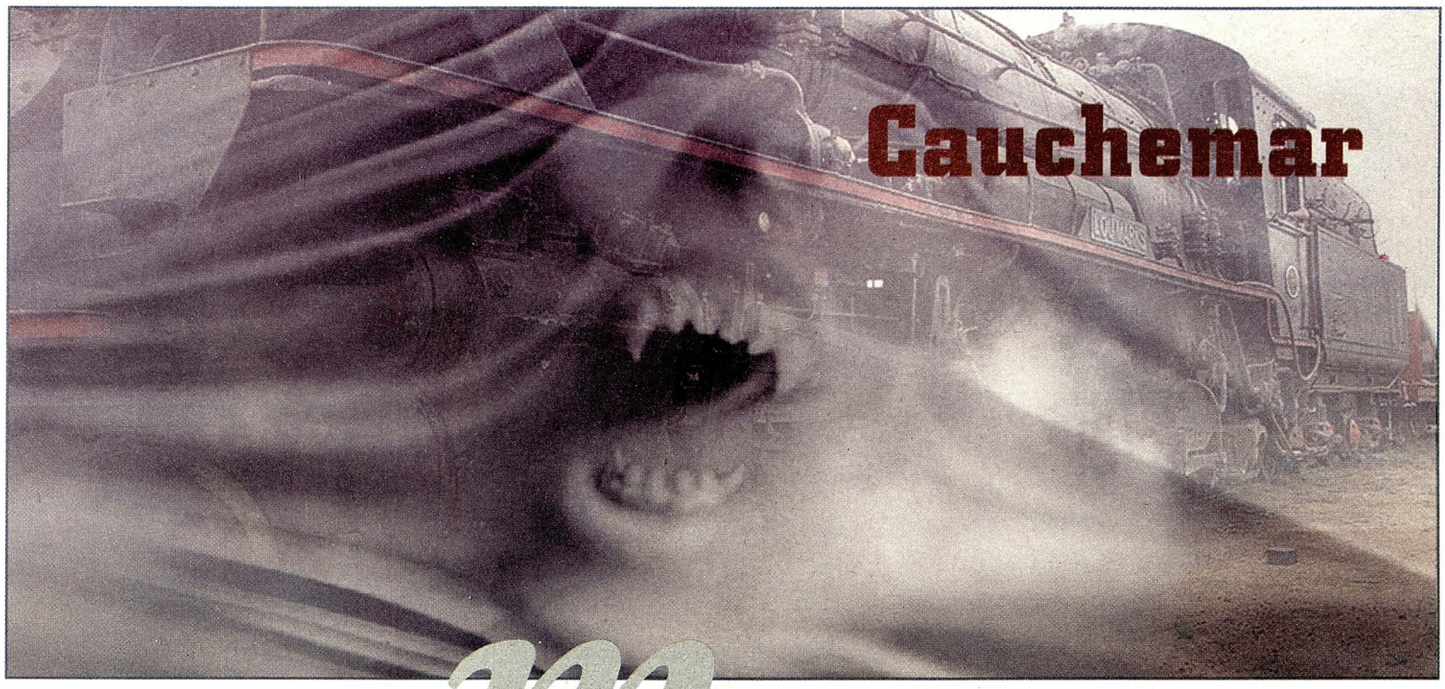
La pensée est le vrai
Mystère de la vie.
Car elle voit
Avec les yeux fermés,
Et elle pense
Au moment de rêver.

La pensée !
Cette chose
Intangible,
Cette merveille
Sublime,
Nous enveloppe
De bonheur
Quand elle est
La conseillère
De notre âme,
Celle qui nous
Souffle l'amour
Et donne la flamme.
La pensée
Est une divinité
A qui personne
Rend l'hommage mérité.

Voyageuse des ondes,
Elle transmet
Les sensations
Les plus profondes.

Vieille comme
Le monde,
Elle projette
Pour l'avenir,
Nos sentiments
Et nos désirs :

Parmi l'Amour et l'Amitié
Elle doit être
Le trait d'union
Entre Nature et Progrès.



# Cauchemar

Thierry Périssé

« MÉCANICIEN, REFOULE. » Par radio, je réceptionne l'ordre :

« OK, bien reçu. »

La loc propulse en avant les sept wagons. Il pleut si fort que je vois à peine la route devant moi.

« Mécanicien, tu t'arrêtes.

– Bien reçu. »

J'actionne la poignée du bloc frein, et le convoi s'immobilise. Sur le pare-brise, l'eau forme des coulées que l'essuie-glace a du mal à balayer. J'aperçois vaguement le portail de l'usine. À la radio, les agents de manœuvre parlent entre eux, indiquent leurs positions. Je me décale vers la gauche pour avoir une vue sur la route. Le plus jeune, celui qui a une bonne tête et qui fait rire les autres, se met en place avec le drapeau rouge. Je me recale sur mon siège et imagine sur la route le deuxième gars, avec lui aussi son drapeau rouge.

« Mécanicien, c'est bon, tu y vas, tu refoules.

– OK, bien reçu. »

Je déplace lentement vers l'avant le manipulateur de traction, et le convoi repart. Je tire sur la corde, la sirène retentit.

À ce moment, la voiture déboule sur le rond-point. Dans le virage, les pneus hurlent sur le bitume mouillé puis le conducteur accélère. Alerté par le bruit, l'agent se retourne. La panique se lit sur son visage. La voiture fonce sur lui. Il saute sur le côté et l'évite de justesse. Les premiers wagons franchissent la route. Gros plan sur le conducteur. Visage noir, lèvres en mouvement. Autoradio à fond. Il tape des mains pour marquer le rythme de la musique. À quoi pense-t-il quand il voit les wagons à trois ou quatre mètres devant lui ? On dit que sa vie défile alors en un instant. Est-ce ça qu'il voit ? Ou alors a-t-il tout juste le temps d'avoir peur, peur de mourir ? D'un coup, j'entends un bruit sourd et un hurlement dans la radio :

« Arrête tout ! »

Je freine d'urgence et sens mon cœur se serrer. La voiture percute le wagon, s'écrabouille sur l'acier. Il n'y a plus d'avant. La tête du Noir éclate contre le volant. Le sang coule par les commissures de ses lèvres, et ses yeux subitement me fixent.

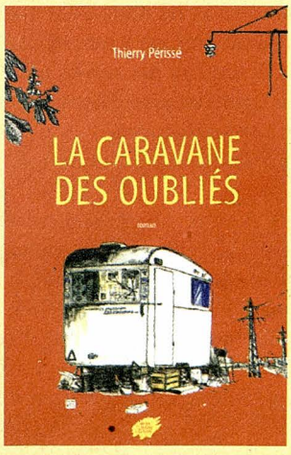
Juan se réveille, le visage ensanglanté du Noir encore en tête. Autour de lui, tout est flou. Lentement, il s'accoutume à la pénombre, sent contre lui le corps de Suzanne endormie. Tout en revoyant les images de l'accident, il tombe sur les chiffres rouge fluo du réveil, 4 h 12, et se dit qu'il aura encore du mal à se rendormir. À quoi bon essayer. Mieux vaut se lever. Il enfile ses sandales en se frottant les yeux, sort de la chambre et file aux toilettes. Du couloir, il jette un œil dans la première chambre, son fils dort, puis dans la seconde. La couette a glissé en partie sur le sol. Il entre, la saisit et recouvre le corps recroquevillé de sa fille. Entre les deux chambres une porte. Sans hésitation, tel un automate, il l'ouvre, descend l'escalier étroit en se tenant aux pans du mur. Entre la huitième et la neuvième marche, son corps se ratatine pour ne pas cogner sa tête contre le mur. Il allume la lumière du garage, pénètre dans la réserve et se baisse pour attraper une bière.

Dans le salon, il heurte la panière remplie de linge. Lampe et télé allumées, il se vautre dans le canapé et pose ses pieds sur la table basse.

« Encore de la chasse, cette fois ? » se demande-t-il.

Bingo. Pas terrible, mais bon, ça sera mieux que les clips merdiques de M6. Combien ils sont ? deux, ouais, deux. Lui c'est le jeune, avec la grosse moustache et le fusil. L'autre ? Bien plus vieux, peut-être son père. Des chiens, cinq, six, des épagneuls et des setter. Cette forêt, avec des pins, où ça peut être ? Je comprends rien à ce qu'ils disent. On dirait du patois. Ouah, un lièvre. Bien joué le cameraman, plein champ. Trois, quatre coups de feu. Pas mécontent le jeune. Ç'aurait été mieux en un ou deux coups, mais bon. Et la récompense des chiens maintenant, le lièvre à renifler.

Après une heure de documentaire sur la chasse dans les Landes, Juan se lève, des frissons sur les bras, jette la canette vide dans la poubelle et retourne se coucher.




Thierry Périssé vient de publier son premier roman, *La Caravane des oubliés*, à l'Atelier de création libertaire. Une histoire d'hommes et de femmes rencontrés en Picardie, une chronique de la pauvreté et du vagabondage contemporain. 12 euros. 168 pages. En vente à Publico.

« Allez Cyndie, dépêche-toi. On va être en retard à l'école. Pose cette poupée. Bon, on y va. À tout à l'heure. Juan ! Fais attention à Nico. »

Juan ferme la porte, et Nico se met à brailler.

À son retour, Suzanne lui fait :

« T'as une sale tête. T'as mal dormi ?

– Ouais.

– T'as encore fait ce cauchemar ?

– Ouais.

– Pourquoi tu te tortures comme ça ? Tu y es pour rien. Le type roulait comme un fou. Ça fait trois mois maintenant. Il faut que tu réagisses. »

Le petit se précipite dans la cuisine et monte sur une chaise.

« Qu'est-ce tu veux Nico ? T'as encore faim ? Tiens. »

Suzanne lui donne un morceau de pain recouvert de confiture de fraise que Nico enfourne entièrement dans sa bouche.

« Christiane et Henri nous invitent vendredi soir. J'ai dit que c'était bon, j'ai vu sur le calendrier que tu travailles pas.

– Pouh ! j'ai pas envie d'y aller.

– Mais si, ça te changera les idées. Et puis ça fait longtemps que les gamins ont pas vu leurs cousins.

– Bon, si tu veux. »

Juan se lève, fait le tour de la table, s'empare de la cafetière et se verse à nouveau un café.

« Tu voulais faire des courses ce matin ?

– Oui, je vais aller à Carrefour.

– Tu peux y aller demain ? Je vais faire la vidange de la voiture.

– Attends... demain ? Oui ça ira. »

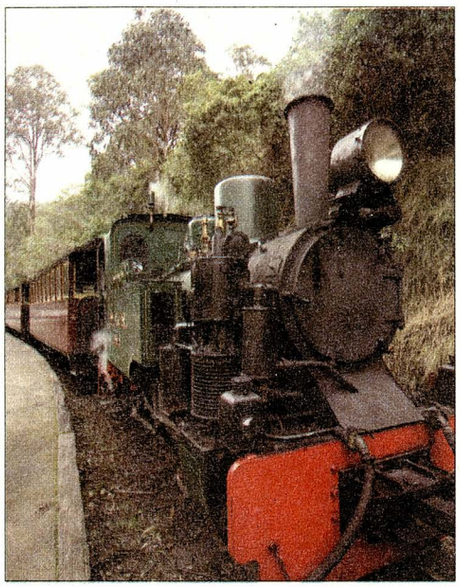
Sous le capot de la voiture, Juan desserre d'une main le bouchon de vidange, de l'autre il rapproche la vieille bassine encrassée. Le liquide noir et visqueux coule dans le récipient. Il s'écarte, se relève et s'essuie les mains avec un chiffon sale. Puis il passe en revue les pneus et les plaquettes de freins. Enfin, il s'empare de l'aspirateur et nettoie l'intérieur de la voiture en tordant son corps dans tous les sens. Soudain, une douleur déchire son dos. Il pose un instant l'engin et s'assoit sur le siège avant. Devant lui, un nuage blanc cache le soleil déjà chaud pour un mois de mai. Des gouttes de sueur perlent sur son front. Il les essuie du revers de la main et réussit à attraper sa canette posée à l'ombre sur le muret de la descente du garage. Il boit rapidement deux gorgées de bière plus très fraîche, cale son dos contre le siège et laisse les images surgir.

« Tiens, voilà la loc. Oh merde, elle va au dépôt. J'ai fait tout le chemin à pied pour rien. Et les cinq wagons de ferraille qui sont là.

– Eh les gars, c'est quoi le numéro de la feuille ?

– Attends, Tiens, c'est indiqué là, répond l'un des deux agents du triage.

– Allo Richard, c'est Juan. Je viens de voir passer une loc... c'était celle-là. Bon, je reviens. »



En raccrochant le combiné, il fait :

« Merde, ça va faire une demi-heure de retard.

– Quel bordel, fait le gars appuyé contre le mur du poste. Il paraît que le fret, c'est leur priorité. Tu parles. Regarde les dix wagons de bagnoles, le client les attend depuis hier.

– Je retourne au dépôt. Salut les gars. À la prochaine.

– T'es dingue. T'as vu le temps. Reste ici. Ils avaient qu'à pas oublier.

– C'est l'aiguilleur qu'a tout loupé. Si j'attends, ça sera encore plus long. Bon, j'y vais. »

Des trombes d'eau. On voit pas à plus de vingt mètres. Et ces voies à traverser. Des flaques d'eau partout. Ça rentre même dans mes pompes. J'entends rien, et le feu rouge du passe-pied qu'est éteint. Je traverse quand même. Ah ! voilà le foyer, l'atelier et la loc. Maintenant, les vérifications d'usage. Le carnet de bord, OK. Lancement du moteur, c'est parti. Quel boucan ces vieilles locs. Les réservoirs principaux se remplissent. Bon, les fusibles OK, commutateurs OK, interrupteurs OK. Les portes, ça y est. La radio, quel canal déjà ? Voyons sur la fiche-train. Ah oui, canal 5, OK. Les freins maintenant. Il pleut toujours des cordes. Faut que j'y aille pour vérifier. Un coup de purge, c'est bon. Les sabots ? Oh je vois rien. Bon, ça a l'air d'aller. Vite, à l'intérieur.

C'est parti. J'appelle le poste. Direction le triage. Je vois pas grand-chose. Tiens, le poste 2. C'est lui là-haut qu'a oublié. Quel enfoiré ! Oh la, faut que je me calme. On fait tous des conneries, lui, moi, les autres. C'est la faute à personne. Alors, pourquoi j'y pense tout le temps ?

Juan arrive au dépôt, gare la voiture sur le parking et sort. Le bitume brille sous les coups du soleil. Il entre dans le bâtiment et tourne aussitôt vers la grande salle. Son sac posé sur une chaise, il serre quelques mains. Dans son casier, les mêmes papiers qu'hier. À la feuille, il consulte sa journée sur l'ordinateur. C'est bon, pas de changement. Derrière le comptoir, deux types pianotent sur leurs claviers.

« Salut Richard.

– Salut.

– C'est quoi ma machine ?

– Attends, je regarde. T'as la 63223. »

Juan retourne dans la salle et aperçoit Patrice qui vient vers lui.

– Salut. Dis donc, t'as une petite mine. Mal dormi ?

– Ouais. C'est Nico. Il s'est encore réveillé cette nuit. Voulait dormir dans notre lit.

– Ah les gosses. Pas toujours la joie. Tu veux un café ?

– Ouais.

– T'as lu le dernier tract ? Ça y est, le fret est ouvert à la concurrence. La direction a eu ce qu'elle voulait. Je suis sûr que le déficit était voulu. Avec des trains mal entretenus, des clients mécontents et leurs discours alarmistes, pas étonnant. Et voilà qu'ils sortent la solution, disent qu'on a pas le choix, ça vient de l'Europe.

– Ouais.

– Ils nous ont déjà baisés avec la RFF pour la gestion des voies et des infrastructures. Et à Noël, tu te rappelles, ces salopards de députés, ils lui donnent le droit de faire appel aux boîtes privées.

– Ouais, c'est vrai.

– Ce qu'ils veulent, c'est l'éclatement de la SNCF. On va tous y perdre, tu vas voir. Et en 2010, grâce à Bruxelles, c'est l'ouverture à la concurrence pour le transport des voyageurs. On est foutu. Si on pouvait se bouger, comme en 95, ça... »

Patrice s'arrête un instant, dévisage Juan et lui fait :

« Vraiment, t'as pas l'air bien.

– Vivement ce soir que je dorme. Bon j'y vais, je commence à 24. Je te rappelle. »

Ouais, c'est vrai qu'ils ont tout fait pour saboter le fret. Si la grille de l'usine n'avait pas été fermée, y'aurait pas eu l'accident. Tout était prêt, on était dans les temps. On avait franchi la route. Y'avait plus qu'à rentrer dans la cour de l'usine. Il tombait des cordes mais j'ai bien vu un des agents essayer d'ouvrir le portail. Il est venu alors jusqu'à moi.

« Fais chier le client. C'est fermé. Y'a pas la clé. »

Et puis, il est reparti. Avec son collègue, ils ont escaladé la grille et j'ai attendu. Je me disais que le patron de cette usine, la SLPB, en avait marre d'attendre sa ferraille, vu le retard qu'on avait. Peut-être même qu'il l'attendait depuis plusieurs jours. Alors il avait tout fermé. Mais dix minutes plus tard, j'ai vu à travers le pare-brise et la pluie battante le portail s'ouvrir et plus loin la voie qui arrive au pied du bâtiment.

Juan monte dans la loc. Même avec les fenêtres ouvertes, il fait une chaleur à crever. Les wagons sont déjà attelés à la cabine. En vingt minutes, les vérifications sont faites. Il attend maintenant l'autorisation de départ. Le panneau passe au vert, c'est parti. Son dos lui fait mal.

T. P.

# Secret et violence

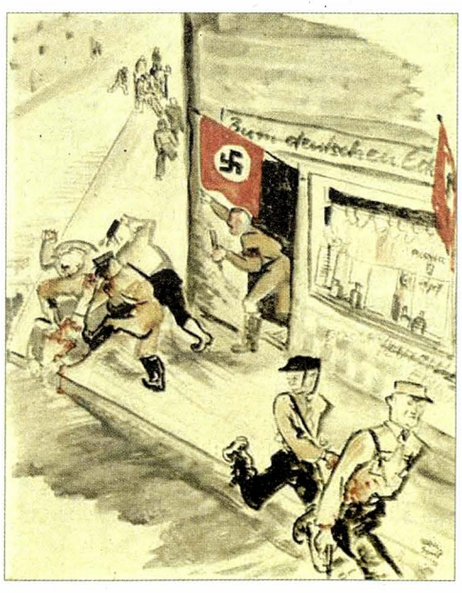
## La défaite des communistes devant les nazis

### Témoignage de l'ouvrier et romancier Georg Glaser (Allemagne, 1920-1945)[1]

Charles Jacquier

« Il avait mis huit enfants au monde et tout fait pour les voir presque aussitôt rendre l'âme. » Celles et ceux qui ont déjà lu *Secret et violence* reconnaîtront la première phrase du livre qui, d'emblée, donne le ton et incite à s'y plonger sans délais. Comme tout grand roman, il y a, bien entendu, plusieurs manières possibles d'aborder celui de Georg Glaser, et l'on peut y trouver matière à réflexion sur de nombreux aspects comme le rapport de l'homme au travail et à la technique ou celui de la soumission du militant communiste à « l'esprit de parti ». Mais ce qui domine c'est, bien sûr, la part prépondérante de l'histoire sur le destin d'un jeune prolétaire, de l'Allemagne de Weimar à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Dans cette présentation du livre, il sera avant tout question des premières années de cette chronique, du début des années 1920 à l'arrivée du nazisme au pouvoir et à l'exil du héros, mais il faudra aussi dire quelques mots sur son témoignage à propos de la Seconde Guerre mondiale.



En Allemagne, durant les années 1920, un adolescent, Valtin Haueisen, s'oppose à un père tyrannique, violent et futur nazi. Sa révolte l'amène à fuguer, à devenir vagabond. Il faut souligner que ce père, absent tout au long de la guerre, est un ancien combattant dont la mentalité a été façonnée par des années terribles au front où il semble avoir acquis une carapace d'insensibilité comme seul moyen d'affirmation et de survie, illustrant les effets de la « brutalisation » des sociétés européennes dont parlera l'historien George L. Mosse.[2] Le jeune homme est alors totalement dépolitisé : « Fédérations, partis, mouvements et sectes étaient pour moi des phénomènes indifférents et incompréhensibles »[3], mais précise immédiatement : « Je portais en moi une force qui était sans expression, sans nom, sans moyen, sans emploi et sans cadre. Je voulais avec enthousiasme, avec force, mais je ne savais pas quoi. Je continuais à m'offrir comme un chien perdu qui cherche un maître, bien que je me sentisse hors de la société. » Mais face à un père qui est, comme il le dit, « toujours du côté de la loi », il ne tarde pas à l'enfreindre et à fréquenter des établissements d'éducation surveillée. Dans l'un d'entre eux, l'institution Billigheim, qui est aussi une métaphore de la république de Weimar, « les maîtres appartenaient à l'organisation ouvrière des Amis de la nature », ce qui lui permet de pénétrer « dans les avenues du mouvement ouvrier ». Le but des Amis de la nature est de permettre l'épanouissement de la conscience de classe de ces jeunes, en somme « d'unir l'amour de la nature aux devoirs de la lutte de classes, ou plutôt de nous préparer à ces devoirs par l'amour de la nature ». Il est en contact avec ces « groupes minuscules que rapprochait le même refus d'obéissance aux consignes des grandes armées partisanes qui déchiraient le mouvement ouvrier » et qui sont « le petit troupeau perdu et pourtant si honnête, si sympathique, des fidèles des mouvements qui avaient précédé le "socialisme scientifique" ». Attiré par leur « révolte contre la tradition », il découvre aussi que sa « sourde résistance aux goûts et aux habitudes » de son père « était un effort méritoire ayant pour but le bonheur futur des hommes ». Après avoir hésité entre anarchistes et communistes, fréquenté les étudiants de l'Institut de recherches sociales (c'est-à-dire l'École de Francfort), lu le *Manifeste communiste* de Marx, *Dix jours qui ébranlèrent le monde* de John Reed, et les romans soviétiques tel *Ciment* de Iodov Gladkov, il est au premier rang des révoltés de son établissement et participe au lancement d'un petit journal intitulé *Der Bespresorny*, « mauvaise transcription en allemand du mot russe qui signifie jeune vagabond » où la section du Parti décèle une

Votez pour la social-démocratie majoritaire....

coupable « dérive gauchiste » par rapport à « la ligne ». Transféré dans un autre établissement, il découvre que « notre recette simple et éprouvée pour susciter une révolte – plus grande était la sévérité, plus la rébellion était facile à provoquer – n'était plus de mise ici. Car la terreur d'Aumühle n'était pas seulement plus grande, mais encore d'une autre nature. Elle transformait une bonne part des pupilles en couards serviles qui rapportaient tout ce qui se disait, qui espionnaient les préparatifs de fuite, ne cherchant plus à tirer vengeance de leurs oppresseurs que par des larcins ou autres peccadilles. » On a là une autre métaphore, qui annonce la fin de Weimar et l'arrivée du régime nazi où la terreur n'était pas seulement plus grande, mais aussi et surtout d'une autre nature.

Devenu majeur et soustrait à l'autorité légale du père, il devient un jeune chômeur parmi des millions d'autres. Il va pouvoir désormais travailler sans relâche à ce « rêve magnifique et puissant, que nous avions fait tous ensemble, comme cent tailleurs de pierre travaillent à une cathédrale ».[4]

Ici, un bref retour en arrière s'impose car, à ce moment du récit, Glaser évoque à travers deux personnages les figures de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et du groupe Spartakus et les révolutions perdues des années 1918-1923 qui virent l'apparition des conseils d'ouvriers et de soldats: « Les larmes me montent encore aux yeux quand je me rappelle le vieux chant désespéré [*le Chant de Büxenstein* [5]] dans lequel les matelots, les soldats et les ouvriers de la seule vraie Révolution du prolétariat ont chanté leur certitude de la mort. » Deux remarques s'imposent ici. D'abord toute réflexion sur l'arrivée du nazisme au pouvoir doit partir de là, de cette défaite du mouvement révolutionnaire de l'après-guerre qui voit la social-démocratie constituer le plus solide rempart de l'ordre établi – n'hésitant pas à faire assassiner les révolutionnaires par les Corps francs, créés en décembre 1918 par le social-démocrate Gustav Noske afin de combattre les gouvernements mis en place par l'extrême gauche dans de nombreuses villes d'Allemagne. Ces Corps francs étaient composés de la partie la plus nationaliste et la plus revancharde de l'ancienne armée impériale. Déclarés hors-la-loi en 1921, une partie d'entre eux ralliera Hitler dès 1925, contribuant à former les SA. Ensuite parler de « seule vraie révolution du prolétariat » pour les révolutions allemandes, c'est, bien sûr, contester le caractère prolétarien de la révolution russe de 1917 dont on peut dire, par contre, même si Glaser ne le dit pas là explicitement, qu'elle fut un coup d'État doublé d'une guerre civile aboutissant à la construction d'un Parti-État totalitaire.

Après avoir hésité sur le seuil du Parti, Valtin devient un « fidèle soldat du monde à venir » – un délégué important du Parti l'ayant désigné avec ses camarades comme « les jeunes officiers de la future Armée rouge de l'Allemagne ». Il fait donc sien le « devoir de travailler à la décomposition de l'ordre bourgeois, partout où l'occasion s'en présentait ». « Presque physiquement, le Parti venait [de le] prendre par la main », lui offrant « à la fois l'abri profond d'un port après une navigation orageuse, un ordre garanti par une force puissante, et la possibilité de prendre part à la plus gigantesque aventure de tous les temps ».

Rappelons ici en quelques mots quelle était la politique du PC allemand, déterminée par les décisions de l'Internationale communiste (IC) qui, au cours de son 9e Plénum en février 1928 avait décidé d'intensifier la lutte contre l'Internationale socialiste: la « politique de la 3e période ». Dans ce contexte, l'IC considérait la social-démocratie comme le principal obstacle à une révolution communiste alors que, contrairement à ces prévisions, ce fut « une époque de renforcement inouï des tendances nationalistes et impérialistes les plus réactionnaires, une époque de bouleversement fasciste et de destruction de tout le mouvement socialiste et communiste ».[6]

Pour sa part, le jeune Valtin, au-delà de la fascination exercée par l'image de l'Union soviétique, pressent aussi l'influence déterminante qu'elle exerce sur le Parti allemand. Une amie lui rapporte la réflexion sibylline d'un de ses amis de Moscou sur la situation en Allemagne alors que nous sommes seulement à quelques mois de l'arrivée de Hitler au pouvoir: « On ne peut l'appréhender qu'en étant très fin psychologue. » Est-ce vraiment de psychologie dont il s'agit quand l'auteur constate, quelques pages plus loin, que la question du pouvoir était posée – « ardente comme une promesse et en même temps froide comme le diagnostic d'un médecin » – lors du coup d'État de von Papen en Prusse contre le gouvernement du social-démocrate Carl Severing en juillet 1932. Avec ses camarades, son état d'esprit est le suivant: « Nous étions tout prêts à nous battre, nous attendions, tremblants de désir, l'ordre d'y aller. » Écoutons un contemporain, Boris Souvarine, juger de la situation allemande en décembre 1931, loin de toute « psychologie », mais avec un caractère prémonitoire assez impressionnant:

« En Allemagne où se joue le sort de l'Europe, la défaite du faux communisme est acquise avant tout combat. Un parti asservi n'a jamais fait de révolution. Mais, en particulier, ce parti qui a renié l'enseignement de ses fondateurs, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui s'est fait l'instrument docile de la bureaucratie soviétique, qui a sous prétexte de tactique de « gauche » favorisé l'élection de Hindenburg, qui a donné dans le plus grossier nationalisme et servi la réaction en maintes circonstances, qui récemment encore soutenait l'initiative de plébiscite des nationaux-socialistes, ce parti doit inéluctablement payer sa trahison. Incapable de réaliser avec l'ensemble de la classe ouvrière une action commune contre le danger nazi, il ne saura que laisser son élite se sacrifier trop tard dans une

lutte désespérée tandis qu'une importante portion de ses membres passera dans le camp adverse, comme déjà tant de nationalistes sont devenus communistes et vice-versa. »[7]

Précisons tout de suite que cette analyse lucide est faite dans une revue confidentielle et tout à fait marginale. Au contraire, l'ensemble des partis français furent surpris par l'avènement de Hitler. Ainsi de Léon Blum qui estimait durant les années 1931-1932 que Hitler ne pouvait pas arriver au pouvoir malgré ses importants succès électoraux à partir de 1929. En 1931, il jugeait que « Hitler est aujourd'hui plus loin du pouvoir que le général Boulanger le soir du 27 janvier 1889, [...] Doit-on redouter qu'il s'en rapproche? Non selon moi. Je crois que l'astre hitlérien est déjà monté au plus haut de sa course, qu'il a déjà touché son zénith. »[8]

Revenons à Valtin. Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, Berlin est alors la « ville rouge », « la plus rouge de toutes les villes du monde, excepté l'Union soviétique », « la forteresse rouge, la ville des barricades du 1er-Mai, la ville de Spartakus », et dans cette ville se trouve le siège du Parti allemand, la légendaire Maison Karl-Liebknecht. C'est justement dans cette ville que vont avoir lieu les deux événements qui annoncent et préparent le 30 janvier 1933 et la nomination de Hitler comme chancelier du Reich. C'est d'abord la grève des transports que, nous dit-il, « le Parti menait avec les bruns contre les syndicats libres » (c'est-à-dire liés à la social-démocratie) et qu'il qualifie « d'entreprise fort hasardeuse ». Écoutons-le: « Quand je pense au déroulement de cette dernière grande grève sur le sol allemand, la honte me saisit, une honte profonde et de la tristesse: durant ces journées-là, ils étaient des centaines de milliers à mettre en jeu leur foi et leur discipline contre une certitude mieux fondée et contre de sombres sentiments. » Il parle même de la foi aveugle et inébranlable qui leur permettait d'accomplir une besogne « malhonnête et malpropre ».

Cette grève est suivie de nouvelles élections. Là aussi, écoutons ce qu'en disait Simone Weil, une autre voix minoritaire et isolée, dans la revue syndicaliste *la Révolution prolétarienne* (n° 140, 25 novembre 1932): « L'échec des "barons" [c'est-à-dire la droite nationaliste au pouvoir], le succès des communistes rendent le parti hitlérien indispensable à la bourgeoisie. » Et elle conclut: « Le danger fasciste [...] est aussi menaçant que jamais. Tout mouvement avorté qui, comme la grève des transports, effraye la bourgeoisie sans l'affaiblir, le rend plus aigu. »[9] Il est opportun de rappeler ce que disait l'année précédente l'un des dirigeants du Parti allemand, Hermann Remmele: « Une fois les nazis au pouvoir, le front unique du prolétariat se réalisera et fera place nette. [...] Les fascistes ne nous font pas peur. Ils arriveront au bout de leur rouleau plus vite que tout autre gouvernement. »[10]

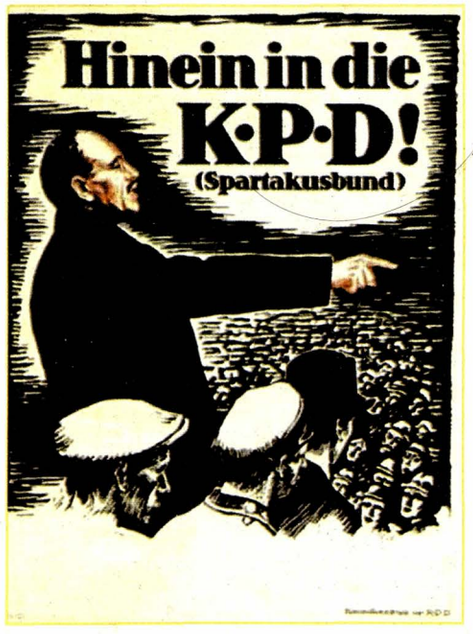
Le second événement, c'est, bien sûr, le défilé nazi du dimanche 22 janvier 1933 devant ce lieu hautement symbolique, la Maison Karl-Liebknecht, le siège du Parti allemand, à Berlin, la « ville rouge ». Quelques semaines plus tard, un autre contemporain, Hippolyte Etchebehere [11] raconta cette journée, qu'il qualifie de « moment décisif » dans la tragédie allemande où il vit une foule impuissante et sans consigne d'action incapable de s'opposer à la manifestation nazie protégée par la police. Margarete Buber-Neumann, compagne de Heinz Neumann, a indiqué que les dirigeants du KPD avaient reçu un télégramme de Moscou interdisant aux communistes de provoquer le moindre heurt pendant la manifestation nazie.[12]

Revenons à Valtin et à ce qui se passe dans la petite ville où il réside. Là, les nazis veulent faire la même chose qu'à Berlin en défilant devant la maison du Parti. Mais au moment où les communistes locaux infligent une cuisante défaite aux chemises brunes, ils apprennent que les nazis avaient pu défiler devant la Maison Karl-Liebknecht sans rencontrer d'opposition dans la capitale. La leçon a le mérite de la clarté: là où la riposte est assumée et organisée, un combat victorieux est livré alors qu'à Berlin elle marque le point culminant de la crise et le retournement définitif de la vie politique en faveur des nazis. Huit jours après, Hitler est appelé au poste de chancelier par Hindenburg pour former un nouveau gouvernement et, comme l'avait prédit Souvarine, le Parti « ne saura que laisser son élite se sacrifier trop tard dans une lutte désespérée tandis qu'une importante portion de ses membres passera dans le camp adverse ». Le KPD ne changea pas un iota à ses analyses triomphalistes délirantes. Ainsi de cette résolution de l'IC d'avril 1933: « Malgré le terrorisme fasciste, l'essor révolutionnaire va s'amplifier inévitablement. [...] L'institution de la dictature fasciste manifeste, qui réduit à néant les illusions démocratiques des masses et les soustrait à l'influence de la social-démocratie, accélère la marche de l'Allemagne à la révolution prolétarienne. »[13]

Mais l'on va vite oublier cet aspect de la politique stalinienne grâce à la politique antifasciste à laquelle allait s'adonner avec frénésie l'URSS et l'Internationale communiste jusqu'au 23 août 1939, date, comme chacun sait, du pacte germano-soviétique... La première victime en fut l'incendiaire du Reichstag, Marinus Van der Lubbe, cet ouvrier hollandais proche des communistes de conseil qui demeurera le bouc émissaire idéal des courants démocratiques-bourgeois, sociaux-démocrates et staliniens, comme si son seul acte, courageux et isolé, de protestation contre l'arrivée de Hitler au pouvoir pouvait à lui seul expliquer l'impuissance et les compromissions des forces politiques dominantes à s'opposer au nazisme. Glaser fait référence positivement à Van der Lubbe à deux reprises dans son livre (« l'incendiaire à l'âme

Votez social-démocrate.

Adhérez au KPD.



ardente ») – ce qui ne laisse pas d'étonner dans un livre paru pour la première fois en 1951 et quand on sait qu'aujourd'hui encore il est, au mieux, caractérisé par les dictionnaires usuels comme un simple d'esprit ou un déséquilibré, après avoir été un provocateur nazi pour les communistes et un agent communiste pour les nazis.

Quelques mots sur la guerre pour finir. Fait prisonnier sous l'uniforme français, Valtin se retrouve dans un camp de prisonniers de guerre en Allemagne où il subit, comme les autres prisonniers et les populations civiles allemandes, les bombardements des Alliés. Malgré son caractère choquant, cet épisode de la guerre n'est guère abordé, encore moins condamné, alors que l'on sait par ailleurs que l'outil industriel allemand a été relativement épargné par ces bombardements. Glaser a le mérite de les évoquer en montrant leurs conséquences terribles pour la population civile. Il faut savoir que ces bombardements avaient été décidés dès 1942 dans le but officiel avéré, mais rarement mentionné, de « détruire le moral de la population civile et, en particulier, celui des travailleurs de l'industrie ».[14] Il ne fallait surtout pas que de la guerre puisse naître la révolution, comme dans l'Allemagne de la fin de la Première Guerre mondiale.

Parmi les prisonniers de guerre, Valtin doit cacher le secret de sa véritable identité, s'attachant dans des circonstances très difficiles à maintenir un véritable esprit internationaliste. Il dénonce ainsi le thème de la responsabilité collective des peuples comme une invention fasciste; souligne que tous les opposants au nazisme avaient été massacrés « dans un universel silence complice et même les applaudissements discrets de bien des puissants ». Interpellé par un nazi qui veut lui faire dénoncer un ouvrier allemand qui lui a procuré un peu de nourriture, il répond à celui qui voudrait le voir considérer, en tant que prisonnier français, tout Allemand comme un ennemi: « Il ne saurait être mon ennemi alors que c'est un homme honnête. »

Bien qu'il se fût éloigné depuis plusieurs années du Parti communiste, c'est le slogan « Tuez les boches! » qui le fait rompre totalement avec ses idées de jeunesse: « J'avais toujours cru avoir en commun avec eux le but, l'ultime but.

Mais ils venaient de répondre à cette question par une incroyable attaque de l'homme, et tous les ponts étaient rompus. » Qu'y avait-il derrière ce slogan, sinon « l'opinion qu'un ordre de meurtre ne pouvait être donné qu'en allemand, que seuls la croix gammée, la doctrine du chef, les camps de représailles et les lois raciales pouvaient être les signes d'un régime de terreur. » De plus, il discernait qu'avec ce slogan le mouvement ouvrier avait renoncé à tout but positif et constructif: « Les mouvements qui visaient uniquement à la destruction n'ont fait que se détruire eux-mêmes. »

Le livre de Georg Glaser n'est pas seulement le « roman d'éducation d'une âme rebelle s'élevant sous les coups », comme l'écrivit André Prudhommeaux, mais aussi un itinéraire exemplaire qui présente l'histoire de cette période sous un jour nouveau et dont le protagoniste en perdant ses illusions, qui ont été celles du plus grand nombre à l'époque, a retrouvé un nouvel espoir ou, tout au moins, une façon de vivre loin des mensonges dominants et en accord avec lui-même: le partisan est devenu un paysan de l'atelier, le militant un ouvrier de la pensée. **Ch. J.**

Apprenez la solidarité avec la Russie soviétique...

---

1. Ce texte a été écrit à l'occasion de la présentation du livre de Georg K. Glaser, *Secret et violence. Chronique des années rouge et brun* (1920-1945), préface André Prudhommeaux (Agone, coll. « Marginales », 2005) dans les librairies L'Odeur du temps (Marseille, 31 mars 2006) et Publico (Paris, 13 mai 2006).

2. George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Hachette Littératures, 1999.

3. Toutes les citations sans indication d'origine sont tirées du livre de Georg Glaser.

4. On retrouve ici l'image des bâtisseurs de cathédrale dont les ouvriers, anonymement et collectivement, construisent un chef-d'œuvre architectural utilisé aussi dans *Culture prolétarienne* (Agone, coll. « Mémoires sociales », 2004) de Marcel Martinet: « Les constructeurs de cathédrales: ces anonymes qui avaient une foi ».

5. Par référence aux éditions Büxenstein dont l'imprimerie avait été occupée, comme beaucoup d'autres à Berlin, par les ouvriers lors de la grève générale des 5 et 6 janvier 1919. C'est quelques jours plus tard que furent assassinés Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht.

6. Ossip K. Flechtheim, *le Parti communiste allemand sous la République de Weimar*, François Maspéro, coll. « Bibliothèque socialiste », 1972, p. 186.

7. Boris Souvarine, « Chaos mondial », *la Critique sociale*, n° 4, décembre 1931, p. 147, réimpression Éditions de la Différence, 1983.

8. Cité par Jacques Bariety, « Léon Blum et l'Allemagne (1930-1938) », in *les Relations franco-allemandes* (1933-1939), Éditions du CNRS, 1976, p. 33-55.

9. Simone Weil, *Écrits historiques et politiques. L'engagement syndical* (1927-juillet 1934), Gallimard, 1988, p. 140.

10. Déclaration citée par Serge Bricianer in Karl Korsh, *Marxisme et contre-révolution*, Le Seuil, 1975, p. 194.

11. Hippolyte Etchebehere, 1933 : *la Tragédie du prolétariat allemand* [1933], rééd. Spartacus, 2003.

12. Margarete Buber-Neumann, *la Révolution mondiale*, Casterman, 1971.

13. Serge Bricanier, *op. cit.*, p. 194-195.

14. Cité in W. G. Sebald, *De la destruction comme élément de l'histoire naturelle*, Actes Sud, p. 28.

# Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

# les groupes

## 02 Aisne

**Groupe Kropotkine**
Athénée libertaire
& Bibliothèque ociale
8, rue Fouquerolles
02 000 Merlieux
Permanence les 1er, 3e, 5e, jeudi du mois de 18 heures à 21 heures.

## 05 Hautes-Alpes

**Groupe GEL-05**
BP 111
05003 Gap Cedex
gel-05@wanadoo.fr

## 06 Alpes-Maritimes

**Liaison Antibes**
c/o Le Monde libertaire

## 07 Ardèche

**Groupe d'Aubenas**
c/o CESA
BP 15
01170 Villeuneuve-de-Berg

## 08 Ardennes

**Liaison Ardennes**
La Question sociale
BP 5
08150 Rimogne
libertad@no-log.org
http://endehors.org

## 09 Ariège

**Liaison Ariège**
c/o Le Monde libertaire

## 12 Aveyron

**Liaison Sud-Aveyron**
c/o SAP
BP 2
12400 Montlaur

## 13 Bouches-du-Rhône

**Groupe de Marseille**
c/o Milles Bâbords
61, rue Consolat
13001 Marseille
contact@fa-marseille-fr-eu-org

**Liaison Aix-en-Provence**
c/o Milles Bâbords
61, rue Consolat
13001 Marseille

## 14 Calvados

**Groupe de Caen**
c/o Le Monde libertaire

## 15 Cantal

**Groupe la Pierre noire**
c/o Le Monde libertaire

## 17 Charente-Maritime

**Groupe les AffranchiEs**
c/o Le Monde libertaire
groupe-lesaffranchies@federation-anarchiste.org

**Groupe Nous Autres**
c/o ADIL
BP 3
17350 Port d'Envaux

## 21 Côte-d'Or

**La Mistoufle**
Les voix sans maître
Maison des Assos
Boite BB 8
2, rue des Corroyeurs
21000 Dijon Cedex
Permanence tous les mercredis de 20 heures à 23 heures
6, impasse Quentin

## 22 Côtes-d'Armor

**Groupe Jean-Souvenance**
C/O CEL
1, rue Yves-Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org
www.fa-souvenance.zaup.org

## 23 Creuse

**Groupe Arthur-Lehning**
c/o CNT 181
23004 Guéret Cedex
a.makhno@free.fr

## 24 Dordogne

**Groupe La Boëtie**
c/o ADCS 24
BP 25
24290 Montignac
groupe-la-boetie@federation-anarchiste.org
http://laboetie-over-blog.org/

**Groupe Emma-Goldman**
c/o CRACS
BP 7051
24007 Périgueux cedex
bastaya@no-log.org

## 25 Doubs

**Groupe Pierre-Joseph-Proudhon**
c/o CESL
BP 121
25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
http://lautodidacte.org

**Librairie L'Autodidacte**
5, rue Marulaz
25000 Besançon
www.lautodidacte.org

## 27 Eure

**Liaison « Les Égaux »**
c/o librairie l'Insoumise
128 rue Saint-Hilaire
76000 Rouen

## 28 Eure-et-loire

**Groupe de Chartres**
Abbayes de Saint-Brice
1, rue Martin-Auval
28000 Chartres
Permanence chaque 1er vendredi du mois

## 29 Finistère

**Groupe Les Temps nouveaux**
c/o CEL
BP 51044
29210 Brest Cedex 1

## 30 Gard

**Groupe Gard-Vaucluse**
c/o AGDIR
BP 5018
30900 Nîmes
fa-gard-vaucluse@mailme.org
www.fa-30-84.org

## 33 Gironde

**Cercle Jean-Barrué**
61, rue Tauzia
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org

## 34 Hérault

**Liaison Hérault**
c/o Le Monde libertaire

## 35 Ille-Ee-Vilaine

**Groupe La Sociale**
MJC La Paillette
2, rue du Pré-de-Bris
Domaine Saint-Cyr
35000 Rennes
fa-rennes@fr.st
www.fa-rennes.fr.st

**Local la Commune**
9, rue Malakoff
35000 Rennes
À partir du 15 août 2006

**Librairie associative « La Commune »**
17, rue de Châteaudun
35000 Rennes
ouverte le mercredi et samedi de 15 heures à 19 heures.

**Liaison Retiers**
c/o Groupe La Sociale (voir 35 Ille-et-Vilaine)

## 38 Isère

**Groupe Jules-Vallès**
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38100 Grenoble
jules-valles@no-log.org

**Liaison La Rue Râle**
c/o Groupe Jules-Vallès
Cap Berriat
15, rue Georges-Jacquet
38100 Grenoble
laruerale@no-log.org

## 39 Jura

**Groupe Lucio**
c/o La Maison du Peuple
12, rue de la Poyat
39200 Saint-Claude
groupelucio@altern.org

## 40 Landes

**Liaison Elisée-Reclus**
13, avenue Jules-Ferry
40110 Morcenx

## 42 Loire

**Groupe Nestor-Makhno de la région stéphanoise**
Bourse du Travail, salle
15 bis, cours Victor-Hugo
42000 Saint-Étienne

## 45 Loiret

**Groupe Gaston-Couté**
gastoncoute@no-log.org

## 46 Lot

**Liaison du Lot**
c/o Le Monde libertaire

## 49 Maine-et-Loire

**Groupe Léo-Férré**
c/o Le Monde libertaire

# Fédération anarchiste

federation-anarchiste.org

# les groupes

## 50 Manche

**Liaison Cherbourg**
c/o Le Monde libertaire

**Liaison Carentan**
c/o Le Monde libertaire

## 54 Meurthe-et-Moselle

**Groupe Jean-Roger-Caussimon**
c/o CRES
76, rue Léonard-Bourcier
54000 Nancy

## 56 Morbihan

**Groupe libertaire du Morbihan**
c/o Le Monde libertaire

## 57 Moselle

**Groupe de Metz**
Association culturelle libertaire
BP 16
57645 Noisseville

**Liaison Voline**
c/o ACL
BP 16
57645 Noisseville
groupe-voline@federation-anarchiste.org

## 60 Oise

**Groupe de Compiègne**
c/o Le Monde libertaire

## 63 Puy-de-Dôme

**Liaison Clermont-Ferrant**
c/o Le Monde libertaire

## 67 Bas-Rhin

**Groupe de Strasbourg**
c/o ACLS
1A, place des Orphelins
67000 Strasbourg
groupe-strasbourg@federation-anarchiste.org
fastrasbg.lautre.net

**Liaison Bas-Rhin**
c/o REMON
BP 35
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

## 69 Rhône

**Groupe Les Enragés**
c/o La Plume noire
19, rue Pierre-Blanc
69001 Lyon
lesenrages@no-log.org

## 71 Saône-et-Loire

**La Vache noire**
c/o ADCLSL
BP 516
71322 Chalons-sur-Saône Cedex
http://libertaire71.monsite.wanadoo.fr

## 72 Sarthe

**Groupe Lairial**
c/o SL
4, rue d'Arcole
72000 Le Mans

## 73 Savoie

**Groupe Acratie**
c/o CRI libertaire
Boîte 19 octobre
Maison des associations
67, rue Saint-François-de-Sales
73000 Chambéry
acratie@lautre.net
http://acratie.lautre.net/pages/indexsta.html

**Liaison Chambéry**
FA73@no-log.org

## 75 Paris

**Groupe Pierre-Besnard**
c/o Le Monde libertaire
groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

**Groupe La Vache Folle**
c/o Le Monde libertaire
vfolle@multimania.com
www.multimania.com/vfolle

**Groupe CLAAAAAASH**
c/o Le Monde libertaire
groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

**Groupe Louise-Michel**
c/o Le Monde libertaire

**Groupe Berneri**
c/o Le Monde libertaire

**Groupe La Rue**
c/o Le Monde libertaire

**Groupe Idées noires**
c/o Le Monde libertaire
ideesnoires@wanadoo.fr

**Librairie du Monde libertaire**
145, rue Amelot
75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture : du lundi au vendredi : 14 heures à 19 h 30
le samedi : 10 heures à 19 h 30

**Bibliothèque La Rue**
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris
ouverte le jeudi de 18 heures à 19 heures 30 & samedi de 15 heures à 18 heures

**Radio libertaire**
89.4 MHz et sur le net :
rl.federation-anarchiste.org

## 76 Seine-Maritime

**Groupe de Rouen**
c/o Librairie l'Insoumise
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
farouen@no-log.org
http://federation-anarchiste.org/fa/rubrique.php3?id_rubrique=86

**Librairie l'Insoumise**
128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16 heures à 18 heures
Vendredi 17 heures à 19 heures
Samedi 11 heures à 18 heures
Pendant les vacances scolaires les samedis de 14 heures à 18 heures.

**Groupe Soleil noir**
c/o Librairie l'Insoumise
glsn@no-log.org

**Groupe Zéro de conduite**
Le Havre
c/o Le Monde libertaire

## 77 Seine-et-Marne

**Groupe Sacco-et-Vanzetti**
c/o GRELE
1 bis, rue Émilie
77500 Chelles

## 80 Somme

**Liaison Amiens**
c/o Le Monde libertaire

## 83 Var

**Groupe Nada**
c/o ACL
BP 5137
83093 Toulon Cedex
groupe-nada@federation-anarchiste.org

## 84 Vaucluse

**Groupe Gard-Vaucluse**
c/o AGDIR
BP 5018
30900 Nîmes
fa3084@netcourrier.com
http://ouebe.net/fa

## 91 Essonne

**Liaison Évry-Corbeil**
c/o Le Monde libertaire
anarchismes@free.fr

**RAT (Réseau pour l'abolition de la télévision)**
c/o Le Monde libertaire

## 92 Hauts-de-Seine

**Groupe Idées noires**
c/o Le Monde libertaire
ideesnoires.fa@wanadoo.fr

## 93 Seine-Saint-Denis

**Groupe Henri-Poulaille**
c/o Le Monde libertaire
barijo@wanadoo.fr

**Liaison Albert-Camus**
c/o Le Monde libertaire

**Liaison Detox**
c/o Le Monde libertaire

## 94 Val-de-Marne

**Groupe libertaire d'Ivry**
c/o Le Monde libertaire
faivry@no-log.org

## 95 Val-d'Oise

**Groupe Makhno de Cergy-Pontoise**
c/o Le Monde libertaire
makhno-cergy@tele2.fr

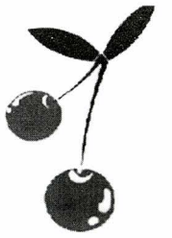
## Belgique

**Groupe Ici et maintenant**
c/o Collectif les Foulons
47-49, rue des Foulons
BE 1000 Bruxelles
Belgique
www.ici-et-maintenant.org

# RADIO LIBERTAIRE

*En Ile de France : 89.4 Mhz*
*Et sur Internet, depuis www.federation-anarchiste.org*

***La voix sans dieu, sans maître et sans publicité***
***de la Fédération anarchiste***



Grille à jour en avril 2006

## DIMANCHE

**08h00 :** ***Goloss trouda, la voix du travail***, émission franco-russe
**10h00 :** ***Ni maître ni dieu***, émission de la coordination nationale des libres penseurs
**12h00 :** ***Folk à lier***, le magazine des musiques traditionnelles
**14h00** En alternance :
• ***Tempête sur les planches***, actualité du théâtre et de la danse ①
• Plage musicale
**15h30** En alternance :
• ***Chants, contrechamps,*** cinéma d'auteur(s) et chanson à texte(s) ②
• ***Des mots, une voix***, des mots, des auteurs ②
**17h00 :** ***Le mélange,*** musique et actualité du spectacle
**18h30** En alternance :
• ***Echos et frémissements d'Irlande***, émission de l'association irlandaise ①
• ***Il y a de la fumée dans le poste***, émission du CIRC ①
**20h30** En alternance :
• ***Détruire l'ennui***, anarcho punk et diy (dot it yourself) ①
• ***Les désaxés,*** ciné en zone libre ①
**22h00 Les liaisons dangereuses**, c'est à dire en alternance :
• ***Obsession'elles***, rock et libres propos ①
• ***Seppuku***, musiques électroniques ①
**24h00** En alternance :
• Plage musicale
• ***Balistik,*** musiques créatives ②

## LUNDI

**9h30 :** ***Les mangeux d'terre***, écolo-libertaire ②
**11h00 :** ***Lundi matin***, infos et revue de presse
**13h00 :** ***Les partageux de la Commune***, émission sur la Commune de Paris
**14h30 :** ***Flamencamente***, le flamenco dans tous ses états ① ♥
**16h00 :** ***Ondes de choc***, magazine culturel, poésie, chansons et littérature
**18h00 :** ***Agora libertaire***, émission des groupes régionaux de la Fédération Anarchiste ♥
**19h30 :** « ***Le monde merveilleux du travail*** » **:** des syndicats de la CNT
**21h00 :** ***Ça urge au bout de la scène***, actualité de la chanson
**22h30 :** ***De la pente du carmel, la vue est magnifique***, comme son nom l'indique

## MARDI

**8h00 :** ***Parisien libertaire,*** actualité parisienne
**9h30 :** ***Zone à mix***, scratch music
**11h :** ***Actes et Cités,*** de l'architecture, de la politique…
**12h30 :** ***Wreck this mess***, cocktail de musiques radicales
**14h30 :** ***L'idée anarchiste***, textes historiques ou actuels sur l'anarchisme
**16h00 :** ***Les amis d'Orwell,*** émission de la coordination Idf contre la vidéosurveillance et le contrôle social ♥ ②
**17h00 :** ***Des oreilles avec des trous (dedans)***, des fusiques molles pour fous les tous ♥
**18h00** En alternance :
• ***Idéaux et débats***, émission littéraire ①
• ***Pas de quartiers...***, ça se passe près de chez vous ①
**19h30 :** ***Paroles d'associations***, magazine de la vie associative et culturelle
**20h30 :** ***Radio libertaria***, émission de la CNT/AIT
**22h30 :** ***Jazz en liberté***, free jazz et musiques improvisées

## MERCREDI

**9h30 :** ***Court-Circuit***, Philosophie ♥ ①
**10h30 :** ***Blues en liberté***, émission musicale blues
**12h00 :** ***Sans toit ni loi***, émission sur les mal-logés et la précarité
**14h00 :** ***Le manège***, littérature, cinéma
**16h00 :** ***Léo 38 :*** Reggae et autres
**17h00 :** ***Décalages horaires***, musiques du monde
**18h30 :** ***Femmes libres,*** femmes qui luttent, femmes qui témoignent
**20h30 :** ***Ras les murs***, actualités des luttes de prisonniers
**22h30 :** ***Traffic***, musiques urbaines et libres propos

## JEUDI

**10h00 :** ***Chronique hebdo***, analyse libertaire de l'actualité
**12h00 :** ***De rimes et de notes***, actualité de la chanson et du spectacle
**14h00 :** ***Radio Cartable***, la radio des enfants des écoles d'Ivry sur Seine
**15h00 :** ***Bibliomanie***, autour des livres...
**16h30 :** ***Petites annonces d'entraide***
**18h00 :** ***Si Vis Pacem***, émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France
**19h30 : Les enfants de Stonewall,**
En alternance :
• ***Pédérama*** ②♥
• ***Bistouri oui-oui***, la radio Trans (actus et débats trans②
• ***Affinités électives***②
• ***Sida bla bla***, émission d'Act Up-Paris②♥
Si 5ème jeudi : ***questions LGBT***
**20h30** : ***Entre chiens et loups***, art, anarchie (arts plastiques, poésie, musiques…)
**22h00** : ***Epsilonia***, musiques expérimentales et expérimentations sonores

## VENDREDI

**10h00** : ***Koumbi,*** culture, histoire, société et immigration, autour de l'Afrique
**12h00 :** ***Enjoy Polar***, littérature noire
**13h00 :** ***Place aux fous***, Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline ♥
**14h30** ***Les oreilles libres,*** musiques engagées
**16h00 :** ***Chroniques africaines***, informations juridiques et sociales
**17h30 :** En alternance :
• ***Radio espéranto***, émission de l'association Sat-Amikaro ③
• ***Radio ZAM***, spécial esperanto jeunes ②
**19h00 L'Invité du vendredi**, c'est à dire en alternance :
• ***Des droits et des hommes***, émission de la Ligue des Droits de l'Homme ①
• ***Raison présente***, émission de l'Union Rationaliste de France ②
• ***Trait d'union***, le mouvement des idées ②
**21 h 00** En alternance :
• ***Offensive*** … libertaire et sociale①
• ***La grenouille noire,*** anarchisme et écologie①
**22h30 :** ***Ca booste sous les pavés***, musiques, reportages et actu

## SAMEDI

**08h00 :** ***Réveil hip-hop***, hip-hop
**10h00 :** ***La philanthropie de l'ouvrier charpentier***, comme son nom ne l'indique pas
**11h30 :** ***Chronique syndicale***, luttes et actualités sociales
**13h30 :** ***Chroniques rebelles***, débats, dossiers et rencontres
**15h30 :** ***Deux sous de scène***, le magazine de la chanson vivante
**17h00** En alternance :
• ***Bulles noires,*** bandes dessinées et polar ③
• ***Bulles de rêve***, cinéma d'animation②
**19h00** En alternance :
• ***Tribuna latino-americana***, actualité politique de l'Amérique latine ①
• ***Longtemps, je me suis couché de bonne heure***, des livres, des musiques et du cinéma ②
**21h00 Les nuits libertaires,** c'est à dire en alternance :
• ***Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée***, chronique artistique, musique classique et contemporaine ①
• ***Tous les 15 jours, on mange du poulpe,*** rock, ska et musique impro ①
**23h00** En alternance :
• ***Nuits off,*** topologies sonores, rock et chroniques ①
• ***Tormentor***, dark, électro-industriel et autres①

*Périodicité des émissions :*
① *bi-mensuelle*
② *mensuelle* ③ *autre*
Sans indication : hebdomadaire

*Type des émissions :*
*militante*
*culturelle* *musicale*

*Nouvelles émissions :* ♥

Permanence du secrétariat : le mardi à partir de 19 heures au siège social - 145 rue Amelot - 75011 PARIS
Tél. Siège : 01 48 05 34 08 Fax 01 49 29 98 59 Tél. Studio 01 43 71 89 40 e-mail : radio-libertaire@federation-anarchiste.org

*Grille téléchargeable au format pdf, sur le site de Radio Libertaire : www.federation-anarchiste.org*

# Vous partez au soleil ?

# LUI AUSSI...

# NON !

## aux expulsions

**Fédération anarchiste**

145, rue Amelot - Paris 11e